

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

AMERIQUE CENTRALE
ET CARAIBE

Ronald Reagan
prépare
une intervention
militaire



L'HERITAGE D'ANOUAR EL SADATE

L' « Infitah »
et la répression
en Egypte

REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Le mouvement démocratique
s'intéresse au trotskysme

Sommaire du n° 113 du 23 novembre 1981

| | | | |
|----|-----------------|---|-------------------------------------|
| 3 | EDITORIAL | Arrêter le bras criminel de l'impérialisme américain en Amérique centrale et dans la Caraïbe ! | Vincent KERMEL |
| 5 | EL SALVADOR | Une dictature criminelle aux abois | INPRECOR |
| 6 | — | Plan d'action de la Ire Rencontre internationale de solidarité avec le Salvador | Document |
| 11 | HONDURAS | Le spectre de l'armée plane sur les élections | Latin America Weekly Report |
| 13 | MARTINIQUE | « Pour des états généraux du mouvement anti-colonialiste ! » | Philippe PIERRE-CHARLES |
| 15 | GUADELOUPE | « Les alizés ne suffiront pas à amener le vrai changement ... » | Daniel et Marcel MARAGNES |
| 17 | PAYS-BAS | La campagne anti-missiles et la manifestation du 21 novembre | Robert WENT |
| 19 | GRANDE-BRETAGNE | Premières leçons de la grève à British Leyland | Dave HAYES |
| 22 | POLOGNE | Sur la voie du contrôle des travailleurs, entretien avec le président de Solidarité de Varsovie | Zbigniew BUJAK |
| 23 | — | Pour un Conseil social de l'économie nationale | Grzegorz PALKA |
| 24 | — | Sur le contrôle du ravitaillement | Direction régionale de Lodz |
| 24 | — | « Notre pays a été conduit dans une situation critique ... » | Chantier naval « Lénine » de Gdansk |
| 25 | ARGENTINE | La valse des généraux ne suffit pas à résoudre les problèmes de la dictature | Daniel JEBRAC |
| 26 | — | Entretien avec un militant marxiste révolutionnaire argentin | |
| 26 | — | 50 000 manifestants à Buenos Aires pour « la paix le pain et le travail ! » | INPRECOR |
| 30 | EGYPTE | Le lourd héritage d'Anouar El Sadate | Vincent KERMEL |
| 31 | — | Les émeutes du 18 janvier 1977 | INPRECOR |
| 33 | CHINE | Le Mouvement démocratique s'intéresse au trotskysme | Xing YING |
| 36 | EUROPE | Les sections de la IVe Internationale dans le mouvement anti-guerre en Europe | INPRECOR |

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

ABONNEMENT 25 NUMÉROS PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108, Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179 / 90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322. 42. T PARIS.

inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays : 180 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 200 FF ; Afrique et Amériques : 230 FF ; Asie : 245 FF.

Pli fermé : France 250 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 280 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement Abonnement

Arrêter le bras criminel de l'impérialisme américain

L'ETE dernier, l'administration Reagan réactivait sa propagande contre Cuba et le Nicaragua. Fin août, le général Alexander Haig, secrétaire d'Etat américain, accusait la guérilla salvadorienne d'avoir « *changé de tactique* » et de développer des actions « *terroristes* » grâce à l'aide cubaine et à des fonds dispensés par l'Union soviétique. D'après Alexander Haig, cela donnait aux Etats-Unis « *l'obligation* » d'aider la Junte salvadorienne aussi longtemps que cette « *assistance extérieure* » se poursuivrait. Le 31 août, l'*International Herald Tribune* rapportait que le secrétaire d'Etat américain aurait aussi affirmé que son gouvernement « *était en train d'envisager des moyens de s'opposer à Cuba mais qu'il était "prématuré" de les révéler* ».

Au mois d'octobre, la presse américaine s'est lancée encore plus intensivement dans cette campagne contre les forces du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) au Salvador, contre le Nicaragua et contre l'Etat ouvrier cubain. Tout a commencé par un article du *Washington Post* du 19 octobre, dans lequel des journalistes aux ordres affirmaient sans l'ombre d'une preuve que Cuba préparait « *une force spéciale de 500 à 600 hommes aujourd'hui au Nicaragua pour occuper, sans possibilité de résistance militaire, le tiers oriental du Salvador, y établir un gouvernement communiste pro-soviétique et l'utiliser pour obtenir un soutien international au prétendu Front démocratique révolutionnaire (FDR)* ». Savamment orchestrée, cette campagne fut reprise assez méthodiquement par toute la presse américaine. Pour le *Los Angeles Times* par exemple, « *San Salvador est parcourue de rumeurs d'une invasion planifiée de la partie sud du pays par le Nicaragua* » ; pour le *Christian Science Monitor*, « *si les Cubains sont présents aux côtés de la guérilla, la longue guerre civile salvadorienne prend une nouvelle dimension... Les tensions s'accroîtront certainement entre Washington et La Havane et pourraient conduire à l'envoi de troupes américaines au Salvador* ». Toute cette mise en condition idéologique, qu'évidemment le département d'Etat US n'a ni approuvé ni récusé officiellement, couvre en fait les préparatifs d'une offensive diplomatique et militaire d'envergure de l'impérialisme américain en Amérique centrale. Alexander Haig devait en résumer les objectifs, le 29 octobre en déclarant : « *Il est clair que Fidel Castro est en train d'augmenter ses activités interventionnistes dans la région* » et il précisait derechef que Washington étudiait les moyens de lui en rendre « *les risques plus coûteux que les avantages* ».

Début novembre, le *New York Times*, citant des « *responsables haut placés* » dans l'administration Reagan, précise que Alexander Haig aurait demandé au Pentagone d'examiner d'éventuelles actions militaires de représailles contre Cuba et le Nicaragua. Le *Monde* du 7 novembre affirme que, parmi celles-ci, figureraient « *une démonstration de force de l'aviation américaine, des exercices navals, un blocus, ainsi qu'une invasion par des forces américaines et éventuellement latino-américaines* ».

Certes, le général Alexander Haig avait déjà proclamé plusieurs fois son désir de régler « *à la source* » le problème du Salvador, ce qui dans son esprit désignait Cuba et le Nicaragua. Mais jamais une intervention militaire directe n'avait été aussi précisément envisagée. Comme l'a noté le ministre cubain de la Culture, Armando Hart, les recommandations du *Document de Santa Fe* semblent être en cours d'application. Ce dernier, élaboré en mai 1980 par les conseillers de Ronald Reagan, définit une nouvelle politique américaine en Amérique latine et prévoit qu'une « *guerre de libération devrait être lancée contre Cuba si la propagande ne suffisait pas* » (le *Monde* 8 et 9 novembre 1981).

A la suite de l'échec partiel de l'offensive du FMLN en janvier dernier, les Etats-Unis pensaient bien réussir à retour-

ner militairement la situation au Salvador en faveur de la Junte militaire et démocrate-chrétienne de Napoleon Duarte. Des documents opportunément rapportés de San Salvador par un émissaire américain et prétendument « *saisis* » à la guérilla allaient servir de toile de fond à la première offensive idéologique et diplomatique de l'ère Reagan autour du *Livre blanc* sur les « *ingérences soviéto-cubaines au Salvador* ».

Faire écran à l'augmentation de l'aide américaine à la dictature de San Salvador, impliquer Cuba et le Nicaragua et isoler diplomatiquement les insurgés en réunifiant le camp occidental contre le « *péril marxiste* », tels étaient les objectifs assignés à cette manœuvre. Toutefois, la baudruche s'est vite dégonflée, le *Livre blanc* révélant à l'étude qu'il n'était qu'un tissu de falsifications maladroites. Il n'en fut pas moins le sous-bassement idéologique de mesures concrètes de rétorsion contre le Nicaragua (suppression de l'aide alimentaire prévue), de pressions contre Grenade (demande à la Communauté européenne (CEE) de refuser le financement de l'aéroport international construit par Cuba dans cette petite île de la Caraïbe), de menaces militaires contre Cuba et tous les peuples de la Caraïbe (manœuvres militaires *Readex L 81* en février et manœuvres groupant des effectifs nord-américains, vénézuéliens, britanniques et brésiliens, *Caribs OP 81*, dont le thème était de simuler « *un débarquement sans opposition dans un pays* »), et d'aide accrue aux dictatures centro-américaines et aux pays « *amis* » de la Caraïbe (le Fonds monétaire international (FMI) accordera ainsi à Edward Seaga de la Jamaïque les prêts refusés à son prédécesseur, Michael Manley).

Les initiatives belliqueuses américaines vont alors prendre corps à partir de l'été dernier à la suite de trois événements : les développements de la révolution nicaraguayenne exprimés dans les mesures adoptées le 19 juillet, l'évolution défavorable à la Junte salvadorienne de la situation militaire dans ce pays et le renforcement des positions des organisations révolutionnaires au Guatemala.

Au Nicaragua, l'année 1981 avait été baptisée « *Année de la Défense et de la Production* ». La lutte des classes s'aiguissant sous l'effet des menaces impérialistes et des dictatures de la région, le 27 janvier, le Front sandiniste de libération (FSLN) affirmait : « *Etant donné les circonstances présentes, l'intégration de tout le peuple dans les Milices populaires sandinistes (MPS) est une tâche à mettre à exécution immédiatement... "Tout le peuple dans les Milices" doit être le slogan à l'ordre du jour.* » La mobilisation populaire impulsée par le FSLN pour contrecarrer les diverses manœuvres de la bourgeoisie s'est amplifiée. Face aux menées contre-révolutionnaires des dirigeants bourgeois et au boycott économique des patrons, les mesures adoptées le 19 juillet aboutissent à une accentuation de la polarisation de classes. Les opérations militaires coups de poings lancées depuis les Honduras se multiplient. Des milliers d'ex-gardes nationaux somozistes sont entraînés par les services américains aux Etats-Unis et en Amérique centrale.

LE TEST SALVADORIEN

Au Salvador, à la même époque, les forces du FMLN réussissent à détruire de nombreux objectifs économiques stratégiques (des pilônes électriques privant le pays d'électricité, les ponts d'Or et de Istagua). Ces actions coordonnées ralentissent les capacités de riposte de l'armée gouvernementale, entre autres dans les régions d'Usulután, de Cuscatlán et de Chalatenango.

Ces événements semblent marquer un tournant dans la situation régionale en ce sens qu'ils contribuent à pousser

l'impérialisme américain à accélérer ses préparatifs contre-révolutionnaires. En effet, pour les Etats-Unis, leurs positions ne peuvent que se dégrader si un nouveau pas n'est pas franchi dans leur attaque contre les peuples d'Amérique centrale. En juillet 1981, l'ambassadeur américain à San Salvador, Deane Hinton, reconnaissait qu'il « n'y a pas de signes que l'un ou l'autre côté puisse obtenir une victoire décisive » au Salvador (*The Guardian*, 11 juillet 1981). C'était déjà un aveu de faiblesse lorsque l'on sait que la dictature salvadorienne a englouti cette année 35,5 millions de dollars d'aide militaire, 144 millions d'aide économique et reçu officiellement l'assistance de 54 conseillers américains (plusieurs centaines en réalité).

A sa manière, l'ambassadeur américain prenait en compte l'incapacité de l'armée salvadorienne à réduire la résistance et l'implantation des forces du FMLN, ce qui constituait une précondition à la réussite du scénario impérialiste prévoyant des élections pour 1982. Bien au contraire, les forces du FMLN ont réussi des opérations audacieuses cet été. Elles ont notamment fait la preuve de leur mobilité face à une armée inexpérimentée à l'utilisation du matériel sophistiqué apporté sur place par l'impérialisme américain, mal entraînée et sérieusement démoralisée par la durée de la guerre civile et par ses propres pertes.

En octobre, le *Times* de Londres affirmait que les pertes des forces gouvernementales s'élevaient à 10 % par an en tués ou blessés et que les forces salvadoriennes auraient ainsi perdu à la fin de cette année la moitié des effectifs recrutés durant l'année passée. De plus, la décision du commandement militaire de transférer les instructeurs dans des unités combattantes diminue d'autant la qualité de la formation militaire des nouvelles recrues.

Dès lors, les USA ont accéléré la remise en route du CONDECA (Conseil de défense centro-américain). Les 12 et 13 août, le général-président hondurien Policarpo Paz Garcia reçoit tour à tour les représentants des dictatures du Guatemala et du Salvador pour débattre de la mise en place d'une force d'intervention rapide commune, dont le noyau pourrait être constitué par la brigade d'élite *Atlatcatl* formée au Salvador par les instructeurs américains.

Sur le plan diplomatique, les pressions américaines amènent la Colombie, le Costa Rica et la Jamaïque à rompre leurs relations diplomatiques ou consulaires avec Cuba tandis que, le 23 septembre, Richard Allen, conseiller américain pour les Affaires de sécurité, rend publique la première phase du plan contre-révolutionnaire de Washington, en annonçant la création d'une radio anti-castriste émettant de Floride, dotée d'un budget de 10 millions de dollars et intitulée naïvement *Radio Jose Marti*.

Parallèlement, en octobre, avaient lieu des manœuvres conjointes Honduras - marine américaine qui étaient les premières dans la région depuis celles de 1976 au Nicaragua de Somoza. Loin d'être un entraînement de routine, ces manœuvres intitulées *Oeil de Faucon* étaient supervisées par l'ex-colonel américain Samuel P. Dickens, envoyé spécial de Ronald Reagan et membre du Conseil inter-américain de sécurité. Ce dernier, qui considère que le CONDECA est une idée « fabuleuse » devait déclarer que les manœuvres *Oeil de Faucon* sont « un moyen de montrer aux pays d'Amérique centrale que les Etats-Unis seront derrière eux dans le cas où ils seraient attaqués par Cuba ou le Nicaragua ». Le 9 octobre, le colonel Guillermo Garcia, ministre de la Défense du Salvador, affirmait de son côté que le Salvador se préparait à prendre des mesures drastiques pour s'opposer au « *super-interventionnisme* » du Nicaragua ...

Enfin, après la réception d'un mémorandum réalisé principalement par le conseiller du département d'Etat américain Robert Mac Farlane, le général Alexander Haig demandait au Pentagone d'accélérer ses plans d'agressions militaires contre Cuba. L'*International Herald Tribune* du 6 novembre note que, d'après des « personnalités officielles », les demandes faites au Pentagone comprennent des questions du genre : « *Montrez-nous ce que les forces américaines pourraient faire s'il y avait une décision de blocus du Nicaragua ou de lancement de certains types d'opérations contre Cuba.* »

Avant toute initiative militaire, les USA ont sans doute aussi tenu à convaincre leurs plus sûrs alliés latino-américains,

lors de la rencontre des représentants des forces armées du continent américain des 3 et 5 novembre, à laquelle le Nicaragua ne fut bien évidemment pas invité, et qui devait discuter des moyens de « *s'opposer au terrorisme, à la subversion et à l'insurrection armée* » (*International Herald Tribune*, 7 et 8 novembre 1981). L'offensive impérialiste comporte le risque d'une relance de la mobilisation anti-guerre aux Etats-Unis mêmes, mais aussi de puissantes protestations populaires en Amérique latine qui ne manqueraient pas d'influer sur l'attitude diplomatique de différents pays, quoi qu'en pensent les chefs d'état-major réunis à Washington début novembre.

UNE INTERVENTION IMMINENTE

Ainsi, en ce mois de novembre 1981, la volonté impérialiste d'éviter la chute de la dictature salvadorienne agonisante et ses effets cumulatifs à l'échelle de la région, de frapper la révolution sandiniste et de mater l'Etat ouvrier cubain une fois pour toutes, prend toute sa dimension contre-révolutionnaire à travers les plans d'intervention élaborés par Washington. Déjà s'organisent de vastes provocations sous la forme de manœuvres navales regroupant plus de quarante navires de guerre dans la Caraïbe.

Il serait erroné de prendre tout cela à la légère. L'impérialisme US a déjà, par le passé, du Guatemala au Vietnam en passant par Saint-Domingue, montré qu'il n'hésitait pas à intervenir directement contre des processus révolutionnaires ou pour rétablir des dictatures à sa botte. C'est donc à juste titre que les dirigeants nicaraguayens et cubains ont vigoureusement réagi.

Au Nicaragua, l'armée a été placée en « *état d'alerte maximum* » et les masses populaires sont préparées depuis plusieurs semaines à l'éventualité d'une agression impérialiste. Lors d'un meeting, le 6 octobre, le commandant de la révolution Tomas Borge affirmait à propos des manœuvres navales américano-honduriennes : « *"Oeil de Faucon" est un avertissement pour notre révolution ... Mais nous avons notre propre avertissement à délivrer. Nous sommes un pays pacifique. Mais personne ne doit oublier que ce peuple pacifique sait aussi se battre, que ce peuple pacifique a une histoire héroïque.* »

Le dirigeant sandiniste Daniel Ortega définissait la situation en déclarant : « *Washington a reconnu que sa politique d'élections avec la répression ne marchait pas ... Aussi il ne lui restait plus que l'intervention. Mais il a besoin d'un prétexte ... Il invente donc des expéditions d'armes, 500 Cubains et 1 000 avions provenant du Vietnam pour créer tout un climat pour justifier une intervention dans la région* » (*International Herald Tribune*, 11 novembre 1981).

A La Havane, l'heure est aussi à la mobilisation. Dès le 24 octobre, le gouvernement cubain avait « *dénoncé énergiquement le dernier gros mensonge échafaudé aux Etats-Unis concernant Cuba* » et adressé une mise en demeure officielle au général américain Alexander Haig. Dans une interview au *Monde* des 8 et 9 novembre, le ministre cubain de la Culture, Armando Hart, affirmait : « *Nous nous préparons à résister à une intervention armée américaine.* »

Le gouvernement cubain a mis ses forces armées en état d'alerte depuis le 31 octobre. Des réservistes ont été rappelés, les milices territoriales mobilisées et des batteries anti-aériennes placées sur certains toits de La Havane.

Les journées internationales de solidarité prévues pour les 27 novembre 1981, 22 janvier 1982 et au mois de février 1982, appelées par la Ire Conférence internationale des comités de solidarité avec le Salvador, doivent être l'occasion de puissantes mobilisations à travers le monde contre l'intervention impérialiste en Amérique centrale et dans la Caraïbe.

Mais, pour réussir à arrêter le bras criminel des stratèges de Washington, il faut construire un puissant mouvement permanent de mobilisation, un véritable front anti-interventionniste à l'échelle internationale. C'est à ce prix et à celui de l'intense mobilisation des masses populaires de Cuba, du Nicaragua, de Grenade, du Salvador ... que les Etats-Unis pourront être contraints de rengainer leur panoplie guerrière. ■

Vincent KERMEL
13 novembre 1981.

Une dictature criminelle aux abois

10 714 personnes assassinées en 1981

AU Salvador, la crise économique s'entremêle très étroitement avec la crise politique qui affecte la crédibilité et l'homogénéité même de la Junte militaire et démocrate chrétienne et avec l'état des rapports de forces militaires sur le terrain. Cet enchevêtrement donne ses caractéristiques spécifiques à la crise générale qui frappe ce pays.

Or, au moment où l'impérialisme américain et la Junte de San Salvador proposent comme « solution politique » à cette situation la tenue d'élections à une Assemblée constituante en 1982 et à la présidence de la République pour 1983, alors même que se poursuit le génocide du peuple salvadorien, il est utile de préciser l'ensemble des aspects de la situation à partir du bilan qu'en tirent le FMLN et le FDR.

Plusieurs détails donnés par Marisol Galindo dans son rapport illustrent tout d'abord la gravité de la situation économique du Salvador. « Le produit intérieur brut (PIB), par exemple, n'a pas cessé de baisser significativement depuis 1979 où il a diminué de 3,2 % pour atteindre en 1980 une baisse de 13 % à prix constants. » Cela s'exprime dans différents secteurs. « Le secteur industriel a connu un fléchissement de la production de 3,3 % en 1978, de 4,9 % en 1979 et de 16 % en 1980. Les branches les plus touchées sont l'industrie mécanique et le textile. Depuis 1979, plus de 80 entreprises ont été fermées et 20 autres ont été militarisées, le reste fonctionnant en dessous de ses capacités de production... L'agriculture et l'élevage ont connu une baisse identique de 1,6 % en 1979 et de 6,6 % en 1980. Les produits d'exportation (café, coton et canne à sucre) ont connu une décroissance significative provoquant certaines altérations de la balance des paiements, des finances de l'Etat et de tout le système financier national. La production de grains de base a aussi décliné de 1,2 %... Le secteur commercial a vu son activité décroître de 10 % ».

LA SITUATION ECONOMIQUE

« A tout cela on doit ajouter, précise Marisol Galindo, le processus de fuite des capitaux estimé à 2 000 millions de dollars les dernières années, qui s'est reflété dans la tendance à la diminution de l'investissement privé, commencée en 1979 avec une baisse de 14,7 %, puis de 38,7 % en 1980. »

Dans le domaine commercial, « les exportations ont diminué de 35 % et les importations de 23,3 % durant l'année 1980. » Au déficit financier de 70 millions de dollars s'ajoutent « les 190 millions de dollars nécessaires pour maintenir l'économie au taux d'activité actuel, cela fait 250 millions de dollars que les

militaires et les démocrates-chrétiens cherchent désespérément à obtenir des coffres des dictatures du Cône Sud de l'Amérique latine ».

« Le déficit budgétaire a été de 194 millions de dollars en 1980 et on estime qu'il atteindra cette année les 300 millions de dollars, c'est-à-dire 41 % du total des dépenses actuelles de l'Etat. » Le chômage touchait 23,3 % de la population active au premier semestre 1980, et le sous-emploi 38,9 %. « Les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de l'industrie et de la construction contribuent pour 81,2 % au chômage et pour 47,3 % au sous-emploi. »

C'est dans ce contexte désastreux qui alimente, entre autres, les divergences au sein même de la Junte salvadorienne, que doivent s'apprécier les activités des forces du FMLN. A ce propos, Enrique Guatemala, rappelant « l'extension des zones contrôlées » par les guérilleros, précise : « Ce ne sont pas seulement des zones que nous contrôlons au sens militaire du terme. Ce sont des zones libérées, où nous avons un contrôle politique aussi bien que militaire. Là, une structure de pouvoir populaire a commencé à être mise en place, avec les organisations que nous appelons des conseils démocratiques révolutionnaires, au niveau des localités. Ces structures de pouvoir populaire organisent la production, elles rendent la justice. Elles ont commencé à jouer aussi un rôle militaire important. »

LA CAMPAGNE MILITAIRE D'ÉTÉ DU FMLN

L'offensive menée à partir du 19 juillet dernier et durant un mois par les guérilleros aura été un moment déterminant de l'activité militaire des forces du FMLN dans la dernière période. Les forces du FMLN ont en effet réussi à occuper des villes stratégiques comme Armbala, « qui

Dix mois après l'échec partiel de l'offensive de janvier 1981, la direction du FMLN et du FDR a, en plusieurs occasions, brossé le tableau des rapports de forces au Salvador dans les différents domaines. Nous en rendons compte ci-après à partir d'extraits du rapport présenté pour la Commission des relations internationales du FMLN-FDR par Marisol Galindo lors de la Ire Rencontre internationale des comités de solidarité qui s'est tenue à Mexico en octobre dernier, et d'une interview d'Enrique Guatemala, membre du Conseil politico-diplomatique conjoint du FMLN et du FDR, parue dans *Intercontinental Press* du 2 novembre 1981.

est le centre nerveux de la partie est du pays du point de vue de l'armée. Ces actions ont vu pour la première fois la reddition d'éléments de la Garde nationale, qui sont considérés comme les troupes de choc de la Junte. Cela constitue un signe évident de la démolition au sein de l'armée. Par-dessus tout, il y a eu un chaquet de défaites retentissantes de la fameuse brigade "Atlatl" qui est une unité aéroportée par hélicoptères de troupes entraînées par les bérets verts US ».

Comme l'a déclaré de son côté Marisol Galindo, la campagne de juillet-août dernier a permis « le sabotage permanent des lignes de transmission d'énergie électrique et de l'infrastructure économique et étatique du régime. Durant la campagne, 59 pylônes électriques ont été détruits ». Par cette campagne militaire « le FMLN voulait faire un pas vers une coordination effective entre toutes ses forces des différentes régions... dans le cadre des lignes générales et des missions spécifiques que le plan militaire de la campagne commandait à chacune d'elles ». Cette campagne a donc constitué un progrès dans l'organisation et l'activité militaire des forces du FMLN.

Dans le cadre d'une opération audacieuse, la guérilla a réussi à la mi-octobre à détruire le pont d'Or au-dessus de la rivière Lempa sur lequel passait la route panaméricaine et reliait les parties orientale et occidentale du Salvador. Cette action du front oriental Francisco Sanchez du FMLN a nécessité une forte coordination et s'est couplée de l'occupation des villes voisines de San Marcos, San Nicolas et Tierra Blanca (1). Ce sabotage, qui de-

1. La destruction de ce pont qui sert à une voie de communication empruntée par 68 % des transports de produits commerciaux et par les troupes du régime lors de leur déplacement, a été réalisée par 90 guérilleros au cours de l'« Opération Chalatenango héroïque », a révélé récemment le commandant Mayo Sibirian, chef d'état-major du Front oriental qui dirigeait l'opération.

vrait coûter environ 6 millions de dollars à la Junte, est intervenu la veille même du jour où la dictature avait décidé d'organiser un meeting à San Salvador pour commémorer « le second anniversaire de la première révolution pacifique de l'Amérique latine ». D'autres actions militaires impressionnantes ont aussi été entreprises ces dernières semaines, notamment dans le Sud-Est, autour de Usulután où a été récemment installée une nouvelle station de radio de la guérilla, *Radio Unidad*.

Enrique Guatemala rappelle, dans son interview, qu'à peu près à la même époque, est intervenu un événement d'une extrême importance : l'établissement d'un commandement unique pour les front Nord-Est et Sud-Est du FMLN. « Cela signifie que nous n'avons pas seulement un corridor logistique, une ligne de communication entre les deux fronts, mais que la zone tout entière a été convertie en une seule et même zone sous notre contrôle. Et cela n'aurait jamais été possible si nos forces militaires ne s'étaient pas renforcées. »

C'est cette situation qui fait dire à Enrique Guatemala qu'au « sens militaire du terme, la Junte est sur une position défensive. Nous pensons que les contre-offensives qu'elle tente de lancer sont une ruse politique pour donner au monde l'idée qu'elle contrôle actuellement ces différentes régions... C'est un fait que la Junte ne peut rien faire pour stopper les actes de sabotage continus contre le système électrique, qu'elle ne peut rien faire pour stopper la crise économique galopante. C'est aussi un signe de notre force ».

Aussi, pour le représentant du FMLN et du FDR, n'y a-t-il pas « de solution possible à la crise économique, politique et sociale au Salvador sans rupture avec une économie fondée sur le pouvoir d'une oligarchie et une rupture avec la dépendance envers les États-Unis ».

Face à la question d'éventuelles négociations avec la Junte salvadorienne, le

représentant du conseil politico-diplomatique conjoint du FMLN-FDR précise que « la Junte et les États-Unis ont toujours refusé de commencer ce dialogue avec nous, opposant au lieu de cela l'idée des élections ». La dernière en date des initiatives diplomatiques du FMLN-FDR a été la proposition faite en leur nom par le commandant Daniel Ortega du gouvernement nicaraguayen devant l'Assemblée générale des Nations Unies, le 7 octobre. Cette proposition comprenait les cinq « principes généraux » suivants :

« 1.— Les pourparlers doivent se tenir entre des délégués nommés par le FMLN-FDR et des représentants de la Junte de gouvernement d'El Salvador ;

« 2.— Ils doivent avoir lieu en la présence d'autres gouvernements, qui contribueront à la solution du conflit comme témoins ;

« 3.— Les pourparlers doivent intégrer tous les aspects fondamentaux du conflit ;

« 4.— Le peuple salvadorien devra être informé de l'entière du processus ;

« 5.— Les discussions s'ouvriront sans conditions préalables d'aucune des parties. »

Pour Enrique Guatemala, la réaction de Washington et de la Junte salvadorienne à ces propositions « légitimise notre droit à poursuivre la guerre et à prendre l'initiative militaire ».

Car les élections que propose la dictature de San Salvador constituent pour le FMLN-FDR, comme le précise Marisol Galindo, « une manœuvre qui poursuit deux objectifs : canaliser les contradictions existantes entre les divers secteurs du bloc au pouvoir, et trouver une solution à l'isolement politique de la Junte au niveau international ». Résoudre ces deux aspects de sa problématique reviendrait pour la Junte à avancer vers l'application de « son projet stratégique de défaire militairement les for-

ces démocratiques révolutionnaires salvadoriennes ».

Cette fonction des élections est d'ailleurs assez évidente lorsque l'on sait que les seuls partis à avoir accepté d'y participer sont des formations d'extrême droite ou des représentants du patronat. Le fait que la date limite de l'enregistrement des partis ait d'ailleurs été repoussée jusqu'au mois de janvier 1982 illustre la difficulté du pouvoir à donner une quelconque crédibilité à cette triste mascarade. Les formations d'extrême droite semblent vouloir s'engouffrer dans cette perspective électorale pour essayer d'obtenir la mise à l'écart des démocrates-chrétiens et l'installation d'un gouvernement militaire que leurs différentes tentatives de coup d'Etat n'ont pas permis d'instaurer.

A l'exception du Parti d'orientation populaire (POP) de l'ancien général Jose Medrano, tous, selon l'hebdomadaire *Proceso* de San Salvador, réclament le retrait de la présidence de la Junte à la Démocratie chrétienne. D'après *Latin America Weekly Report* du 23 octobre, « les partis traditionnels de l'armée, le Parti de conciliation nationale (PCN), et de l'oligarchie, le Parti populaire salvadorien (PPS), ont été rejoints par de nouveaux groupes, comme l'Action démocratique de René Fortin Magana, représentant du secteur de l'entreprise privée et, dernièrement, par l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA). L'ARENA marque le retour sur la scène politique du fanatique anti-communiste Roberto d'Aubuisson, qui avait dû quitter le pays au début de l'année à la suite de sa participation à un coup d'Etat manqué ».

En ce sens, et comme le précise Enrique Guatemala, « il est évident que les conditions n'existent pas aujourd'hui au Salvador pour que les élections puissent réellement refléter la volonté du peuple ». Dès lors, affirme-t-il, « nous sommes contre des élections qui ne sont rien de plus qu'une manœuvre pour résoudre les divergences au sein de la Junte, au sein de l'armée et entre la Junte et l'armée ». ■

EL SALVADOR

Plan d'action de la Ire Rencontre internationale de solidarité avec le Salvador

Résolution de la Conférence de Mexico

LES 10 et 11 octobre derniers s'est tenu à Mexico — capitale du Mexique —, la première Conférence internationale de solidarité avec la révolution salvadorienne, en présence de 42 délégations de comités et d'organismes de solidarité et de représentants d'une vingtaine de pays.

Plusieurs personnalités y ont pris la parole, parmi lesquelles Tom Hartley représentant de l'IRA (Armée républicaine irlandaise), Heidi Tarver du Comité américain de solidarité avec le peuple du Salvador (CISPES) et Marisol Galindo, qui présente un rapport sur la situation salvadorienne au nom de la Commission des relations internationales du FMLN-FDR.

La Conférence de Mexico a défini une série de mesures concernant l'activité internationale de solidarité avec la révolu-

tion salvadorienne et la centralisation de la solidarité.

Un plan d'action, que nous publions ci-après, a été adopté. Il prévoit, entre autre, l'organisation de mobilisations coordonnées en Europe le 27 novembre, jour anniversaire de l'assassinat des six dirigeants du FDR à San Salvador ; une journée mondiale de solidarité le 22 janvier 1982, date symbolisant à la fois le massacre de 1932 et un moment important de la mobilisation unitaire des masses populaires salvadorienne : le 22 janvier 1980, 200 000 personnes manifestaient à San Salvador à l'appel de la Coordination révolutionnaire de masse créée quelques jours auparavant (cf. *Inprecor* numéro 70, du 21 février 1980) ; la tenue à Mexico d'un Forum international de solidarité en février 1982.

La lutte que mène le peuple salvadorien pour son autodétermination et contre l'oppression et l'exploitation s'inscrit dans le cadre général des luttes de libération nationale que mènent aujourd'hui les peuples d'Amérique centrale.

Le triomphe de la révolution nicaraguayenne, la montée révolutionnaire au Salvador et les combats du peuple guatémaltèque sont liés et expriment la volonté de millions d'ouvriers et de paysans, d'hommes et de femmes, de parvenir à ce qu'existe dans leur pays une patrie libre où règnerait l'égalité sociale, politique et économique.

Néanmoins, l'impérialisme et ses alliés ont répondu aux justes aspirations des peuples centro-américains par la violence et la mort, avec une guerre de génocide et d'intervention qui menace de transformer la région centro-américaine et la Caraïbe en un champ de confrontation mondiale.

Au Salvador se mène un combat dont dépend l'avenir de ce peuple, mais aussi de tous les peuples centro-américains, et ces frères, avec leur héroïsme, leur capacité d'organisation et de combat, démontrent jour après jour leur volonté de vaincre. Nous savons qu'ils défendront jusqu'au bout leur droit d'avoir une nation libre et gouvernée selon leur volonté.

Pour ces raisons, et parce que nous revendiquons le droit pour tous les travailleurs du monde, pour tous les révolutionnaires et pour tous les démocrates de mener le travail de solidarité au coude à coude avec le peuple salvadorien, parce que nous refusons toute ingérence impérialiste au Salvador et parce que nous sommes convaincus que la victoire du peuple salvadorien sera également la nôtre, nous avons décidé de mener à bien le plan d'action qui suit :

1. — COMBATTRE L'INTERVENTION IMPÉRIALISTE DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN ET DE SES ALLIÉS QUE SONT LES GOUVERNEMENTS D'ARGENTINE, DU HONDURAS, DU GUATEMALA, DU VENEZUELA, DU CHILI ET D'ISRAËL

— Exiger l'arrêt immédiat et inconditionnel de toute aide militaire, économique et politique à la Junte militaire et démocrate-chrétienne dirigée par Napoleon Duarte ;

— Exiger le retrait immédiat et inconditionnel de tous les conseillers militaires du territoire salvadorien ;

— Demander à tous les gouvernements du monde qu'ils s'associent à l'initiative des gouvernements français et mexicains pour reconnaître le FMLN-FDR comme force politique représentative et, en conséquence, demander à ces gouvernements qu'ils défendent dans toutes les instances internationales le droit à l'autodétermination du peuple salvadorien et qu'ils mènent une politique d'isolement de la Junte, appuyant l'initiative du FMLN-FDR tendant à parvenir à une solution politique qui n'aille pas à l'encontre des droits et des aspirations du peuple salvadorien ;

— Exiger que les territoires de Puerto-Rico et de Panama ne soient pas utilisés comme bases pour l'intervention impérialiste contre le Salvador et l'Amérique centrale.

2. — LUTTER POUR LE DROIT DU PEUPLE SALVADORIEN À SON AUTODÉTERMINATION

— Reconnaître le FMLN comme représentant légitime du peuple salvadorien ;

— Appuyer l'instauration d'un gouvernement démocratique et révolutionnaire au Salvador ;

— Lutter pour isoler par tous les moyens la Junte criminelle qui gouverne aujourd'hui ;

— Appuyer le droit du peuple salvadorien à pratiquer l'autodéfense et l'insurrection contre la Junte et l'intervention impérialiste ;

Nous déclarons que nous sommes disposés à défendre la révolution salvadorienne par tous les moyens et, si nécessaire, nous combattons jusqu'aux ultimes conséquences l'intervention.

3. — POUR LE RESPECT SANS RESTRICTION DES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES DU PEUPLE SALVADORIEN

— Arrêt immédiat de la répression ;
— Libération de tous les prisonniers politiques et présentation des détenus disparus ;

— Levée de l'état de siège et de la loi martiale ;

— Respect du droit de grève ;
— Respect du droit de manifestation, de réunion et d'expression pour le peuple ;

— Réouverture de l'Université nationale ;
— Libre accès du peuple aux médias.

4. — NOUS NOUS SOLIDARISONS AVEC LES MILLIERS DE REFUGIÉS QUI FUIENT LA GUERRE ET LA MISÈRE

— A tous les gouvernements, particulièrement aux gouvernements hondurien, costa-ricain, guatémaltèque, du Belize, du Mexique et des USA, nous demandons qu'ils les reconnaissent comme réfugiés de guerre et les traitent selon le droit international ;

— L'organisation de campagnes mondiales d'aide aux réfugiés.

5. — NOUS NOUS ENGAGEONS À RENFORCER ET À ÉLARGIR LE MOUVEMENT DE SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE DU SALVADOR

— Pour qu'il augmente sa force de masse en même temps que la solidarité militante et internationaliste des travailleurs du monde et de toutes les forces démocratiques qui luttent contre l'intervention ;

— Pour qu'il appuie économiquement les forces du FMLN-FDR ;

— Pour qu'il soutienne le travail de solidarité après la victoire dans la perspective de la reconstruction ;

Nous nous engageons également à maintenir nos organes de solidarité et la coordination internationale pour pouvoir, après la victoire, coopérer aux tâches de la reconstruction.

Pour pouvoir concrétiser tous les axes politiques exprimés ci-dessus, nous nous engageons à réaliser les tâches de solidarité suivantes, coordonnées internationalement :

6. — CONTRE L'INTERVENTION IMPÉRIALISTE, POUR L'AUTO-DÉTERMINATION DU PEUPLE SALVADORIEN, POUR LE RESPECT DES DROITS DÉMOCRATIQUES.

— Décider l'organisation de la *première journée européenne de solidarité avec la révolution salvadorienne*. L'objectif de cette proposition est de rassembler, en une large mobilisation unitaire, toutes les forces politiques, syndicales et de masse, pour que le 27 novembre 1981 soient organisées diverses actions dans tous les pays d'Europe : *en appui à la révolution salvadorienne, pour le droit du peuple à l'autodétermination, contre l'intervention impérialiste, en mémoire des dirigeants assassinés par la Junte*. Dans les autres pays, des initiatives similaires auront lieu.

— Déclarer le 22 janvier *Journée mondiale de solidarité avec la révolution salvadorienne et organiser la première grande marche américaine de solidarité avec la révolution salvadorienne* dans le cadre de la Journée mondiale. L'objectif de cette proposition sera de réaliser un large front de mobilisation unitaire de toutes les organisations politiques, syndicales et de masse pour que, le 22 janvier 1982, elles manifestent dans les rues de Mexico : *en appui à la révolution salvadorienne, pour le droit à l'autodétermination du peuple salvadorien, pour la libération des prisonniers politiques, contre l'intervention impérialiste, et célébrant l'unité du peuple salvadorien*.

Pour cette mobilisation, nous nous engageons à envoyer des délégations représentatives des organisations syndicales, politiques et de masse, nous nous engageons également à envoyer des délégations des organisations de solidarité des différents pays au lieu du rassemblement.

D'autre part, nous recommandons à tous les comités qui ont la possibilité de le faire, d'impulser des mobilisations dans leur propre pays pour ces dates.

— Nous rallier à l'initiative du *Forum permanent de solidarité avec la révolution salvadorienne au Mexique, pour organiser au mois de février le Ier Forum international de solidarité avec la révolution salvadorienne*, en nous engageant à l'organiser dans nos pays pour que participent à ce Forum toutes les forces qui sont disposées à marquer leur solidarité au peuple salvadorien. Ce *Ier Forum international* se tiendra dans la ville de Mexico.

— Que tous ceux qui sont présents à cette Ire Rencontre internationale s'engagent à célébrer le second anniversaire de la mort de Mgr Romero par des actions rappelant sa vie, sa pensée et son actualité.

— Organiser des rassemblements de protestation contre l'intervention du gouvernement américain et ses alliés devant les ambassades suivantes : Argentine, Honduras, Guatemala, Israël, Venezuela, Chili et Etats-Unis, en exigeant de ces gouvernements qu'ils cessent immédiatement leur aide militaire. Ces rassemblements auront lieu durant le mois de mars 1982.

7. — EN APPUI AUX REFUGIES, POUR LEUR RECONNAISSANCE COMME REFUGIES DE GUERRE

— Mener à bien une campagne mondiale de signatures en appui aux réfugiés salvadoriens et centro-américains, pour demander qu'ils soient reconnus comme réfugiés de guerre et qu'ils soient traités selon le droit international. Cette campagne mondiale doit commencer immédiatement et culminera au mois de février 1982, avec des meetings devant les différents sièges de l'ONU partout dans le monde, pour porter aux représentants de cette organisation internationale les signatures recueillies. De même, nous ferons des copies de ces documents que nous enverrons aux gouvernements du Honduras, du Guatemala, de Costa-Rica, de Belize, du Mexique, du Canada et des Etats-Unis. Parallèlement, nous recommandons de développer une campagne d'envoi de lettres et de télégrammes dénonçant la situation des réfugiés salvadoriens en Amérique centrale et en Amérique du Nord.

— Développer des campagnes d'aide économique aux réfugiés, en accord avec la pratique et le rythme de chaque organisation de solidarité, en prenant en compte que ce qui aura été recueilli devra être déposé de façon centralisée au lieu et selon les moyens indiqués par le FMLN-FDR.

— Développer une campagne d'information sur la situation des réfugiés salvadoriens et guatémaltèques en Amérique centrale et en Amérique du Nord. Pour cela, le Comité mexicain de solidarité avec le peuple salvadorien et les comités d'Amérique centrale et d'Amérique du Nord s'engagent à envoyer les informations de façon systématique.

— Organiser des campagnes exigeant le respect des droits de l'homme et la libération des réfugiés salvadoriens détenus au Honduras et au Guatemala.

8. — POUR LA SOLIDARITE ECONOMIQUE AVEC LA REVOLUTION SALVADORIENNE

La lutte que mène le peuple salvadorien est une lutte inégale, car il s'affronte au plus grand ennemi de l'humanité dont les moyens matériels sont infiniment supérieurs à ceux de l'armée populaire. La population paysanne et ouvrière ne connaît pas seulement la misère, le chô-

mage et la maladie, mais elle doit supporter — en plus de la répression — aussi la destruction de ses maisons, de ses champs, de ses écoles et de ses hôpitaux. L'armée populaire doit nourrir et protéger des milliers de combattants comme la population civile. Le peuple combattant a besoin de nourriture, de vêtements, de médicaments, etc. C'est pour cela que nous décidons :

— De mener une campagne de solidarité économique avec la révolution salvadorienne, au niveau mondial, qui se conclura en une *Journée internationale de solidarité économique avec la révolution salvadorienne*. Ce jour-là, nous prendrons une initiative centrale, en utilisant tous les moyens à disposition : vente de bons, souscription de solidarité, etc.

— Développer la campagne d'un jour ou d'une heure de salaire en solidarité des travailleurs de tous les pays, suivant en cela l'exemple allemand.

9. — EN APPUI AU PEUPLE GUATEMALTEQUE

Malgré la campagne répressive du régime criminel du général Romeo Lucas Garcia et l'offensive impérialiste, le peuple guatémaltèque avance irrésistiblement dans le processus d'unification et d'approfondissement de sa révolution : c'est pour cela qu'il est nécessaire d'appuyer nos frères guatémaltèques :

— Nous condamnons la répression exercée par le régime du général Romeo Lucas Garcia contre l'avant-garde et le peuple guatémaltèques ;

— Nous exigeons l'arrêt immédiat de cette répression et le respect des libertés démocratiques du peuple guatémaltèque ;

— Nous demandons l'arrêt immédiat de toute aide militaire, économique et politique au gouvernement guatémaltèque de la part de l'impérialisme yankee ;

— Nous nous opposons à la farce électorale de 1982 car, devant les persécutions, les massacres et le manque de libertés politiques, il est impossible de penser à un véritable processus électoral. De même, nous saluons le processus unitaire engagé par l'avant-garde révolutionnaire du peuple guatémaltèque.

De la même façon, nous recommandons :

— de défendre et de populariser la lutte du peuple guatémaltèque ;

— d'envoyer des lettres et des télégrammes au gouvernement du général Romeo Lucas Garcia, à l'ONU et à l'OEA (Organisation des Etats américains), exigeant que cesse cette répression, la torture et les massacres au Guatemala, et condamnant le gouvernement ;

— demander aux gouvernements du Honduras et du Mexique qu'ils reconnaissent aux réfugiés guatémaltèques le statut de réfugiés de guerre.

10. — POUR LA COORDINATION PERMANENTE DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

— Pour pouvoir mener à bien toutes ces campagnes de façon centralisée, nous

nous engageons à créer un organisme de coordination internationale qui sera un canal de coordination pour chaque pays. Il aura à sa charge les relations permanentes avec tous les comités, la coordination des activités décidées et la réception et la circulation de l'information concernant le développement de celles-ci.

Dans ce sens, nous recommandons :

— que, dans tous les pays, soit menée à bien la coordination nationale pour réaliser les tâches approuvées dans ce plan d'action dans la perspective de parvenir à un organe unique et unitaire de solidarité avec la révolution salvadorienne. De même, on commencera un travail pour initier et consolider la coordination régionale en Europe, en Amérique, en Asie et en Afrique ;

— que le Comité mexicain de solidarité avec le peuple du Salvador soit l'organisme de coordination provisoire du plan d'action que nous avons approuvé ;

— que les comités réunis ici à Mexico, ainsi que d'autres, puissent avoir une seconde réunion internationale durant les journées du Ier Forum international, pour se mettre d'accord sur une forme de coordination permanente.

De notre point de vue internationaliste, nous considérons que cette coordination internationale de la solidarité avec la révolution salvadorienne est le premier pas sur le chemin pour parvenir à une coordination internationale de la solidarité avec l'Amérique centrale et la Caraïbe et avec tous les peuples en lutte.

Il n'y a qu'un seul ennemi — l'impérialisme — et nous devons l'affronter unis.

— Cet organisme de coordination développera l'organisation de campagnes permanentes de propagande et d'agitation en faveur de la révolution salvadorienne, ses moyens et ses instruments, et contre l'intervention impérialiste, au travers de la presse, la radio et la télévision. Plus spécifiquement, nous nous engageons à diffuser publiquement un manifeste aux dates qui seront fixées par le FMLN-FDR.

— Enfin, cet organisme aura la responsabilité d'organiser les activités de solidarité s'il y a urgence ou des changements conjoncturels dans la situation, particulièrement dans le cas d'une intervention étrangère massive ou d'un triomphe révolutionnaire. Dans le premier cas, nous nous engageons à faire des meetings de protestation et des conférences de presse comme premières réponses immédiates, sans préjuger de ce qui pourra être fait ultérieurement. Ces meetings se feront devant l'ambassade ou les ambassades des pays concernés, puis, nous nous engageons à organiser des manifestations de rue contre l'intervention. Dans le second cas, celui du triomphe populaire, nous nous engageons à saluer la patrie libérée dans toutes les villes du monde. ■

Face à l'intervention impérialiste, solidarité internationale des peuples !

Mexico, octobre 1981.

La révolution en état de siège

A. DURET

La révolution nicaraguayenne est en état de siège. L'offensive de l'impérialisme et de ses alliés locaux s'accroît. L'impérialisme américain s'efforce par de multiples moyens d'empêcher l'émergence d'un Etat ouvrier dans cette Amérique centrale qu'il considère comme sa chasse gardée.

Les organismes de crédits multilatéraux avaient jusqu'à maintenant pu canaliser des prêts relativement importants pour la reconstruction de l'économie du Nicaragua. Or, les Etats-Unis sont décidés maintenant à faire bloquer un prêt de 30 millions de dollars de la Banque inter-américaine de développement (BID) (*International Herald Tribune*, 11 novembre 1981). La BID a joué un rôle considérable dans l'allocation de prêts au Nicaragua. Elle a versé — de juillet 1979 à juin 1981 — 181,1 millions de dollars sur un total de 430,4 millions accordés par ce genre d'institutions internationales. Les Etats-Unis ont déjà annulé 80 millions de dollars de prêts. Cela a entraîné le refus de l'Export-Import Bank de financer des ventes faites par des entreprises privées américaines au Nicaragua. Etant donné la situation extrêmement difficile des finances nicaraguayennes, tout refus de prêt a des répercussions fort graves. L'essentiel de ces prêts sont liés, c'est-à-dire consacrés à un projet précis. Leur suppression implique très souvent la mise en veilleuse de ces mêmes projets.

A l'arsenal utilisé actuellement contre la révolution nicaraguayenne, l'impérialisme américain, de concert avec quelques régimes latino-américains, pourrait bien y ajouter prochainement le *blo-cus économique* du Nicaragua.

L'ensemble de ces pressions vise à préparer le terrain pour des opérations combinées de déstabilisation du régime sandiniste. Ainsi, la période allant de novembre à février 1982 est-elle fort délicate. C'est celle des récoltes qui nécessitent une grande mobilisation interne de la main-d'œuvre, d'autant plus que l'immigration des travailleurs saisonniers du Honduras s'est tarie et que la réforme agraire au Nicaragua a eu pour effet de réduire la masse de main-d'œuvre disponible pour les cueillettes. Dès lors, tout effort accru imposé pour la défense militaire de la révolution et du pays risque de compromettre le bon déroulement des récoltes.

Un blocus économique ne ferait qu'accroître à l'extrême les pénuries de biens de première nécessité, dont le manque se fait déjà fortement sentir. Il a

donc pour but non seulement de stimuler le mécontentement dans des secteurs de la population, mais d'indiquer aux autres peuples du continent le prix qu'un peuple doit payer pour se défaire des griffes de l'impérialisme et du capitalisme. Dans un tel contexte, l'« opposition intérieure », les forces bourgeoises, devraient intervenir pour faire écho à la campagne impérialiste.

En 1980, la réactivation économique a reposé très largement sur une politique de subvention aux biens de consommation et de crédits à bon marché alloués au secteur privé, industriel et agricole. Au début de l'année 1981, une série de faiblesses sont apparues :

a) L'*area de propiedad del pueblo* (APP) ne se développe ni avec le rythme ni avec l'efficacité escomptée (les entreprises de Somoza étaient loin d'être toutes très rentables au plan économique) et les gains du secteur étatique sont absorbés par les subsides divers.

b) La chute des investissements privés est estimée à 51 % et ceux de l'APP ne compensent pas du tout ce recul.

c) La politique de déficit budgétaire et de crédits impulse une poussée inflationniste.

d) Les importations et leur prix ont augmenté au moment où les prix des produits exportés déclinaient (chute des cours du café, du sucre, du coton) et où les investissements étrangers étaient réduits à zéro. Le déficit de la balance des paiements ne fait donc que s'accroître, le déficit commercial de même.

Le service de la dette, quelles que soient les conditions avantageuses de renégociation de la dette héritée de Somoza, va étrangler de plus en plus le Nicaragua : environ 28 % des revenus d'exportation lui seront consacrés en 1981. Ce drainage de devises implique tout simplement une réduction drastique des possibilités d'investissements de l'Etat et d'importations des biens nécessaires à l'industrie et à l'agriculture.

Les mesures d'austérité adoptées par le Plan 1981 et l'accent mis sur l'accroissement de la production et de la productivité n'ont pas modifié substantiellement la situation. Au milieu de l'année, la direction du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) reconnaissait que les objectifs — en termes de croissance, d'emploi et d'inflation (environ 40 %, alors que le Plan prévoyait 12,8 %) — ne seraient pas atteints. La crise économique internationale, la désarticulation du Marché commun centro-américain, les fluc-

tuations à la baisse des produits agricoles d'exportation concourent à cette situation. S'y ajoute le sabotage impérialiste et des capitalistes nationaux (44 % de baisse des investissements en 1981 et fuite des capitaux — souvent empruntés à l'Etat — comme des techniciens). Le volume insuffisant et la nature de l'aide apportée par les pays à « économie planifiée » ne peuvent, loin de là, contrecarrer les effets de ce sabotage. A tout cela, il est nécessaire d'adjoindre le coût multiforme découlant de la nécessité d'entretenir une vaste armée professionnelle (40 000 soldats) et des milices (70 000) pour défendre la révolution contre des agresseurs enragés.

Le 19 juillet, une série de mesures sont annoncées par la direction du FSLN. Elles portent sur la nationalisation de la distribution du sucre ; la nationalisation des exportations non traditionnelles (rhum, café soluble, huiles, farines, etc.) ; la confiscation des biens des personnes ayant quitté le pays depuis plus de 6 mois ; la confiscation de 15 entreprises accusées d'avoir « décapitalisé » et souvent déjà occupées par les travailleurs.

L'accent est mis aussi sur la lutte contre la décapitalisation. En fait, déjà en mars 1980, une loi prévoyait l'expropriation en cas de sabotage économique. Cependant, la longue procédure juridique nécessaire en affaiblissait l'efficacité. Un dirigeant de l'Association des travailleurs des champs (ATC) explique dans *Barri-cada*, le quotidien du FSLN, que « la modification touche non pas tant le contenu de la loi que les modalités de sa mise en application, qui autorisent la saisie immédiate — par l'Etat, et non plus par le ministère de la Justice — de l'entreprise sur la base du seul fait que les travailleurs accusent le patron de décapitalisation ». Cette mesure est censée agir comme un élément de pression, si ce n'est au niveau des investissements au moins à celui de la « décapitalisation », sur le secteur privé qui détient toujours une partie prédominante des biens dans l'industrie et dans l'agriculture.

Enfin, est décrétée une loi de réforme agraire. Cette loi ne limite pas la surface des terres pour tout propriétaire qui « exploite bien » son domaine. L'axe central de la réforme est de répondre à une demande des paysans démunis de terres : environ 100 000 paysans, un peu plus de 25 % de la population active rurale. En outre, cette réforme doit permettre d'accroître la production de « *granos basicos* », produits pour l'essentiel au Nicaragua par des petits et moyens paysans. Ce sont les métayers, les « préca-ristes », les petits paysans et les coopérati-

ves de production (Coopératives agricoles sandinistes - CAS) qui seront les principaux bénéficiaires des redistributions des terres confisquées. Diverses mesures d'encouragement ont été prises, en août 1981, pour stimuler la formation de coopératives. Pour l'instant, l'essentiel des coopératives de production se sont formées après don de la terre par l'Etat (don qui entérinait dans plus d'un cas son occupation) et non pas par mise en commun de leurs terres par les petits paysans. Les organismes de collecte et de distribution de l'Etat doivent prendre en charge la production des coopératives. La contrepartie de ces mesures de redistribution de la terre est l'interdiction des occupations de terres ...

Le secteur étatique dans l'agriculture, issu de la confiscation des terres des anciens somozistes, participe pour 23 % à la production nationale. Il n'a pas donné les résultats attendus. Il ne joue pas le rôle de source d'accumulation qui lui était dévolu initialement. Les « Entreprises agricoles d'Etat » (qui regroupent plusieurs « Unités de production étatiques ») ont englouti plus d'argent qu'elles n'en ont rapporté. La productivité a fortement chuté. En effet, la rentabilité des domaines confisqués reposait sur une surexploitation terrible et une répression féroce. Une fois cela supprimé, dans une agriculture utilisant une forte quantité de main-d'œuvre, le résultat est certain : baisse de la productivité ... A cela s'ajoutent toutes les difficultés liées à l'introduction d'une gestion plus ou moins efficace quand on manque de cadres qualifiés.

Les propriétaires privés convaincus que leur avenir est assuré ne sont pas nombreux. Lorsqu'ils peuvent décapitaliser, ils le font : cela se vérifie surtout dans l'élevage. Les autres produisent pour avoir de l'argent dans la poche ... avant de s'expatrier. Dès lors, ils limitent les frais, en termes d'engrais, de remplacement des plants, etc. Ils commencent y compris à vendre certaines terres à des paysans moyens. Leur mot d'ordre est : « *Produire oui, réinvestir non !* »

Ces développements dans l'agriculture, qui regroupe 40 % de la population active, ont abouti à une restructuration des organisations de masses sandinistes à la campagne. D'une part, afin de regrouper petits et moyens paysans et de riposter aux initiatives des gros producteurs dans leur direction, le FSLN a pris l'initiative de créer l'UNAG (Union nationale des agriculteurs et éleveurs). D'autre part, l'ATC regroupe dans ses rangs essentiellement des travailleurs agricoles. L'UNAG représente certainement un pas en avant dans les rapports entre le FSLN et des couches de petits paysans. Néanmoins, des tensions sociales peuvent traverser ce genre d'organisation peu homogène socialement. Des intérêts contradictoires peuvent se manifester entre des travailleurs agricoles et des paysans moyens, organisés dans l'UNAG, sur la question du salaire minimum par exemple. Quant à l'ATC, elle semble connaître des difficultés pour organiser efficacement les travailleurs des grands domaines (*fincas*)

privés. Dans les « Unités de production de l'Etat », elle est étroitement liée à la gestion. Le prestige de l'ATC lui vient donc avant tout de son rôle dans l'alphabetisation et dans les campagnes sanitaires. C'est à la fois une force et une faiblesse.

Au niveau de l'industrie manufacturière — qui regroupe environ 33 000 personnes —, le secteur privé n'est pas enthousiaste. La ligne des attaques bourgeoises ne s'est pas modifiée depuis 1980 : l'armée et la police ne sont pas des « institutions nationales » mais sandinistes, des élections doivent être organisées rapidement. Partis bourgeois et capitalistes, organisés dans le COSEP (Conseil supérieur de l'entreprise privée), avec le soutien de la hiérarchie religieuse, du quotidien *La Prensa* et de deux petits syndicats (la CNT et la CUS), mettent l'accent sur ce qui leur apparaît comme l'obstacle central à leurs menées contre-révolutionnaires : le contrôle absolu du FSLN sur l'armée, la police et, aujourd'hui, les milices.

Dès lors, dans la mesure où le FSLN n'est pas prêt — il l'a dit cent et mille fois — à faire la moindre concession sur ce terrain et où la polarisation de classes s'accroît dans toute l'Amérique centrale, les capitalistes se tournent de plus en plus ouvertement vers l'impérialisme et leurs alliés dans la région pour organiser la contre-révolution. Le 18 juillet 1981, le leader de la CST (Centrale sandiniste des travailleurs), Davis Melendez, disait à juste titre, lors d'un rassemblement : « *C'est vrai que nous avons battu la Garde nationale, mais nous n'avons pas encore battu notre principal ennemi, cette bourgeoisie tenace.* »

La Loi d'urgence du 9 septembre se veut un instrument à l'encontre des « délits contre la sécurité économique et sociale de la nation ». Elle prévoit des peines d'emprisonnement de un à trois ans pour destruction de matières premières, de produits agricoles et industriels, de biens de production, d'infrastructures économiques, pour la diffusion de fausses informations facilitant la spéculation, etc. En outre, les initiatives qui provoqueraient des restrictions de crédits internationaux sont aussi considérées comme des délits. Mais, par ailleurs, « l'incitation à la grève, les arrêts de travail, l'occupation de centres de travail, l'occupation de terres, sont aussi considérés comme des délits par la Loi d'urgence » (Agence Nueva Nicaragua, 16 septembre 1981). Cette loi a permis d'arrêter quatre membres du COSEP, parmi lesquels Enrique Dreyfus. Trois ont été condamnés à sept mois de prison et le quatrième — Alejandro Bolanos — a été relâché.

En même temps, 22 membres du PCN (Parti communiste du Nicaragua, scission du Parti socialiste du Nicaragua — communiste — en 1967) et de la CAUS (Centrale d'action et d'unité syndicale) ont été arrêtés. Quatre d'entre eux, dont Eli Altamirano et Ariel Bravo, dirigeant de la CAUS, ont été condamnés de même à sept mois d'emprisonnement.

Les mesures prises par la direction

du FSLN traduisent la tentative de contenir des contradictions de plus en plus explosives dans le cadre d'une situation internationale très difficile. Ces décrets mettent certainement le couteau sous la gorge d'une bourgeoisie qui n'a pas cessé pourtant de recevoir des crédits de la CORFIN (Corporacion Financiera Nacional). Son directeur a pu annoncer que, de janvier à septembre 1981, le secteur privé avait capté 60 % des crédits (soit 337,5 millions de dollars (*Inforpress*, 5 novembre 1981)).

En rechignant à étendre l'APP (*aera de propiedad del pueblo*) et à accroître le contrôle sur le surplus produit, le FSLN se trouve dans une situation encore plus difficile pour réorienter l'appareil productif pour satisfaire les besoins populaires. La rupture politique croissante avec la bourgeoisie ne pourra s'accompagner d'un *statu quo* sur le plan économique, au risque de susciter des mécontentements parmi les travailleurs et les paysans, qui pourraient se traduire par une baisse de leur activité et de leur participation aux organisations de masses.

Dans ce sens, l'arrestation des membres du PCN et de la CAUS et leur condamnation, quand bien même leurs positions politiques pouvaient être discutables, va à l'encontre d'un débat et d'une éducation politiques nécessaires pour préparer les batailles à venir. C'est un aveu de faiblesse de la part du FSLN.

Les membres du PCN et de la CAUS font partie du mouvement ouvrier. Ils ne peuvent être assimilés aux ennemis jurés de la révolution que sont les dirigeants du COSEP. La CAUS, en novembre 1980, participait d'ailleurs de plein droit à la Coordination syndicale, aux côtés de la CST. L'influence de la CAUS dans certaines grandes usines (Fabritex) est significative. Ses attaques contre les mesures prises le 9 septembre devaient être discutées et non pas sanctionnées par la prison. D'autant plus que l'interdiction des grèves et des occupations de terres ne peut constituer la voie royale par laquelle passe la préparation de la lutte contre « cette bourgeoisie tenace » qui reste « l'ennemi principal » des masses laborieuses.

Pour « contrôler les tendances anarchisantes de l'économie de marché à laquelle nous sommes soumis par mille fils », comme le disait le commandant de la révolution Thomas Borge, le 19 juillet, il faudra utiliser tout le potentiel d'organisation et de contrôle des masses pour supprimer ce pouvoir économique bourgeois.

Un pouvoir qui coûte cher — tous les jours — aux ouvriers et aux paysans. Supprimer le droit de grève par décret n'est certainement pas le meilleur moyen d'entreprendre cette tâche, même si les masses sont prêtes — avec leur armée et leurs milices — à défaire la contre-révolution. Le cours suivi jusqu'ici par le FSLN et l'approfondissement du processus révolutionnaire depuis juillet 1979 restent la meilleure assurance du dépassement de cette période critique par les travailleurs et les paysans du Nicaragua. ■

Le spectre de l'armée plane sur les élections

DÉPUIS le coup d'Etat du général Policarpo Paz Garcia en 1978 et sa promesse de « normalisation complète des institutions », un processus d'« institutionnalisation », impliquant la transition vers un service civil, est à l'œuvre au Honduras.

Le 20 avril 1980, des élections à une Assemblée constituante auxquelles participaient les deux partis bourgeois traditionnels, le Parti libéral (PL) et le Parti national (PN) et le Parti de l'innovation et de l'unité (PINU), récemment constitué, marquaient une nouvelle étape de cette évolution.

Malgré une campagne intensive pour l'abstention menée par le Front patriotique hondurien (FPH) — constitué à l'époque du Parti communiste hondurien (PCH), du Parti communiste marxiste-léniniste (PCml), du Parti socialiste (PASO) et du Parti démocrate-chrétien (PDC) —, près de 80 % des électeurs inscrits ont participé au scrutin. Le Parti libéral qui dispose d'une image d'opposant aux militaires en est sorti, contre toute attente, grand vainqueur. Impulsée par l'impérialisme américain, soucieux d'éviter au Honduras une évolution analogue à celle des dictatures voisines du Guatemala et du Salvador, cette « ouverture » se heurte aux secteurs les plus réactionnaires de l'armée et à l'oligarchie locale.

Cela marque donc d'emblée les contradictions et les limites d'une évolution qui a vu la majorité des députés de l'Assemblée constituante élire le 25 juillet 1980 le général Policarpo Paz Garcia comme « président provisoire ». Les dirigeants du Parti libéral et du Parti national entendaient par ce geste exprimer « leur reconnaissance aux forces armées pour avoir permis le déroulement des élections à la Constituante dans une atmosphère de liberté et de démocratie » (le Monde, 1er août 1980). Seuls les trois députés du PINU se sont abstenus sur cette décision qui reconduisait Policarpo Paz Garcia jusqu'aux élections présidentielles et législatives prévues pour le 29 novembre 1981.

Ce processus institutionnel va de pair avec un considérable renforcement du potentiel militaire des forces armées honduriennes. En mai 1980, le Honduras recevait des Etats-Unis 10

hélicoptères Huey, du type de ceux utilisés pendant la guerre du Vietnam. De 5 millions de dollars en 1981, l'aide militaire américaine passera à 10 millions pour 1982. Le Honduras est ainsi au troisième rang des pays assistés par les USA en Amérique latine.

L'arrivée de Ronald Reagan à la présidence des Etats-Unis et la radicalisation des luttes révolutionnaires en Amérique centrale n'ont pu que confirmer l'impérialisme américain dans sa volonté d'impulser, conjointement au processus d'institutionnalisation, une amélioration de l'équipement des forces armées honduriennes dont l'aviation est déjà considérée comme la plus puissante et la mieux entraînée de la région. Tout récemment, pour faire du Honduras la colonne vertébrale de la contre-révolution dans la région, les USA y ont envoyé une cinquantaine de conseillers militaires et de bérêts verts. Déjà, l'armée hondurienne remplit partiellement cette fonction en intervenant au Salvador en soutien à la Junte militaire et démocrate-chrétienne de Napoleon Duarte et en incitant les 6 000 gardes somozistes basés à la frontière nicaraguayenne à des actions contre la révolution sandiniste. Ce dernier élément prouve d'ailleurs que l'objectif de l'impérialisme américain est de donner un coup d'arrêt à l'expansion de la révolution dans la région en faisant refluer le processus en cours au Nicaragua.

Les contradictions internes à la classe dominante hondurienne et la situation régionale font que la tenue des élections du 29 novembre prochain n'est pas entièrement assurée, comme le décrit l'article de la revue *Latin America Weekly Report* que nous publions ci-dessous. D'ailleurs, aussi bien le PDC que le PINU et l'Eglise hondurienne ont dénoncé les manipulations frauduleuses dans l'établissement des listes électorales. Quant au Parti libéral, son candidat Roberto Suazo Cordova s'est fait prendre à partie par l'aile gauche du parti, constituée en Alliance du peuple (ALIPO), qui l'accuse d'avoir manipulé les élections internes du parti en juillet dernier pour évincer ses représentants des listes de candidatures.

V. K.

LATIN AMERICA WEEKLY REPORT

Les forces armées doivent se retirer du devant de la scène politique en novembre 1981 au moment où les électeurs se rendront aux urnes pour désigner un président civil et élire une nouvelle Assemblée constituante. Certains observateurs pensent cependant que les militaires continueront de projeter leur ombre menaçante sur la scène politique.

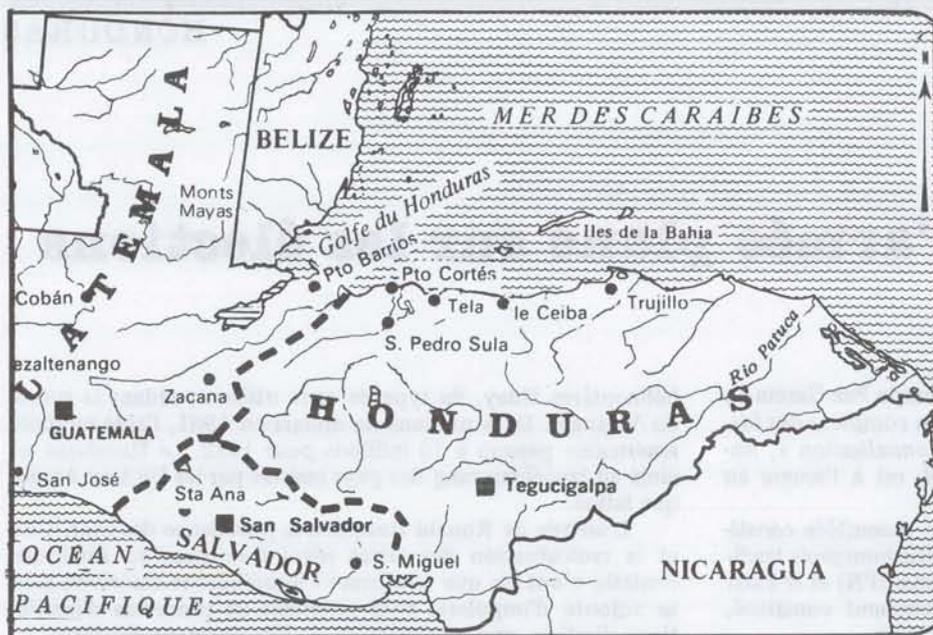
Ni le Parti libéral ni le Parti national ne sont susceptibles d'obtenir à la fois la présidence et une majorité avec laquelle ils pourront gouverner à l'Assemblée. Dans les premiers mois de cette année, les libéraux semblaient s'être préparés à la victoire, mais la récente querelle dans leur parti rend prévisible un taux d'abstentions élevé parmi les supporters de la tendance dissidente ALIPO. De plus, de récents développements liés à des accusations de fraude, font que le prochain gou-

vernement sera vraisemblablement le fruit d'un compromis, aboutissant à ce que chacun des quatre principaux partis obtienne des ministères ...

Voilà deux mois, le Parti national, aux côtés du Partido de Innovacion y Unidad (PINU - Parti de l'innovation et de l'unité) et du PDC, a accusé le Tribunal électoral (dominé par les libéraux) de falsifier les listes d'électeurs ; et il a semblé un moment que l'Assemblée constituante allait se prononcer pour un ajournement des élections jusqu'à ce que ces problèmes soient résolus. Mais, sous la pression conjuguée de Washington et des militaires, les partis ont accepté de travailler ensemble pour résorber ces irrégularités. Et, afin de se prémunir contre la fraude, ils se sont mis d'accord provisoirement pour préparer une plate-forme commune qui sera mise en application par le parti vainqueur aux élections.

Miguel Andonie Fernandez du PINU

et Hernan Corrales Padilla du PDC, candidats à la présidence de la République des deux plus petits partis, ont joué un rôle important dans la conclusion de cet accord. Tous deux veilleront à ce que la plate-forme minimum commune comprenne des réformes sociales modérées. Le PINU, dont les trois députés auraient pu faire basculer l'équilibre dans l'Assemblée constituante au cours du vote sur l'ajournement, peut avoir utilisé cette monnaie d'échange pour s'assurer des portefeuilles pour lui et pour les démocrates-chrétiens dans le prochain gouvernement et pour obtenir la réalisation des réformes sociales modérées contenues dans la plate-forme minimum commune. Les deux partis ont dans leurs rangs un certain nombre d'hommes d'affaires efficaces et de technocrates qui commencent à percer et qui sont des candidats tout indiqués pour des postes gouvernementaux.



Les démocrates-chrétiens participent aux élections pour la première fois. Leur influence principale se situe dans le mouvement paysan et syndical, bien que récemment le parti ait commencé à gagner le soutien d'une frange de la classe moyenne urbaine. Le PDC hondurien est parmi les plus radicaux du continent ; il est un des rares partis démocrates-chrétiens à ne pas soutenir le Parti démocrate-chrétien au pouvoir au Salvador.

Fondé en 1978, le PINU est un parti moderniste du centre qui a des positions critiques face à la corruption et qui se prononce pour des réformes sociales. Bien que Miguel Andonie Fernandez soit plutôt un conservateur en matière de réformes sociales, il faut noter que beaucoup des cadres plus jeunes du parti ont des vues plus radicales que lui. Ils ont été à l'initiative d'efforts fructueux de liaison du PINU avec les mouvements ouvriers et paysans liés au syndicat ORIT, et de l'élargissement de la base actuelle du parti au sein des classes moyennes urbaines.

Que cet arrangement, s'il se matérialise éventuellement, produise un gouvernement plus dynamique que l'actuel gouvernement de Policarpo Paz Garcia, dépendra très largement de l'attitude des forces armées. Mais les principaux chefs militaires ne se distinguent que par le degré de leurs sympathies de droite, et il est peu probable qu'ils soient particulièrement enthousiasmés par des réformes sociales qui pourraient bouleverser leurs intérêts dans le maintien de l'ordre existant. Nombre de colonels ont fait fortune dans les dix années de dictature militaire.

De plus, la ligne ultra-conservatrice, favorable à une collaboration accrue avec le Guatemala et le Salvador et à l'usage d'une répression impitoyable contre tout mouvement de mécontentement de gauche, est susceptible de l'emporter si les 27 membres du Conseil supérieur de l'armée s'en tiennent à leur choix initial : le

colonel Gustavo Alvarez, qui prendrait les fonctions de chef d'état-major des forces armées en remplacement du président Policarpo Paz Garcia quand le nouveau gouvernement entrera en fonctions. Gustavo Alvarez est un extrémiste de droite qui entretient des liens directs avec les militaires du cône Sud du continent.

Le pouvoir économique accru de l'armée lui a donné une plus grande indépendance et, dans les deux ou trois dernières années, elle a abandonné ses relations privilégiées avec le Parti national avec lequel elle a été le plus liée historiquement. Les colonels se sentent suffisamment forts pour imposer leurs conditions au parti qui parviendra au gouvernement. Le Parti libéral a bien travaillé pour faire oublier son image de formation hostile aux militaires et gagner la confiance de l'armée. Roberto Suazo Cordova, le dirigeant du Parti libéral, est en de bons termes avec le président Policarpo Paz Garcia et avec le colonel Gustavo Alvarez ...

Néanmoins, nombre de partisans du Parti libéral qui font le lien entre la stagnation économique du pays, la pauvreté et la dictature militaire, considèrent leur parti comme un parti hostile à l'armée, et s'attendent à voir des changements radicaux si Roberto Suazo Cordova devenait président.

La désillusion semble inévitable, et les observateurs pensent qu'elle pourrait rapidement se transformer en violence anti-gouvernementale, tout particulièrement dans les régions les plus pauvres et les plus arriérées de l'ouest du pays. L'armée serait alors forcée d'intervenir, de « restaurer la paix sociale », et d'instaurer une dictature de droite.

Bien que Gustavo Alvarez, et peut-être une majorité des colonels, puissent être prêts à accepter une telle possibilité, il n'en serait pas de même pour nombre d'autres officiers qui pourraient être plutôt tentés par un coup d'Etat « réformiste ». On rapporte également que le président Policarpo Paz Garcia, qui est dé-

sireux de rester à son poste, carresse l'idée d'un régime qui serait réformiste au Honduras même et non interventionniste en Amérique centrale. Policarpo Paz Garcia a déjà participé à certaines manœuvres d'apaisement en direction de l'opposition salvadorienne. A la suite de sa visite récente au Mexique, il a accepté de relâcher 50 prisonniers salvadoriens emprisonnés dans les geôles honduriennes et qui ont été envoyés au Mexique. On rapporte également que Policarpo Paz Garcia a eu des discussions avec des dirigeants du Front démocratique révolutionnaire (FDR) du Salvador. Il a déclaré que l'armée hondurienne mettrait un terme à ses opérations au Salvador si le FDR arrêtait les siennes au Honduras.

Deux forces du centre-gauche pourraient probablement collaborer avec les militaires si ces derniers se décidaient à adopter le plan réformiste. Les dirigeants de l'ALIPO ont tenu des réunions secrètes avec Policarpo Paz Garcia en septembre, et leur plan qui viserait à frapper d'illégalité les élections internes du Parti libéral, pourrait bien encore bouleverser le processus électoral. A la suite de ces élections internes, l'ALIPO, forte d'au moins 80 000 votes, a prétendu constituer la troisième force politique du pays. Elle compte sur une base non négligeable parmi des secteurs de la communauté commerçante de San Pedro Sula, de la classe ouvrière organisée dans le Nord et des secteurs de la classe moyenne.

Sept groupes récemment créés pourraient également jouer un rôle dans les plans du président. L'un d'eux est le Movimiento de Renovacion Patriótica de Mario Maldonado, un colonel en retraite, qui, à la tête de l'Institut de la réforme agraire, avait eu un rôle important durant la période de la réforme. Mario Maldonado prétend que son groupe comprend beaucoup de personnes qui sont désenchantées par la corruption. Ce groupe compte également sur le soutien du mouvement des habitants des bidonvilles de la capitale, Tegucigalpa. Plus important, bien évidemment, est le soutien qu'il reçoit de la part de certains secteurs des forces armées.

Cependant, sans l'accord des Etats-Unis, il est peu probable que l'armée s'embarque dans un coup d'Etat « réformiste ». L'influence américaine a traditionnellement été forte dans les forces armées honduriennes, et elle s'est renforcée cette année par le biais de l'aide militaire accrue et de l'arrivée de nouveaux conseillers militaires. Un coup d'Etat « réformiste » bouleverserait les plans américains dans la région et ne peut être envisagé que dans le cadre d'une modification significative de la politique de Washington vis-à-vis de l'ensemble de l'Amérique centrale. ■

« Pour des états généraux du mouvement anti-colonialiste ! »

Entretiens avec des dirigeants du Groupe Révolution Socialiste (section antillaise de la IVe Internationale)

LES 23, 24 et 25 octobre en Guadeloupe et les 29, 30 et 31 octobre en Martinique, nos camarades du Groupe Révolution Socialiste (GRS), section antillaise de la IVe Internationale, organisaient des journées d'études consacrées à la situation politique en Amérique centrale et dans la Caraïbe d'une part, à la politique du colonialisme français après l'élection de François Mitterrand d'autre part.

Les camarades avaient invité un représentant du Secrétaire unifié de la IVe Internationale à participer à leurs travaux, qui se sont conclus en Martinique par la tenue d'un meeting public à Fort-de-France le 3 novembre.

Au cours de ce meeting, les camarades Philippe Pierre-

« INPRECOR » : — Quels sont, du point de vue de la situation coloniale en Martinique, les signes du changement intervenu en France après le 10 mai ? Et quelles sont aussi ses limites ?

Philippe PIERRE-CHARLES : — L'élection de François Mitterrand nous a permis de souffler un peu du point de vue de la répression. Les derniers mois du régime de Valéry Giscard d'Estaing ont été en effet marqués par une escalade impressionnante : trois militants, dont deux du Groupe Révolution Socialiste (GRS), section antillaise de la IVe Internationale, condamnés à deux mois de prison pour avoir occupé les locaux de radio-télévision de FR-3 il y a deux ans ; cinq militants du GLA (1) arrêtés et traduits devant la Cour de sûreté de l'Etat ; occupation policière du local du GRS en Guadeloupe et garde à vue de nombreux militants dont deux du GRS ; garde à vue de huit militants anti-colonialistes dont un du GRS en janvier 1981 en Martinique ; arrestation de deux militants de Combat ouvrier (2) pour protection de malfaiteur (en réalité hébergement d'un délinquant mineur) ; condamnation d'un maire nationaliste du MIM (3) pour avoir simplement tapé du poing sur la table face à un policier ; multiplication de procès contre la presse anti-colonialiste dans les deux îles ... En outre, on a pu voir l'ancien secrétaire d'Etat aux TOM-DOM Paul Dijoud dénoncer un débarquement de Cubains en Martinique et en prendre prétexte pour envoyer des forces spéciales de répression et 200 gardes mobiles supplémentaires qu'on a pu voir à l'œuvre contre la grève des camionneurs. Les Martiniquais ont découvert à cette occasion l'utilisation de nouveaux gaz lacrymogènes et de bulldozers perfectionnés. Le secrétaire d'Etat aux TOM-DOM Olivier Stirn, enfin, déclarait que la présence française aux Antilles serait défendue même s'il fallait employer pour cela la bombe atomique ...

Voilà qui donne une idée du climat.

Le changement s'est donc traduit par la libération des militants du GLA et leur réintégration dans leurs emplois (à une exception près) bien qu'on ne sache toujours pas s'ils seront traduits ou non devant une juridiction ordinaire. Pour l'essentiel, les autres condamnations sont restées lettre morte.

Concernant l'information, on enregistre un progrès, mais un progrès limité qui nous amène du Moyen Age aux Temps modernes plutôt qu'à l'époque contemporaine. Ainsi, FR-3 a organisé ici un débat sur la décentralisation auquel notre camarade Edouard Jean-Elie, maire d'Ajoupa-Bouillon, a pu participer. FR-3 a également créé une tribune pour la presse, mais en tenant à l'écart tout courant indépendantiste. Le fait que notre meeting du 3 novembre ait été couvert par la télévision constitue aussi une nouveauté.

Mais il y a dans des secteurs non négligeables de la population une déception qui s'exprime déjà quant aux limites de la démocratisation de l'information. Le responsable de FR-3 est d'ailleurs un réactionnaire notoire.

On enregistre également un changement dans le style des visites ministérielles. Plus de simplicité, moins d'arrogance et de suffisance. Lors de son passage, le nouveau ministre des TOM-DOM, Henri Emmanuelli, a reçu tous les syndicats, mais, contrairement à ses promesses, il a refusé de rencontrer les organisations politiques anti-colonialistes.

Parallèlement, le personnel administratif qui s'était engagé avec zèle en faveur de Valéry Giscard d'Estaing, et dont le recteur Chaudet est le plus clair symbole, reste en place. Le chômage demeure une plaie et il y a eu une nouvelle flambée des prix. Le patronat local y contribue largement, soit pour saboter soit pour prendre les devants par rapport aux difficultés qu'il attend. Ainsi, il n'a pas hésité à multiplier les licenciements. Les patrons de l'usine du Galion, c'est-à-dire

Charles et Renée Ravoteur ont présenté les perspectives du GRS dans la nouvelle situation politique, tandis que le camarade Gilbert Pago — qui venait d'assister aux cérémonies consacrant l'accession à l'Indépendance de l'île d'Antigua — intervenait sur l'actualité de la solidarité révolutionnaire dans la région face aux menaces croissantes de l'impérialisme américain et sur la perspective de la Fédération socialiste de la Caraïbe.

Le camarade Daniel Bensaïd, qui a apporté lors de cette réunion le salut de la IVe Internationale, a rapporté de ce voyage deux entretiens avec les dirigeants du GRS en Martinique et en Guadeloupe que nous publions ci-après.

la société Cointreau, se livrent en ce moment même à un chantage à la fermeture. Ils ont déjà mis les travailleurs en chômage technique pour protester contre un projet de création d'une société d'économie mixte visant à maintenir la deuxième raffinerie de sucre. Face à toutes ces manœuvres, le nouveau gouvernement n'a pris aucune mesure radicale.

Il est vrai cependant que, contrairement à l'habitude, certains scandales financiers n'ont pas été étouffés. C'est le cas de l'affaire Ventunolo, un gros patron intouchable de la Martinique et de l'affaire de la SODEG, Société de développement en Guadeloupe, qui était utilisée par des aventuriers pour leur enrichissement personnel.

Sur le plan institutionnel enfin, le projet de décentralisation fait un certain bruit. La droite fait semblant d'être inquiète, en particulier à propos de la mise en place d'une Assemblée unique au lieu des deux Assemblées actuelles, conseil général et conseil régional, et à propos du possible remplacement du préfet actuel ou du commissaire de la République par un exécutif élu de cette Assemblée. En même temps qu'elle proclame que la décentralisation était nécessaire, la droite pousse des hauts cris sur la forme. Le clou, c'est le sénateur RPR Valsin qui éclate en sanglots à la tribune du Sénat français comme un enfant abandonné.

Il est pourtant évident que la décentralisation n'a rien à voir avec la décolonisation.

1. GLA : Groupe de libération armé de Guadeloupe, qui a revendiqué des attentats à la bombe l'an passé, et dont cinq militants avaient été traduits par le gouvernement de Giscard devant la Cour de sûreté de l'Etat.

2. Combat ouvrier : organisation antillaise sœur de l'organisation française Lutte ouvrière.

3. MIM : Mouvement indépendantiste martiniquais ; organisation nationaliste qui détient une municipalité relativement importante en Martinique.

— Est-ce que la situation se révèle plus favorable à un développement des luttes ?

— Le petit climat créé par l'entrebâillement de la porte explique peut-être que certains secteurs ont profité de la nouvelle situation pour exprimer leur volonté de mieux vivre et de vivre dans un climat d'assainissement démocratique. A la Martinique, il y a déjà eu quatre luttes significatives.

En septembre, à l'initiative des syndicats et sous la pression de la tendance lutte de classe, les maîtres auxiliaires se sont mobilisés pour imposer des commissions paritaires pour l'attribution des postes, commissions que le recteur refusait de mettre en place malgré les circulaires du ministre de l'Éducation nationale Alain Savary. Il a fallu une occupation du rectorat pour que le ministère donne des ordres permettant de donner suite aux revendications.

Ensuite, au niveau d'une grosse commune de l'île, Schœlcher, la population d'un quartier qui est le produit d'une squatterisation a déclenché une série d'actions pour obtenir l'adduction d'eau : délégations, manifestations. Cette lutte, qui a été soutenue activement par des militants proches du PC et du GRS, est en train d'aboutir.

Dans la municipalité de Case-Pilote, un groupe anti-colonialiste a commencé une action pour contrôler la gestion municipale UDF. Il a tenu des meetings, occupé la mairie, barré les routes, et finalement plusieurs militants ont entamé une grève de la faim. Ils exigeaient seulement la constitution d'une commission d'enquête officielle sur la gestion pour tirer au clair de possibles malversations. Le GRS, quoique très critique sur la forme de lutte qui tend à transformer les masses en spectateurs passifs, a pris l'initiative d'impulser une campagne unitaire de soutien. Face à tout cela, l'administration s'est retranchée derrière l'impossibilité juridique de constituer une commission d'enquête, alors qu'à notre connaissance il existe des précédents de contrôle sur la gestion municipale... Le compromis qui a permis d'arrêter la grève de la faim, c'est l'engagement de la venue de juges spéciaux habilités à vérifier les comptes dans le cadre de la plainte déposée par le comité Case-Pilote doit vivre.

La dernière lutte significative est celle de l'usine du Galion, où le PCM et la CGT ont organisé quelques actions sans chercher la moindre initiative unitaire.

— Comment les différentes forces ouvrières et anti-colonialistes ont-elles réagi au changement de situation ?

— Toutes les luttes dont nous avons parlé posent le problème de l'attitude des différents partis. Car, dans la nouvelle situation, chaque lutte pose plus que jamais le problème d'un front uni de solidarité et d'une solution politique d'ensemble.

En Martinique, le Parti progressiste martiniquais (PPM) d'Aimé Césaire, qui contrôle la municipalité de Fort-de-France, a soutenu François Mitterrand dès le

premier tour, mis une sourdine à son langage nationaliste, et cherche à se faire reconnaître comme l'interlocuteur privilégié du nouveau gouvernement. C'est ce qui le conduit à prendre ses distances par rapport aux luttes les plus élémentaires, comme celles de Schœlcher ou Case-Pilote. Il se présente actuellement comme le plus farouche partisan de la décentralisation et de ses bienfaits, sans pour autant renoncer au mot d'ordre d'autonomie et à la revendication nationale. Cette attitude désoriente les militants et a conduit à plusieurs démissions du Comité directeur du PPM sur la base d'une polémique publique avec la direction.



La mobilisation du comité « Case-Pilote doit vivre » à la Martinique. (DR)

Le PC martiniquais (PCM) hésite entre l'opposition au gouvernement et l'utilisation du parapluie gouvernemental. Il ne faut pas oublier que le PCM a appelé à l'abstention, au premier comme au second tour des présidentielles, et a peint sur les murs : « Surtout pas Mitterrand ! » Il cherche aujourd'hui à garder un pied hors et un pied dans la nouvelle majorité. Bien qu'il ne propose aucune stratégie de lutte sérieuse, il se félicite bruyamment de ce qu'il y a de positif dans les mesures gouvernementales et se replie sur la tentative de gérer localement quelques luttes.

Les nationalistes du MIM, enfin, sont plutôt silencieux sur le plan politique, tandis qu'ils s'efforcent d'obtenir quelques gains juridiques sur le plan syndical (procès contre des patrons). Quant à la Fédération socialiste martiniquaise, elle vient de tenir son Congrès marqué par un affrontement de personnes très violent, ce qui augure mal de sa prétention affirmée à devenir le premier parti politique de Martinique dans les deux ans...

— Quelles sont les perspectives d'activités du GRS ?

— Le GRS est en train de préparer son Ve Congrès pour avril 1982. Ses militants ont été présents dans toutes les luttes importantes. Il faut en effet participer aux luttes les plus élémentaires qui contribuent à modifier le rapport de forces.

L'UDF locale a bien vu le problème en accusant les indépendantistes de développer une stratégie de déstabilisation des municipalités. C'est vrai que le balayage des municipalités réactionnaires est un objectif raisonnable pour 1983.

Pour l'immédiat, nous allons mettre l'accent sur les hausses de prix, la lutte contre les licenciements et pour l'emploi. Nous avons d'ailleurs commencé un travail d'organisation des chômeurs, mais il ne s'agit que d'un tout début.

Nous allons nous lancer aussi dans les batailles démocratiques indispensables, pour le châtimement des assassins colonialistes de la dernière décennie, pour une ou-

verture réelle de FR-3 par la relance d'une organisation de masse sur l'information, pour l'épuration et l'expulsion des administrateurs réactionnaires.

Sur le plan de l'avenir politique des îles, les mesures, si timides soient-elles, que le gouvernement envisage au niveau de la décentralisation, peuvent être le point de départ d'une dynamique qui rapproche des masses certains centres de décision. Cela devrait contribuer à rendre les cibles de la lutte plus concrètes, visibles et palpables. Nous pourrions proposer sous un jour nouveau le problème de la Constituante et de la lutte pour l'expulsion des troupes françaises.

Depuis les élections législatives, le GRS a lancé l'idée d'états-généraux du mouvement anti-colonialiste, qui devraient regrouper les personnalités, les organisations de masse, les partis, les comités, dans des assemblées dans lesquelles on tirerait le bilan de la Martinique actuelle, non seulement après 23 ans de régime réactionnaire, mais après trois siècles de colonisation. On y discuterait des revendications, des formes de lutte et de l'avenir du pays.

Le GRS a déjà proposé cette perspective dans une réunion unitaire avec le PCM. Il aura prochainement une réunion avec le PPM, sur le même sujet. ■

Propos recueillis par Daniel BENSARD
31 octobre 1981.

« Les alizés ne suffiront pas à amener le vrai changement... »

« INPRECOR » : — Quel est l'impact des mesures sociales et démocratiques du nouveau gouvernement français ?

Daniel et Marcel MARAGNES : — Depuis l'élection de François Mitterrand, il y a eu une série de mesures sociales visant à une certaine amélioration de la situation des travailleurs : deux augmentations du salaire minimum (SMIC) au 1er juillet et au 1er septembre, et une nouvelle prévue pour le 1er décembre. Il y a eu aussi la loi d'amnistie qui touche notamment les militants anti-colonialistes du GLA. Il y a la revalorisation des allocations familiales depuis juillet. Il y a enfin l'intervention de l'Etat pour maintenir la raffinerie de sucre de Beauport.

Au sujet de toutes ces mesures, il faut cependant faire trois remarques :

— D'une part, le SMIC ici n'atteint pas le niveau du SMIC français : 2 722 F mensuels seulement après l'augmentation de septembre. Les allocations prénatales n'existent pas. De sorte que les mesures sociales prises ont davantage un caractère de rattrapage que de réelle amélioration.

— D'autre part, les mesures de nationalisation qui ont été prises par le gouvernement ne touchent guère les grosses sociétés des Antilles.

— Enfin, les mesures de décentralisation ne remettent pas en cause le lien de tutelle coloniale. Elles peuvent amener cependant un remaniement du personnel politique, notamment en cas de mise en place d'une Assemblée unique qui verrait probablement en Guadeloupe une majorité de gauche.

Par ailleurs, certains dossiers judiciaires ont été ouverts. C'est notamment le cas pour la SODEG à propos de détournements de fonds qui auraient été purement et simplement étouffés sous l'ancien régime. La présence policière, quoique maintenue, s'est faite plus discrète, en particulier à l'occasion des conflits sociaux, alors que l'intervention répressive était devenue la règle à la fin du régime Giscard.

FR-3 permet désormais une certaine intervention à la radio et à la télé des organisations démocratiques, partis et syndicats. Tu as d'ailleurs pu le constater puisque tu as pu intervenir dans le cadre des actualités télévisées en Martinique comme en Guadeloupe.

Maintenant, d'un point de vue d'une organisation révolutionnaire, le vrai problème, c'est de savoir si les modifications intervenues à la tête de l'Etat français se traduisent ou non par un changement fondamental dans l'ordre du rapport colonial. Sur ce point, nous pouvons faire trois observations :

— La première, c'est que la plupart

des mesures relèvent d'une démocratisation de la vie publique, d'un assainissement de la vie publique, d'un assainissement des mœurs financières, qu'un Etat démocratique moderne doit pouvoir normalement pratiquer. Si ces éléments importent tant à la population guadeloupéenne, c'est parce qu'ils rompent avec la pratique des gouvernements précédents qui considéraient le Guadeloupéen comme un simple paillason.

— La deuxième observation, c'est que les mesures sociales prises vont dans le sens d'une intégration des Antilles dans le système capitaliste français : tout se passe comme si François Mitterrand voulait réussir la départementalisation adaptée sur laquelle Giscard a échoué.

— La troisième observation, c'est d'une part le manque d'audace des mesures qui sont prises, et d'autre part le maintien des hommes de l'ancien régime, préfets, recteurs, directrice de la Direction des affaires sanitaires et sociales (DASS) ... Ce qui explique la facilité avec laquelle les vieux réflexes réapparaissent, comme ce fut le cas récemment à l'hôpital de Saint-Claude, où un *command car* blindé et des CRS sont venus déloger des grévistes qui ne demandaient que l'application d'une loi d'amnistie déjà votée.

Il ne s'agit donc pas pour nous de parler des limites actuelles du changement, ni de dire avec un soupçon d'agacement que le vent du changement n'est pas parvenu jusqu'à nous, mais d'affirmer que le vrai changement pour les travailleurs ne peut être porté par les alizés. Il doit être le fait des travailleurs eux-mêmes.

Sans cracher sur ce qui peut être positif, il faut donc dénoncer les illusions que ce dispositif colporte. Bref, maintenir le cap et expliquer ce qu'est aujourd'hui la nouvelle figure du rapport colonial.

— La dynamique des luttes sociales a-t-elle été modifiée ?

— Il n'y a pas eu de changement fondamental quant à la nature des luttes au niveau des entreprises. La plupart de ces luttes, comme par le passé, portent sur le respect de la propre légalité bourgeoise : luttes pour le respect des conventions collectives signées par le patronat, pour le respect d'accords paritaires signés, contre l'arrogance patronale (injures, licenciements de délégués du personnel, etc.), pour le respect du Code du travail ... Il faut parfois en effet faire grève pour que le patron accepte qu'il y ait élection du comité d'entreprise et des délégués du personnel, même dans les entreprises importantes.

Tout cela n'a pas changé et les travailleurs sont également obligés de continuer à se battre pour la défense de l'emploi, contre les licenciements collectifs et

les licenciements des éléments les plus combatifs dans les entreprises.

Concernant la raffinerie de sucre de Beauport, le gouvernement s'est donc opposé à sa fermeture, mais il a autorisé les mises en pré-retraite décidées et choisies par le patronat.

L'idée d'une trêve sociale dans ces conditions apparaîtrait comme une bonne blague pour les travailleurs. Quant à la demande récente du ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire Michel Rocard sur l'existence d'un patronat plus puissant et mieux organisé, il ne fait aucun doute que devant une assemblée de travailleurs de Basse-Terre ou de Pointe-à-Pitre, il serait obligé de battre le record du 200 m ... Car il faut savoir ce qu'est un patron dans un pays colonial. C'est quelqu'un, la mémoire de l'esclavagiste, l'irrespect congénital de l'ouvrier. Il est toujours surprenant pour nous d'entendre baptiser ce patronat « *partenaire social* ».

Il y a donc une combativité intacte qu'alimente le problème de l'impasse économique et l'émigration massive.

Mais le problème est le suivant : ces luttes peuvent-elles aboutir sérieusement, compte tenu des objectifs premiers (respect de la législation sociale avant tout) qui essouffent la combativité ? Quand on a lutté pour une chose aussi élémentaire que le simple respect de la loi, reste-t-il de l'énergie suffisante pour risquer de se mettre en grève quelques jours après sur une revendication sociale plus fondamentale ? Quelle peut être l'issue de ces luttes quand les directions syndicales majoritaires sont divisées, et plus exercées à signer des pactes sans contrôle des travailleurs qu'à concevoir un projet de mobilisation et construire une lutte ? Quelles sont les perspectives enfin, quand les traditions d'organisation, si elles ont donné aux travailleurs un esprit rebelle, ne leur ont pas donné pour autant une tradition d'indépendance de classe et d'organisation autonome ?

Les militants ouvriers révolutionnaires sont donc dans cette situation : il y a des raisons de se battre pour les travailleurs combatifs, mais il faut surmonter le double frein du patronat et des bureaucraties syndicales.

— L'ensemble des organisations ouvrières sont-elles obligées, sinon à redéfinir, du moins à adapter leur ligne ?

— L'ensemble des syndicats (CGTG, UGTG (4), CFDT, MASU) proposent des revendications qui peuvent parfaitement être obtenues dans le cadre du système,

4. UGTG : Union générale des travailleurs guadeloupéens, syndicat lié au courant nationaliste de l'UPLG, principalement implanté chez les travailleurs agricoles de la canne à sucre.

comme la création d'une société d'économie mixte pour l'industrie sucrière, qui existe d'ailleurs déjà à Marie-Galante, l'application des lois d'amnistie pour les travailleurs de la santé jadis licenciés, l'application des décisions du tribunal de commerce pour la survie des sociétés touchées par le scandale de la SODEG.

En fait, de nouvelles divergences entre les organisations sont apparues après les élections françaises. L'UGTG a toujours continué sur sa ligne populiste avec des positions maximalistes sur l'indépendance nationale, qui lui permettent de refuser des actions unitaires sur des revendications immédiates correctes, d'une part, et d'autre part d'accepter n'importe quel compromis au rabais dans les secteurs qu'elle contrôle sans partage. L'UGTG évite de poser les questions sociales essentielles de crainte d'être accusée de vouloir intégrer les travailleurs guadeloupéens à l'espace social français.

Ce courant montre par là son lien avec le courant politique populiste qui est à l'origine de sa création et se retrouve aujourd'hui sous la forme de l'UPLG (Union populaire pour la libération de la Guadeloupe). L'UPLG exprime un projet démocratique bourgeois sur la base d'un programme interclassiste. Tout en voulant apparaître comme le seul interlocuteur de poids face à l'Etat colonial (cette organisation est en effet coutumière des appels à l'Etat français), elle développe un discours public sectaire et ultra-gauche. Après l'arrivée au pouvoir de Mitterrand, son mot d'ordre le plus étalé sur les murs est : « *Dijoud — Emmanuelli — colonialiste !* »

Mais ce courant, qui se veut donc le champion incontesté de l'indépendance nationale, a la partie dure. Car, sur le terrain de la tradition stalinienne, il est en compétition avec le PC guadeloupéen, qui influence le syndicat majoritaire, la CGTG.

A la différence du PC martiniquais, le PC guadeloupéen (dont il ne faut pas oublier qu'il contrôle un nombre respectable de municipalités, à commencer par les deux premières, Pointe-à-Pitre et Basse-Terre), a appelé à voter Marchais, puis Mitterrand aux présidentielles. Tout en cautionnant la politique du nouveau gouvernement, il tend à se démarquer sur quelques points, en particulier sur la question des nationalisations. Mais, ce qui est essentiel, c'est qu'en maintenant son discours anti-colonialiste, il considère la situation actuelle comme une étape vers l'autonomie et la libération nationale.

Cette nouvelle position risque de poser problème aux militants indépendantistes qui, avant la victoire de Mitterrand, et alors même que le PCG était en train de perdre une partie de son influence électorale, avaient cru pouvoir le redresser et le rajeunir pour en faire un authentique parti révolutionnaire. Avant le 10 mai, l'électoralisme a été refoulé au second plan au profit d'un radicalisme verbal. L'élection d'un député communiste donne aujourd'hui à la direction du PCG un atout supplémentaire pour revenir à une ligne élec-

toraliste critiquée par le courant indépendantiste désormais actif en son sein.

Il faut peut-être expliquer davantage ces différenciations dans le PCG, d'autant plus qu'en cas d'élection d'une Assemblée unique, il s'y retrouverait probablement le premier parti de l'île. Avant les élections, il était traversé *grosso modo* par trois courants : un courant électoraliste pour une autonomie octroyée, un courant plus radicalisé considérant l'autonomie comme une étape vers l'indépendance, et un courant présent surtout dans les



Une prise de parole de Gilbert Pago du GRS. (DR)

jeunesses qui s'est battu pour que le parti adopte le mot d'ordre d'indépendance. C'est le courant intermédiaire qui est resté majoritaire. Aujourd'hui il y a donc un regain de crédibilité du courant électoraliste qui serait encore renforcé probablement par la mise en place de l'Assemblée unique.

L'UG-CFDT (5) réaffirme son objectif général pour un socialisme autogestionnaire, mais le vague de la formule lui permet de faire l'impasse sur la nature de l'Etat. Ce syndicat est traversé de débats importants sur son organisation interne et ses rapports avec les autres syndicats : quels sont ses rapports exacts avec la CFDT française ? Quelles sont les raisons de l'échec de sa tentative de fusion avec le MASU ? Un autre problème pour la CFDT, à la différence de la CGT ou de l'UGTG, c'est l'absence d'interlocuteur politique privilégié. Il existe en son sein un courant nationaliste minoritaire.

Quant au Parti socialiste, il est trop faible pour jouer un rôle sérieux dans le dialogue avec le pouvoir. Avant le 10 mai, la Fédération socialiste de Guadeloupe n'existait pas comme parti véritable. Elle avait des élus, des notables, mais pas de militants ni de ligne réelle. Depuis les élections en revanche, elle s'efforce d'exister comme un parti réel en cherchant des assises dans le cadre des institu-

tions nouvelles promises par le gouvernement.

— Quelles sont la place et la perspective d'un courant luttant à la fois pour l'indépendance nationale et pour le socialisme ?

— Entre les deux grands courants, stalinien et nationaliste, qui polarisent la vie politique, il est nécessaire qu'existe un courant exprimant des positions d'indépendance nationale et de lutte de classe.

Au niveau syndical, ce camp est apparu il y a quelques années autour de deux syndicats : le syndicat du bâtiment (FTG) et celui du commerce (SPECOB). Conscients du mal que la division syndicale fait aux travailleurs de ce pays, des militants ouvriers ont pris l'initiative de fusionner ces deux syndicats pour donner naissance au Mouvement d'action syndicale unifiée (MASU), qui constitue un pas sur la voie de la Centrale unique des travailleurs pour laquelle il se bat.

Cette fusion correspond aux intérêts des travailleurs, d'autant plus que le nouveau syndicat s'est doté d'un corps de revendications où figurent en bonne place les principales revendications transitoires. Par ailleurs, il est aux Antilles le seul syndicat à réfléchir sérieusement sur les questions de démocratie ouvrière, non seulement dans ses prises de décision internes, mais aussi dans les méthodes d'action et les formes de lutte syndicales. L'existence de ce pôle syndical, bien que numériquement inférieur à la CGT ou l'UGTG, nous paraît riche de promesses. Il a connu de nouveaux développements dans le port autonome et dans une société d'outillage.

Le GRS voit dans l'existence de ce type de syndicat un instrument de lutte qui permet le développement de la conscience nationale et de classe. Sans délaissier les autres syndicats, nous y militons activement.

Dire que le vent souffle du bon côté et qu'il nous suffit d'ouvrir les voiles serait triomphaliste. Mais le GRS, organisation trotskyste, voit dans son développement sur les deux îles des signes qui permettent d'envisager non seulement sa propre construction, mais, ce qui est fondamental, celle du parti ouvrier de masse dont les travailleurs ont besoin pour conduire leur émancipation nationale et sociale dans la perspective d'une Fédération socialiste de la Caraïbe. ■

Propos recueillis par Daniel BENSARD
25 octobre 1981.

5. UIG-CFDT : Union interprofessionnelle guadeloupéenne ; elle constitue une organisation syndicale formellement indépendante de la confédération française.

La campagne anti-missiles et la manifestation du 21 novembre

LE 21 novembre devait avoir lieu à Amsterdam une importante manifestation contre l'implantation des missiles. 150 000 personnes y étaient attendues. Ce n'est pas la première fois que d'importantes mobilisations se tiennent aux Pays-Bas contre les missiles et la bombe à neutrons. Les sondages indiquent que 69 % des Néerlandais sont opposés à

l'implantation des missiles sur leur propre sol. Cependant, ce sera la première fois que cette campagne aura un impact dans les syndicats et dans les usines. Elle ne se terminera donc pas avec la manifestation, d'autres initiatives seront entreprises et elles iront s'élargissant. ■

Robert WENT

En septembre 1977, la Rencontre œcuménique pour la paix (IKV) a mis sur pied une campagne permanente sur le thème de « *Toutes les armes nucléaires hors de la planète, en commençant par les Pays-Bas !* ». L'IKV est aujourd'hui l'organisation numériquement la plus importante dans la campagne en cours. Elle possède plus de 300 sections locales. Formée à l'origine par des militants chrétiens, l'IKV regroupe également des membres du PvdA social-démocrate (Partij van de Arbeid - Parti du travail), des membres du Parti socialiste pacifiste (PSP) ainsi que des membres du Parti communiste néerlandais (CPN). L'IKV avance trois thèmes dans la campagne :

- Pour le désarmement unilatéral et progressif ;
- Pour une politique indépendante des petits pays du monde, aux côtés des non-alignés ;
- Pour la construction d'un mouvement fort au travers de ses propres campagnes.

L'IKV travaille avec d'autres organisations, telle l'organisation catholique Pax Christi.

Mais plus importants sont les comités Arrêtez la bombe à neutrons ! lancés par le Parti communiste néerlandais (CPN) en août 1977. Ces comités ont organisé au cours de l'année 1978 des manifestations qui ont attiré au total plus de 30 000 participants. La pétition lancée à l'époque a maintenant recueilli plus d'un million de signatures contre la bombe à neutrons, sur une population totale de 14 millions d'habitants. Les principaux thèmes de ces comités reprennent ceux lancés par le CPN :

- Négociations entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie ;
- Refus de discuter le rôle-même de l'OTAN ;
- Mot d'ordre néo-neutraliste pour une Europe dénucléarisée « *de la Pologne au Portugal* ».

L'IKV et les comités Arrêtez la bombe à neutrons ! travaillent ensemble dans un regroupement contre les armes nucléaires où l'on retrouve le PvdA, le Parti démocrate-chrétien, les libéraux de gauche et Démocrates 66 (D'66) — tous trois étant

représentés au gouvernement —, le Parti communiste néerlandais, le PSP, les chrétiens radicaux du PPR, et le Syndicat de soldats (VVDM) avec ses 7 000 membres. La Federatie Nederlandse Vakbeweging (FNV - Fédération des syndicats néerlandais) avec son million de membres n'a que le statut d'observateur dans ce Comité national de mobilisation.

Cet étrange regroupement a été à l'origine d'importantes initiatives, comme par exemple, en novembre et décembre 1979, quand se sont déroulées les premières manifestations contre les nouveaux missiles, auxquelles ont pris part plus de 60 000 personnes. Ils étaient 25 000 à la manifestation nationale d'Utrecht, 7 000 à la Haye à la manifestation femmes, 7 000 à Amsterdam et 1 000 à Apeldoorn, 1 500 à Leiden, 1 000 à Zwolle et 4 500 à Steenwijk, pour ne citer que quelques-unes des localités de moindre importance. Face à de telles mobilisations — qui ont clairement montré que la population des Pays-Bas se sentait directement concernée —, le gouvernement démocrate-chrétien et son allié droitier du Pour la liberté et la démocratie (VVD) ont décidé de remettre à plus tard leur réponse sur le stationnement des missiles sur le sol néerlandais.

Comme le gouvernement se doit de faire connaître sa réponse définitive avant la fin de cette année 1981, la campagne a repris cet été après avoir connu un certain ralentissement pendant toute une année. Un changement est survenu au gouvernement, les démocrates-chrétiens ayant été contraints de former une coalition avec le PvdA et D'66. Le Parti social-démocrate est opposé aux nouveaux missiles et l'accord signé entre les membres de la coalition gouvernementale stipule que le gouvernement ne prendra pas de décision sur le stationnement des missiles. Mais personne ne croit vraiment en une telle promesse et les changements intervenus dans la composition du gouvernement n'ont en rien freiné la montée du mouvement.

Des comités de mobilisation sont maintenant présents dans plus de 150 villes et localités, auxquels participent toutes sortes d'organisations : les comités Soldats contre les missiles, les comités Femmes contre les armes nucléaires et les comités Femmes pour la paix. De plus, à

l'initiative de Rebel, organisation révolutionnaire de la jeunesse en solidarité avec l'IKB (section hollandaise de la IVe Internationale), des comités La jeunesse contre les missiles ont été mis sur pied dans certaines villes.

La faiblesse principale de la campagne contre les missiles et contre la bombe à neutrons a été jusqu'à présent son faible impact dans les syndicats et dans les usines. Et c'est une faiblesse importante, car seule la classe ouvrière peut, du fait de son poids politique, faire céder le gouvernement et elle seule peut également empêcher pratiquement le stationnement des missiles, soit en organisant la grève du transport du matériel nécessaire aux bases nucléaires, soit en refusant de fabriquer les pièces nécessaires à leur production. Bien sûr, la bourgeoisie sait que la force d'un mouvement comme la campagne anti-missiles réside en partie dans les usines.

Pour renforcer la campagne, il faut donc l'organiser dans les syndicats et dans les usines, ce qui est en train de se produire aux Pays-Bas avec un succès qui dépasse toutes les espérances.

La campagne ayant une histoire déjà vieille de plusieurs années, la bureaucratie syndicale a finalement été forcée de prendre position. Après une très longue discussion au sein des instances dirigeantes de la FNV, un document a été distribué pour discussion dans les sections locales et d'usines. Le titre de ce document est *Pour la paix et le désarmement*, mais la question du désarmement est à peine abordée, la bureaucratie s'en tenant à la position selon laquelle le désarmement nucléaire est une question politique qui ne relève donc pas du syndicat.

Bien que ce document soit extrêmement décevant, la discussion au niveau des sections locales n'en demeure pas moins très animée. Ainsi la section locale de La Haye a décidé de mobiliser pour la manifestation du 21 novembre ; la section locale d'Amsterdam apporte son soutien aux propositions de désarmement unilatéral et réclame que les fonds dépensés pour l'armement soient utilisés pour les services sociaux et l'aide aux pays sous-développés, tout en insistant pour que la direction du syndicat veille à ce que de larges cortèges syndicaux d'usines participent à la manifestation du 21 novembre.

La section du syndicat de deux chantiers navals d'Amsterdam, l'ADM et la NSM, en a appelé à la direction nationale pour qu'elle mobilise et demande aux membres, par l'intermédiaire des syndicats, de mobiliser pour le même jour. La section d'entreprise de Windmill, une usine qui emploie 700 travailleurs à Rotterdam, a voté pour le retrait des Pays-Bas de l'OTAN. Nombre de sections sont favorables à l'affiliation du Syndicat des soldats (VVDM) à la FNV.

La liste devient rapidement impressionnante quand on voit le nombre de syndicats qui ont apporté leur soutien à la manifestation du 21 novembre. Le Syndicat des enseignants avec ses 43 000 membres est du nombre, de même que le Syndicat de l'alimentation avec ses 60 000 membres. L'impact des manifestations dans les autres pays d'Europe en même temps que la décision prise à la conférence du TUC britannique, auxquels s'ajoutent les discussions au niveau des sections locales d'usines, ont amené la direction nationale à modifier sa ligne. La direction nationale de la FNV s'en est tenue à ne pas lancer d'appel à la manifestation tout en encourageant les membres à participer individuellement à la campagne et à se rendre à Amsterdam le 21 novembre. Cees Commandeur, auteur du document *Paix et désarmement*, remarque dans le numéro d'octobre de la revue de la Fédération : « *Beaucoup de personnes participent aux réunions, et la tendance générale est que la FNV doit faire plus en direction du désarmement, la majorité des membres s'étant clairement prononcée contre les armes nucléaires.* » Cela ne signifie pas pour autant que de larges contingents viendront des usines, même si tout doit être fait pour que ce soit le cas. Mais la nature des discussions au niveau des sections, l'expérience accumulée par les militants de l'Internationale Kommunistenbond (IKB - Ligue communiste internationale, section néerlandaise de la IVe Internationale) dans les entreprises et dans les syndicats, et le changement de ligne de la direction de la plus importante fédération syndicale, indiquent qu'il est possible de voir s'engager dans la campagne de nombreux travailleurs.

CE N'EST PAS UN PROCESSUS SPONTANÉ

Le principal obstacle à l'adhésion des travailleurs à la campagne contre les missiles et la bombe à neutrons réside dans la façon même dont la campagne est organisée. La campagne est dirigée nationalement par une large coalition regroupant le Syndicat des soldats, les comités Arrêtez la bombe à neutrons !, l'IKV, les comités Femmes pour la paix, les comités Femmes contre les armes nucléaires, D'66, PvdA, CPN, PPR, PSP et d'autres groupes pacifistes plus réduits. La coalition nationale n'a pas d'orientation sur le problème de choisir selon quel axe il est plus important de construire la campagne. Quand les camarades de l'IKB avancent la nécessité de s'adresser prioritairement aux travailleurs et à la jeunesse, cela semble être compris — en principe — par tout le mon-

de, mais sans plus. Mais si vous voulez construire la campagne dans les entreprises ou dans la jeunesse, il vous faudra le faire vous-mêmes... S'orienter vers la jeunesse présente un problème spécifique du fait que toutes les organisations de jeunesse des partis politiques sont en déclin ou traversent une crise grave. La plupart n'ont même pas de membres à qui confier ce travail, ou pire ne pensent pas qu'il est prioritaire de s'impliquer dans la campagne anti-missiles, abandonnant à Rebel, l'organisation révolutionnaire de la jeunesse, seule force essayant d'organiser la jeunesse dans certaines villes, la campagne anti-missiles. Ce qui, bien sûr, n'est pas facile, parce que Rebel n'existe que depuis un an et manque donc encore d'expérience, ce à quoi l'IKB, organisation de dimension encore réduite, ne peut pallier qu'en partie. La situation montre que, s'il y a de plus en plus de possibilité d'amener des travailleurs et des jeunes à participer activement à la campagne, seulement une partie du mouvement s'efforce de les mobiliser réellement.

Ce qui n'est bien sûr pas une coïncidence. La faiblesse de la campagne est liée aux perspectives avancées par la plupart des organisations. Le CPN est pour le désarmement unilatéral, mais uniquement en tant qu'étape vers un accord entre l'OTAN et les bureaucrates soviétiques, et dans le cadre de la détente. Le Comité national de mobilisation est passé du mot d'ordre central de « *Pas d'armes nucléaires en Europe occidentale !* » à « *Pas d'armes nucléaires en Europe !* ». Le Parti communiste s'est clairement déclaré en faveur de cette nouvelle formule. Ce nouveau mot d'ordre est repris par le comité Arrêtez la bombe à neutrons ! depuis deux ans maintenant. Le CPN est pour une Europe dénucléarisée, et imagine Margaret Thatcher, François Mitterrand, Josef Luns — le secrétaire de l'OTAN — et le ministre de la Défense des Pays-Bas Van Mierlo luttant à la fois contre les Russes et contre les Américains... C'est pour cela que le Parti communiste ne veut pas que les Pays-Bas quittent l'OTAN, ce qui — de son point de vue — affaiblirait le mouvement. Et d'ajouter que cela n'est pas nécessaire si les petits pays se retrouvent côte à côte pour lutter contre les superpuissances, tout en demandant l'ouverture de nouvelles négociations SALT et un désarmement équilibré des deux côtés.

Cette vision est pour le moins confusionniste car elle ne prend pas pour base une analyse de classe de la guerre et de la course aux armements, et ne dénonce pas clairement l'effort de guerre de l'OTAN.

La bourgeoisie n'a pas l'intention de rester inactive tant qu'elle n'aura pas ces missiles et qu'elle n'aura pas défait le mouvement anti-guerre. Demeurer dans l'OTAN est dangereux pour cette seule raison. De plus, il n'est pas possible de rompre avec la politique de Ronald Reagan sans rompre avec l'OTAN. Le stationnement des missiles est partie prenante d'un plan plus vaste de l'impérialisme qui lui permettra d'obtenir une puissance de feu supérieure à celle de l'Union soviétique, lui donnant ainsi une marge de man-

œuvre plus importante pour intervenir au Moyen-Orient, dans la Caraïbe et partout ailleurs dans le monde. Demeurer dans l'OTAN signifie également que les impôts vont servir à financer les bases dans lesquelles Ronald Reagan veut installer ses bombes à neutrons, l'OTAN ayant mis sur pieds un fonds de développement pour le financement de telles bases.

L'IKV, de son côté, a plus ou moins une perspective identique, bien que sur certains points ses positions soient même moins incorrectes que celles du CPN. Ainsi, l'IKV a-t-elle tenu une conférence liant la solidarité avec le Salvador et la campagne contre les missiles. L'IKV s'oriente bien sûr en priorité vers les Eglises, et ne contrôle que deux sections syndicales et de jeunesse au niveau national.

Le CPN ne mobilise pas vraiment les travailleurs dans les entreprises parce qu'il ne veut pas perdre ses positions dans les syndicats et aussi à cause de son projet en direction du Parti social-démocrate et de mise sur pied d'une « Union de la gauche » qui comprendrait les libéraux de gauche et certains secteurs du Parti démocrate-chrétien.

Jusqu'où ira le CPN ? L'un de ses trois parlementaires l'a indiqué dans un article *Politique et culture*, lorsqu'il écrit que le mouvement néerlandais pour la paix est un « *mouvement pacifiste national* » très particulier ; un « *mouvement pacifiste national peut être internationalisé, mais ne le sera pas, par quelque côté que ce soit* ». Discours national-chauvin d'un membre dirigeant du parti qui a plus d'influence dans le mouvement pour la paix que n'importe quelle autre organisation, qui rend encore plus nécessaire la participation des révolutionnaires dans la campagne contre les missiles et la bombe à neutrons, surtout depuis que s'est ouverte la possibilité d'une extension de la campagne.

L'IKB, pour sa part, fait campagne autour de trois mots d'ordre contre les missiles :

— Les Pays-Bas hors de l'OTAN, à bas l'OTAN !

— Désarmement unilatéral, non aux négociations !

— Des emplois, pas des bombes !

En étant partie prenante des comités de mobilisation, en vendant son journal et la brochure *Des emplois, pas des bombes*, en faisant pénétrer la campagne dans les entreprises, en apportant son soutien aux comités La jeunesse contre les missiles et d'autres structures particulières telles que Femmes contre les missiles, l'IKB fait tout ce qui lui est possible pour amener le plus de gens à prendre part à la manifestation du 21 novembre à Amsterdam. Le résultat de ces luttes aura des conséquences importantes. Pas seulement quant à la possibilité pour l'impérialisme de commencer ou non de nouveaux Vietnams, mais aussi sur la conscience propre des travailleurs et de la jeunesse, et donc de leur confiance en leurs propres luttes. ■

Robert WENT
Amsterdam, 28 octobre 1981.

Premières leçons de la grève à la British Leyland

APRES deux jours de grève — les 1er et 2 novembre derniers —, les 58 000 travailleurs de la British Leyland (BL), l'entreprise de construction automobile nationalisée, ont repris le travail, acceptant par 25 058 votes contre 19 683 (d'après les chiffres syndicaux) les dernières propositions patronales, très légèrement améliorées par rapport à l'offre initiale. Celles-ci comprennent : une hausse des salaires de base de 3,8 % assortie d'une nouvelle prime de rendement garantie de 3,75 livres (la livre vaut environ 10,50 francs français), ainsi qu'une autre prime d'une livre pour les heures

supplémentaires et le travail posté en 3 x 8 correspondant à une augmentation d'à peu près 5,1 %. Les travailleurs réclamaient une augmentation de 20 %.

Les patrons ont d'autre part accepté le principe d'une participation accrue des syndicats dans certaines instances de l'entreprise, la mise sur pied d'un nouveau système de négociation et le réajustement du système de primes.

Les bureaucrates syndicaux ont pris ces vagues promesses pour un véritable changement d'attitude, justifiant par la même l'acceptation de la nouvelle offre.

Dave HAYES

Pendant, le vote massif en faveur de la grève, l'activisme des délégués d'atelier, le soutien rapide — et inhabituel — des bureaucrates syndicaux, donnent une idée de la nouvelle disposition à la lutte chez les travailleurs qui ont déjà énormément souffert des coups d'une direction complètement inféodée à l'offensive du gouvernement conservateur de Margaret Thatcher contre les syndicats pour en affaiblir l'influence.

Depuis sa nomination en 1977, avec pour mission de « sauver » le groupe British Leyland fortement déficitaire, Michael Edwardes, son patron de choc, a réduit la main-d'œuvre de 72 000 travailleurs, a fait fermer 20 usines et a foulé aux pieds le code syndical établissant les normes de travail. Cela a eu pour résultat une augmentation de 30 % de la productivité, la réduction du nombre des heures de grève de 10 % à 1,5 %, et la reconquête d'une partie du marché britannique en déclin. Dans la ligne de la politique de Margaret Thatcher qui consiste à faire payer aux entreprises nationalisées leur part de la note, British Leyland se doit de commencer à être bénéficiaire dans les deux ans qui viennent (1). L'attaque contre l'influence des syndicats ouvriers a été marquée par le licenciement d'un important dirigeant syndical, membre du Parti communiste, Derek Robinson. En l'espace de trois ans, les salaires n'ont augmenté que de 5 % l'an, soit trois fois moins que l'inflation. Le succès d'Edwardes trouve son origine dans le soutien total dont il bénéficie de la part du gouvernement Thatcher, dans la progression du chômage et dans l'aide des directions bureaucratiques qui contribuent directement à casser les grèves. A quoi il faut ajouter le soutien à peine voilé des *mass media* dans un pays où le mouvement ouvrier n'a pas un seul quotidien de masse.

De plus, dans une large mesure, la force des délégués d'atelier s'est tradition-

nellement appuyée sur une vision plutôt localiste et « économiste » de la réalité qui sous-estime la nécessité de contester les orientations de la direction syndicale, approche inadaptée quand on se heurte continuellement à la nécessité de donner une réponse aux questions politiques d'ensemble comme celle de « sauver » British Leyland d'une totale faillite ou de la façon dont il faut s'y prendre avec le gouvernement. Une assemblée générale de délégués d'atelier a par exemple voté il y a plusieurs années le soutien au Plan Edwardes de réduction de 50 000 emplois. L'offensive de la classe dirigeante, sous la houlette de Margaret Thatcher, a donc marqué quelques points dans un secteur fortement organisé de la classe ouvrière. Cela montre la difficulté qu'il y a de préparer une réelle riposte.

Le conflit actuel n'a donc jamais été une lutte pour de meilleurs salaires seulement. Edwardes menaçait purement et simplement de liquider l'entreprise, ce qui, en tenant compte des usines de soustraction, aurait signifié entre 500 000 et 700 000 licenciements... Une lettre envoyée à chaque ouvrier soulignait cette éventualité, ajoutant que tout ouvrier qui répondrait favorablement à l'appel à la grève se retrouverait en situation de rupture de contrat et donc perdrait tous ses droits à l'indemnité de chômage dans le cas d'une éventuelle fermeture. Une telle ligne de confrontation (inimaginable il y a encore quelques années entre patrons et ouvriers) a été reprise par l'ensemble de la presse, et le gouvernement a ouvertement choisi de ne pas intervenir, laissant enten-

dre qu'il s'accommoderait de la liquidation. Edwardes, né et éduqué en Afrique du Sud, qui vient de s'octroyer une augmentation de salaire de 38 %, a refusé toute négociation sur une augmentation supérieure à 3,8 % du salaire de base. En dépit de cette énorme pression exercée sur chaque travailleur, le vote a montré que plus de 80 % des travailleurs rejetaient cette offre. Un autre facteur qui peut expliquer le résultat du vote est lié au désir de s'élever contre la détérioration continue des conditions de travail et contre le style arrogant et brutal de la direction. Poussés par ce sentiment et piqués au vif par l'attitude de la direction de British Leyland, les bureaucrates syndicaux ont déclaré la grève officielle, ce qui est une attitude également différente de l'ordinaire.

Le gouvernement tout comme la direction de British Leyland ont été surpris par l'ampleur du vote en faveur de la grève. On a fait appel à l'ACAS (*Arbitration and Conciliation Advisory Service*) (2) pour amener les partenaires sociaux à la table des négociations. Les discussions, engagées juste avant la grève, excluant toute participation des représentants des délégués d'atelier, ont abouti après plusieurs heures à une nouvelle offre, quoique trop tardivement pour empêcher que ne commence la grève. La nouvelle offre mentionnée plus haut a réussi à diviser les syndicats. Le syndicat des ouvriers les plus qualifiés, le AUEW et sa direction droitrière — en la personne de Terry Duffy — a recommandé l'acceptation de l'accord. De son côté, le syndicat des travailleurs non qualifiés, T & GWU, sous la

1. *The Morning Star*, quotidien du PC britannique, du 9 novembre, cite Patrick Jenkin, secrétaire d'Etat à l'Industrie : « Le gouvernement a l'intention de vendre l'industrie nationalisée, y compris British Leyland, au secteur privé dès qu'elle sera rentable. » Commentaire de Jack Adams, dirigeant syndical de Longbridge : « British Leyland a reçu des subventions très importantes pour pallier aux années de laisser-aller, les travailleurs ont accepté les réductions massives d'effectifs et de salaires de misère ; tout ça va être jeté à la poubelle et la

firme sera restituée à ceux-là mêmes qui sont responsables de la crise initiale. »

2. ACAS, agence indépendante, financée par l'Etat, composée de spécialistes des questions sociales (anciens bureaucrates syndicaux, directeurs du personnel, universitaires) ; elle est chargée de régler les conflits sociaux et de faire redémarrer les négociations entre partenaires sociaux quand elles sont bloquées. Plusieurs des grands conflits de ces dernières années en Grande-Bretagne ont été arbitrés par ACAS, comme la grande grève de la sidérurgie de 1980.

direction du travailliste de gauche Alex Kitson, rejetait l'offre ... tout en ne faisant aucune recommandation, laissant simplement aux travailleurs le soin de décider par eux-mêmes. Avant que ne se tienne l'assemblée générale du troisième jour de la grève, les délégués d'atelier se sont rencontrés et ont rejeté l'offre par 238 voix contre 12.

Cependant, les délégués n'ont pas non plus donné de recommandation expresse en faveur d'une poursuite de la grève, tout en précisant que l'offre devrait être rejetée. Le compte-rendu de l'assemblée générale reproduit dans *Socialist Challenge* du 5 novembre 1981 indique que l'orientation donnée au mouvement par les délégués était loin d'être ferme. La campagne des délégués menée par voie de tract pour le rejet a été très inégale. Plusieurs usines, où la gauche la plus militante ou révolutionnaire dispose d'une certaine influence, comme celles de Cowley et de Coventry, ont voté pour la poursuite de la grève. La division entre la direction à la base et la bureaucratie syndicale s'est traduite dans les faits par l'occupation des bureaux de l'AEUW à Birmingham par les délégués d'atelier venus manifester leur désaccord avec les décisions de la direction.

Une fois de plus, les *mass media* ont fait donner la grosse artillerie pour obtenir l'arrêt de la grève. La direction de la British Leyland s'est offerte des pages entières de publicité dans les quotidiens nationaux britanniques pour souligner que « *Votre vote décidera de la poursuite ou non des activités de British Leyland !* ». Des informations publiées dans le quotidien de Londres *The Guardian*, le 4 novembre, laissaient entendre que ce battage publicitaire, combiné au fait que la grève n'avait pas le soutien officiel de la direction des syndicats, a joué un rôle important dans l'acceptation à contre-cœur de l'offre patronale par les travailleurs. Le vote a été clairement majoritaire et sans appel quoique non unanime. La presse bourgeoise « sérieuse » (*Times*, *The Guardian*, *Financial Times*) ne s'y est pas trompée quand elle explique que le résultat du vote traduit la peur ressentie par les travailleurs de la liquidation soutenue par le gouvernement, dans une région où le taux de chômage est déjà supérieur à 10 %. Cette préoccupation n'aurait pas nécessairement primé si le soutien officiel syndical s'était manifesté d'une façon unitaire. Beaucoup de travailleurs étaient prêts à lutter, mais cette lutte était en train d'avoir de telles répercussions politiques nationales qu'ils voulaient être sûrs de pouvoir compter sur le soutien jusqu'au bout des dirigeants de leurs syndicats. Cependant, la nouvelle combativité des délégués, qui n'avaient pas agi de cette façon depuis fort longtemps, et l'amertume réelle entraînée par l'acceptation « à contre-cœur » ont amené le *Financial Times* du 5 novembre à souligner que cela ne saurait constituer « *une victoire éclatante* », « *tout au plus un répit* », « *au prix d'une certaine bassesse morale* » ...

La rancœur et la nouvelle attitude des travailleurs ont amené, une semaine seulement après la reprise du travail, es ouvriers de l'usine de Longbridge, la plus importante du groupe British Leyland, à cesser le travail. Et ce après la proposition patronale de supprimer 11 minutes de temps de repos visant à faciliter l'introduction de la semaine de 39 heures. Ce conflit a le soutien du syndicat concerné.

Assurément, l'arrêt de la grève a de multiples implications, à la fois quant à l'évaluation du succès de l'offensive anti-ouvrière du gouvernement Thatcher — avec aujourd'hui la proposition de mise en œuvre de lois anti-syndicales — et quant à la bataille pour les nouvelles négociations salariales et la capacité de riposte du mouvement ouvrier.

Alan Thornett, marxiste révolutionnaire et dirigeant d'atelier à l'usine de Cowley, a clairement expliqué le lien existant entre la lutte à la British Leyland et les attaques de la bourgeoisie contre l'activité syndicale et les droits légalement reconnus : « *La pression de la base pour obtenir plus de fric est énorme, mais c'est également une réaction contre le caractère extrémiste du gouvernement conservateur. Les mesures draconiennes qu'il menace d'imposer aux syndicats nous ramènent à l'époque de Taff Vale (léislation anti-syndicale abrogée depuis lors) et créent une situation de rupture ouverte entre la direction de British Leyland et les syndicats ... Ce que British Leyland dit, c'est que nous n'avons pas le droit de faire grève, que nous serons dans une situation de rupture de contrat le 1er novembre. S'ils nous licencient dans de telles conditions, ce qui est en jeu est notre droit d'avoir un syndicat.* »

Margaret Thatcher a récemment nommé Norman Tebbit au poste de ministre du Travail en remplacement de James Prior — jugé par trop modéré — pour rédiger le nouveau projet de loi anti-syndicale. La nouvelle loi rendra passible de poursuite judiciaire tout syndicat pour rupture de contrat en cas de grève, qui pourrait amener la confiscation des fonds syndicaux pour régler les « dommages » occasionnés ... La notion de conflit syndical sera redéfinie afin d'empêcher les piquets de grève de soutien. Une autre clause elle, prévoit d'affaiblir le système du *closed shop* (3), laissant aux patrons une marge de manœuvre plus grande pour licencier les travailleurs. La mise sur pied d'un fonds financé par l'Etat pour les votes à bulletin secret lors de la grève est également à l'étude.

Le fait qu'au début la bureaucratie syndicale ait soutenu une grève nationale et qu'elle vante les mérites du nouvel accord indique qu'elle est préoccupée par la façon dont les patrons de British Leyland ont implicitement refusé de reconnaître leur rôle à la table des négociations ; ce qui menace la position même des syndicats dans les relations entre partenaires sociaux en Grande-Bretagne. Margaret Thatcher serait favorable à l'utilisation dans d'autres secteurs de méthodes identiques, si cela était possible. Dans ce sens,

les méthodes à la Edwardes constituent un test. Pourtant, la réponse de la presse bourgeoise « sérieuse » a été d'utiliser l'exemple de la British Leyland pour lancer un appel à la modération dans la législation concernant les syndicats ; ainsi, le *Financial Times* du 5 novembre : « *Dans le cadre de la réforme de la loi syndicale, nous recommandons la prudence.* » Des méthodes par trop brutales pourraient conduire à des explosions et forcer la bureaucratie syndicale à prendre une « fausse » position dure, alors qu'elle contrôle parfaitement la base. Et l'un des patrons à la tribune du Congrès annuel de la Confédération of British Industry (CBI - Confédération du patronat britannique) de souligner l'importance de maintenir de bonnes relations avec des dirigeants syndicaux comme Terry Duffy de l'AEUW. Ce dernier a en effet très largement contribué à briser la grève de la British Leyland ...

En ce qui concerne la stratégie du gouvernement Thatcher dans les négociations collectives, l'issue de la grève de la British Leyland lui donne l'avantage ; il n'en demeure pas moins que l'on assiste pourtant à une remontée de la combativité ouvrière. Les prochains sur la liste sont les chauffeurs de camions citernes dont les exigences — comme dans le cas de la British Leyland — contiennent à elles seules les germes d'une grève nationale qui mettra le mouvement ouvrier en conflit direct avec le gouvernement. Ce dernier a mis en place des dispositifs d'urgence pour faire face à une éventuelle grève. Il fera appel à l'armée si cela est nécessaire. Si la distribution d'essence venait à être interrompue, l'industrie serait paralysée en quelques semaines. Une compagnie pétrolière a déjà accepté de payer les 11 % d'augmentation réclamés par les travailleurs, rendant la situation plutôt favorable pour les luttes à venir. En outre, on dit qu'Alex Kitson, le dirigeant de T & GWU, est très amer après la défaite à la British Leyland (dont il porte en partie la responsabilité) et qu'il veut soutenir totalement une grève pour « compenser » l'échec de celle de British Leyland. Dans une interview au *Sunday Times* du 8 novembre, il parle même d'une grève qui obligerait le gouvernement à organiser des élections anticipées ou à rectifier en profondeur son orientation économique. Les résultats de la grève de la British Leyland vont peser lourd sur les négociations en cours chez Ford et assurément encourager les patrons à rejeter la revendication syndicale de 20 livres d'augmentation. Les mineurs, les travailleurs du service des eaux, les ouvriers agricoles, les enseignants, les employés du secteur public ont tous des revendications salariales qui vont au-delà de la barre des 4 % imposés par Margaret Thatcher.

Il est clair que le fossé traditionnel qui existait entre lutte politique et lutte économique est en train de diminuer aujourd'hui en Grande-Bretagne. Toute grève

3. *Closed shop*, système selon lequel tout travailleur ne peut travailler pour un employeur que s'il est syndiqué.

ve nationale met en jeu la question de la viabilité ou de la restructuration de toute entreprise en lutte, et tend à amener le mouvement ouvrier à refuser les plans gouvernementaux sur les salaires ou sur l'« assainissement » et la restructuration de l'économie. Il est également hors de doute que le conflit qui oppose la droite et la gauche au sein du Parti travailliste se répercute dans les syndicats. Pendant la grève de la British Leyland, c'est Terry Duffy qui a ouvertement joué le rôle de premier traître à la classe ouvrière. Il a par ailleurs été l'un des architectes de la victoire de Dennis Healey et de l'aile droite contre Tony Benn au récent Congrès du Parti travailliste. Le rôle de Michael Foot, dirigeant du Parti travailliste, de Hattersley et d'autres dirigeants du centre-droit, n'en est pas moins révélateur. Ces derniers ont continuellement essayé de s'ériger en arbitres et de concilier les positions en présence lors du conflit à la British Leyland, sans pour autant soutenir la lutte des travailleurs.

Cependant, bien qu'il y ait une influence idéologique et même des liens avec le courant de Tony Benn parmi la couche des militants des délégués d'atelier, il faut dire que la gauche travailliste s'est montrée très réservée pendant la grève. Elle n'a pas fait la moindre déclaration publique allant dans le sens du lancement d'une campagne de solidarité de l'ampleur de la campagne qu'elle a menée pour la course à la vice-présidence du Parti travailliste. Il existe une grande dif-

férence entre l'influence croissante de la gauche dans les sections locales du Parti travailliste et l'implantation plus faible de la gauche dans les sections syndicales. Bien que Tony Benn soit intervenu dans les congrès syndicaux de cet été pour la campagne à la vice-présidence, il a montré beaucoup plus de réticence à organiser activement des tendances contre la droite dans les syndicats qui pourraient être actives dans des conflits du travail comme celui de la British Leyland et dans des campagnes pour réclamer la démission des directions traîtres. Pour battre la droite dans le Parti travailliste, Tony Benn aura besoin d'une majorité au sein des syndicats. Mais il semble qu'il soit plus favorable à la construction d'alliances avec les bureaucrates de gauche — au niveau des directions centrales et intermédiaires (y compris avec le PC) — qu'à l'organisation d'un courant militant autour de son programme politique réformiste de gauche. Pourtant, à British Leyland, il est évident que le conflit qui oppose la droite et la gauche du Parti travailliste a eu des retombées au sein des délégués d'atelier. Il existe également un intérêt certain pour les solutions politiques d'ensemble. Pour les révolutionnaires qui organisent la lutte contre la droite dans le Parti travailliste et dans les syndicats, la priorité est d'entraîner dans la lutte le courant dirigé par Tony Benn et de participer à des fronts larges « lutte de classes » contre la droite travailliste dans les syndicats, renforçant par là-même la bataille au sein du Parti travailliste.

La grève à la British Leyland traduit les contradictions de la polarisation politique en Grande-Bretagne aujourd'hui. Le résultat de la grève constitue un recul significatif pour la classe ouvrière qui a subi une série de revers ces dernières années, mais sans pour autant constituer une défaite écrasante qui pourrait laisser dire que la classe ouvrière dans son ensemble bat en retraite.

Le résultat de cette lutte, il est vrai, rend la situation plus favorable à Margaret Thatcher pour maintenir la barre des 4 % ; mais elle ne pourra l'imposer sans difficultés à tous les secteurs de la classe ouvrière dans les négociations salariales à venir. Sa marge de manœuvre est limitée par la menace électorale que représente le Social Democratic Party (SPD - Parti social-démocrate) qui compte maintenant plus de 20 députés. Cette menace s'ajoute à celle que représente l'opposition interne du Parti conservateur, animée par l'ancien Premier ministre Edward Heath et les 30 à 60 députés qui le soutiennent. Finalement, toute une série d'indications laissent entrevoir qu'au lendemain même de la grève à la British Leyland, la combativité des délégués d'atelier pourrait conduire à exiger la démission des directions syndicales droitières.

Dave HAYES
11 novembre 1981.

autogestions

revue trimestrielle



Présente, analyse et compare régulièrement tout ce qui se fait et se dit sur l'autogestion, des anticipations les plus audacieuses aux expérimentations sociales les plus ponctuelles.

Abonnements

| | Individuel | Institutions |
|----------|------------|--------------|
| France | 100 F | 120 F |
| Etranger | 110 F | 140 F |

Vente au numéro en librairie

Bulletin d'abonnement à retourner aux Editions Privat, 14, rue des Arts, 31000 Toulouse

M.

Adresse :

Désire s'abonner à **autogestions** pour 1981 et règle ci-joint la somme de : F.

Signature

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

OFFRE POUR UN PREMIER ABONNEMENT

« INPRECOR » prolonge jusqu'au 15 décembre 1981 son offre spéciale pour un premier abonnement, qui n'est valable que pour les abonnements par pli ouvert et acheminement par voie de surface.

— 6 mois (12 numéros) —
90 FF

— 1 an (25 numéros) —
150 FF

Nos tarifs passeront à 200 FF à partir du 1er janvier 1982, pour pallier à l'augmentation d'environ 20 % des tarifs postaux.

Sur la voie du contrôle des travailleurs

Un entretien avec le président de Solidarité de Varsovie

L'ACUITE de la crise économique en Pologne et l'incapacité dont fait preuve l'administration de la bureaucratie à garantir ne serait-ce qu'un minimum de bien-être aux travailleurs, ont provoqué de nombreuses grèves de protestation. La direction nationale de Solidarité a rejeté ce moyen d'action, en invoquant qu'il n'était pas apte à donner des réponses aux problèmes urgents qui se posent aux travailleurs.

D'autres moyens d'action sont envisagés. Ainsi, la tactique de la *grève active* (c'est-à-dire la remise en marche des usines sous contrôle du comité de grève ou du conseil des travailleurs) est au centre des débats dans plusieurs régions. La prise de contrôle par les travailleurs et la population de la distribution est également envisagée. Enfin, la proposition faite par certains délégués, durant le 1er Congrès national du syndicat, d'instaurer un Conseil social de l'économie, chargé de contrôler le gouvernement et de l'empêcher de prendre des mesures contraires

aux intérêts des travailleurs, a fait son chemin au sein de la direction nationale de Solidarité.

Nous publions ci-dessous une première sélection de textes qui abordent ces thèmes. Il est évident que la logique des propositions faites tant par la direction de Solidarité de Lodz que par celle de Varsovie, ainsi que la volonté d'instaurer un organisme qui contrôlerait le gouvernement, vont à l'encontre de divers projets de « Front d'unité nationale ». Ainsi, il est clair qu'au sein de Solidarité les débats sont loin d'être clos sur ces questions, entre une aile sensible aux appels du pied de la bureaucratie et aux pressions de l'épiscopat et les partisans d'une prise en charge par les travailleurs eux-mêmes de leurs propres affaires.

C. S.

« NIEZALEZNOSC » : On entend dire que, cette année, l'hiver sera marqué par les épidémies, la faim, les maladies ; qu'il n'y aura rien à manger, pas de charbon, pas de lumière ; que les difficultés de l'hiver qui vient ne pourront pas être résolues, ni par les autorités ni par Solidarité, mais que la faute en retombera non seulement sur le gouvernement, mais également sur Solidarité. Que propose donc la direction régionale de Varsovie de Solidarité ?

Zbigniew BUJAK : — La situation est réellement très difficile, mais elle n'est pas à ce point tragique. Selon les informations que nous possédons, les centrales électriques et thermiques sont mieux préparées cette année que l'année dernière. Il suffira donc d'assurer un approvisionnement régulier en charbon et je pense que cela — si nous coopérons correctement avec la Silésie — peut être fait.

Il est possible que, pour garantir l'approvisionnement de la capitale en électricité, il soit nécessaire de débrancher temporairement certaines industries lourdes (par exemple, à Varsovie, la sidérurgie) ou du moins limiter sérieusement leur production.

En conséquence, la question de l'approvisionnement en énergie électrique et en chauffage ne devrait pas être un trop grand problème. Mais — il faut le dire tout de suite — la direction régionale pas plus que le syndicat dans son ensemble au niveau de la région ne pourront régler tous les problèmes. Leur solution dépendra de la capacité de mobilisation des travailleurs sur le terrain. La préparation de l'hiver peut être initiée par les commissions locales de coopération du syndicat

(1), mais elles sont encore mal organisées. Les besoins sont énormes, des « commandements de l'hiver » (2) doivent être créés à tous les niveaux : régional, départemental, de ville, de quartier, d'immeuble.

— Que devraient faire ces « commandements de l'hiver » ?

— Tout d'abord, ils devraient s'occuper de la distribution de la nourriture à tous, garantir le fonctionnement du chauffage et de la lumière, et donc mettre sur pieds des équipes d'entretien d'urgence, capables de réparer immédiatement toute panne sur chaque réseau.

Ces équipes, qui devraient être mises sur pieds par les entreprises, mobiliseraient à cet effet les spécialistes qui sont à leur disposition.

— A quoi ressemblerait la distribution de la nourriture dont tu as parlé ?

— Les négociations que mène actuellement le camarade Grzegorz Palka (3) permettent de développer le contrôle au sommet. Parallèlement, il faut créer des groupes de contrôle à tous les niveaux inférieurs ; en conséquence pour Varsovie, au niveau départemental, local et des quartiers. Dans le développement d'un tel contrôle, on peut s'appuyer sur le réseau coopératif, en particulier sur Spolem (4). Le plus important sera de garantir, avec des capacités limitées, l'approvisionnement sans queues. Ça, c'est une difficulté organisationnelle. Si nous arrivons à mettre sur pieds le contrôle à tous les niveaux et donc à assurer que chaque magasin reçoive la quantité de biens qui correspond au nombre de tickets de rationnement de son quartier, alors il ne reste plus qu'à

organiser la distribution à ce niveau. Et cela ne peut être fait que par le comité populaire de quartier. Je pense qu'il lui faudra enregistrer les tickets, les numéroter et afficher les listes de numéros qui peuvent être échangés contre des marchandises le jour même.

La question de la distribution de la nourriture est la plus importante. Après vient l'aide médicale et sociale aux personnes âgées, aux invalides et aux enfants. Et cela, c'est aux comités de quartier et aux comités d'immeuble de le prendre en charge. Peut-être pourront-ils coopérer avec les coopératives de logement, qui possèdent une documentation et une certaine expérience sur ce sujet.

Il faudra coopérer également avec les paroisses, avec les organisations de jeunes et les scouts, et également avec les structures locales du Parti paysan et du Parti démocrate.

1. Les commissions locales de coopération sont des organismes correspondant aux unions locales en France. Elles n'ont pas de pouvoir de décision mais doivent coordonner les activités du syndicat qui n'exigent pas l'intervention de la direction régionale, mais ne peuvent être résolues par une seule usine. Jusqu'ici, c'est essentiellement du fonctionnement des universités ouvrières qu'il s'agissait.

2. On ne peut pas ne pas faire le rapprochement avec les *commandos communaux* chiliens ...

3. Il s'agit de négociations sur l'augmentation des prix, que le syndicat avait réussi à geler. Grzegorz Palka avait proposé tout un système de contrôle par les travailleurs des agissements des autorités, culminant en un conseil social de l'économie (cf. page suivante).

4. Spolem est la plus grande coopérative de distribution en Pologne. Longtemps étroitement soumise à l'Etat, et contrôlée par lui. Les coopératives ont été également touchées par le « renouveau », s'émancipant partiellement de cette tutelle ces derniers mois.

— Où en est actuellement l'organisation de tels « commandements » ? Nous savons qu'il y en a un de créé, présidé par Seweryn Jaworski, au niveau de la région.

— En ce moment, ce « commandement » enquête sur la situation, fait l'inventaire des problèmes qu'il devra résoudre. Des « commandements » se constituent également dans les entreprises ; les commissions locales de coopération du syndicat ont également commencé le travail à leur niveau.

Par contre, en dehors de Varsovie, très peu de choses ont encore été faites et là, le « commandement régional » devra organiser un réseau approprié de correspondants, qui pourront ensuite mettre

sur pieds de tels commandements au niveau local. Ce n'est donc qu'après avoir étudié la situation qu'on pourra inventorier les problèmes et essayer de les résoudre.

Au niveau de la région, le commandement devra avant tout assurer du travail aux usines qui produisent l'approvisionnement et l'habillement, qui produisent des biens destinés aux enfants, aux personnes âgées et aux invalides. Il devra garantir le fonctionnement des centrales énergétiques et la distribution d'eau et assurer le fonctionnement des transports en commun. Il s'agit-là de problèmes qui exigent une coordination et une aide de Solidarité au niveau régional.

La région doit décider des principales voies de communication à maintenir en

état, et assurer leur entretien ; elle doit organiser les horaires de travail de telle sorte qu'il n'y ait pas d'heures pleines et d'heures creuses dans les transports en commun ; elle doit répertorier les quartiers qui n'ont pas encore été touchés par la création de comités populaires et aider à leur mise sur pieds. C'est également à ce niveau que devrait être organisée la distribution de l'aide étrangère, de l'aide sociale, et en particulier de la nourriture et des médicaments. ■

Propos recueillis par Ewa KULIK, traduit du bulletin quotidien de Solidarité de Varsovie, *Niezależność* (Indépendance), numéro 158 du 16 octobre 1981.

POLOGNE / DOCUMENT

Pour un Conseil social de l'économie nationale

NOUS publions ci-dessous un extrait du sténogramme des négociations entre Solidarité et une délégation gouvernementale au sujet des prix et de la réforme économique, du 15 octobre 1981. L'intervention de Grzegorz Palka, membre du présidium national de Solidarité et responsable de la délé-

gation syndicale, a été par la suite considérée comme une position officielle du syndicat sur cette question. Nous la publions dans la forme présentée par AS, le bulletin hebdomadaire de l'agence de presse Solidarité, numéro 45.

Grzegorz PALKA

L'efficacité de toute action en vue de rééquilibrer le marché dépend de la confiance que la société accordera à l'institution qui l'entreprendra. Cela vaut également pour les tentatives actuelles de résoudre les graves problèmes d'approvisionnement en combustibles. L'efficacité des appels à des efforts extraordinaires ou à d'extraordinaires sacrifices dépendra également de l'existence d'une telle confiance dans l'institution qui les lancera. Nous pensons que, sans la création d'un corps indépendant du gouvernement, ces problèmes ne pourront être résolus que par lui. Et Solidarité ne pourra soutenir l'action gouvernementale, car nous continuons à apprécier de manière négative ce qui est fait en vue d'introduire une réforme économique, et même la volonté d'une telle réforme, et nous n'avons absolument aucune garantie que la limitation de la consommation liée à la hausse des prix produira un quelconque effet positif. Si nous soutenions les activités du gouvernement, nous trahirions en fait l'intérêt de la société. Cela scellerait l'effondrement de la nation dans la pauvreté sans aucun espoir d'en sortir. C'est pourquoi notre principale revendication pour aujourd'hui est celle de la création d'un Conseil social de l'économie nationale.

En ce qui concerne la façon de fonder un tel Conseil, nous considérons qu'il doit être indépendant du gouvernement et créé par les syndicats, qui décideront eux-mêmes de sa composition. Nous pensons qu'il doit s'agir-là d'une représentation proportionnelle. Les représentants du mouvement de l'autogestion pourraient également être invités à en faire partie.

En ce qui concerne ses compétences et ses buts d'action : ses compétences devraient permettre au Conseil de prendre part à la définition de la politique économique et d'influer effectivement sur l'élaboration de la réforme économique. Donc, ce Conseil devrait contrôler les agissements du gouvernement et des autres niveaux de l'administration économique. Il devrait pouvoir exiger toutes les informations et toutes les explications et avoir accès à l'information économique, au même titre que le gouvernement ou les organismes économiques officiels. Ce qui veut dire que les ministères et les organismes économiques seraient obligés de fournir une information complète et de communiquer leur documentation.

Parmi les prérogatives importantes de ce Conseil il faut mentionner le droit de veto sur les décisions erronées du gouvernement, s'il apparaissait qu'on n'arrive pas à se mettre d'accord. Il faut également prévoir un mécanisme permettant à la société — au cas où un accord n'apparaîtrait pas possible — de décider quelle alternative de développement ou de réfor-

me économique il faudrait alors choisir. Le conseil devrait avoir accès à la radio et à la télévision, pour pouvoir expliquer les décisions *a priori* impopulaires, mais également pour présenter son point de vue et son jugement.

Le Conseil devrait également avoir le droit de présenter des projets de loi devant la Diète, pour que celle-ci puisse choisir parmi des projets différents et non seulement entériner un seul projet. Cela pourrait être résolu de différentes manières : en obligeant le gouvernement à présenter à la Diète les projets alternatifs élaborés par le Conseil. Un autre point très important : il faut mentionner que le Conseil ne pourrait être dissous que si la société considère que son rôle est terminé. Il ne faut pas qu'il puisse être dissous au moment où le gouvernement le considérerait comme gênant. Voilà, dans ses grandes lignes, notre position. ■

Au nom du présidium de Solidarité
Grzegorz PALKA
Varsovie, 15 octobre 1981.

**Soutenez
INPREKOR
polonais !**

| | | |
|---|----------|-----------------|
| Międzyzrodki | Numéro 2 | L'été 1981 roku |
| INPREKOR | | |
| MIĘDZYKRAJOWA KORRESPONDENCA PRACOWA | | |
| Krajowy Komitet ds. Współpracy z Zagranicą, ul. Chałubińskiego 1, 00-610 Warszawa | | |
| Krajowy Komitet ds. Współpracy z Zagranicą, ul. Chałubińskiego 1, 00-610 Warszawa | | |
| Krajowy Komitet ds. Współpracy z Zagranicą, ul. Chałubińskiego 1, 00-610 Warszawa | | |

Le numéro 2 d'INPREKOR en polonais est paru. Au sommaire un dossier sur le Brésil, un exemple de l'interventionnisme du FMI aux Philippines, un article sur les effets du marché sur l'autogestion yougoslave et un autre sur la voie du contrôle social en Pologne. Prix de soutien : 10 francs.

Envoyez vos contributions de solidarité à INPREKOR, 2, rue Richard-Le-noir, 93 108 Montreuil, France, en libellant vos chèques à l'ordre de PEC, avec mention « Pour INPREKOR polonais » au verso.

Sur le contrôle du ravitaillement

Une résolution de la direction régionale de Lodz de Solidarité

LA décision de Solidarité de Lodz de généraliser, au niveau régional, le contrôle sur la distribution des produits alimentaires de base et d'imposer une modification de la production de certaines entreprises, en vue de développer une coopération avec le syndicat des paysans de Solidarité, est un exemple de ce que peut faire le syndicat, avec le mouvement pour l'autogestion, pour améliorer dans l'immédiat la situation de l'approvisionnement et créer les bases pour une prise en charge plus large de la production — sous le contrôle des travailleurs — dans l'avenir.

Dans le système de production et de distribution des biens, seule l'administration de l'Etat et celle des entreprises sont responsables de l'approvisionnement. Les activités de notre syndicat qui ne remettent pas en cause le monopole de l'administration étatique en ce qui concerne la production, la distribution et les prix, ne peuvent pas influencer de manière décisive sur l'amélioration de la situation.

Le seul moyen efficace est la réforme économique dans la forme attendue par la société. Notre activité au niveau de la région doit se limiter au contrôle des autorités, à la remise en cause des irrégularités, à la lutte pour une distribution juste dans le cadre du rationnement et à empêcher l'utilisation de l'approvisionnement pour la manipulation de la société. Dans ce but, la direction régionale de Lodz décide :

1. d'introduire à l'avenir un système de contrôle de la provenance des biens

alimentaires, de leur transport et de leur distribution, et en particulier de la viande et de ses sous-produits ;

2. d'améliorer l'efficacité de l'approvisionnement par :

a) la possibilité de l'achat des matériaux stockés par les artisans produisant les machines et les outils agricoles ;

b) la garantie de la livraison des moyens de production agricoles, sur la base des capacités de production des entreprises.

En cas de refus des autorités, le syndicat mènera une grève active dans les entreprises qui peuvent assurer une telle production. La distribution des biens ainsi produits sera assurée en commun avec le syndicat Solidarité des agriculteurs individuels et Solidarité des artisans. La direction régionale mandate les commissions syndicales d'entreprise pour agir dans le cadre du développement de la

coopération entre les syndicats susmentionnés.

Notons que la démarche proposée pour développer la coopération avec les agriculteurs, est à l'opposée de celle, prônée par certains experts de Solidarité, qui consiste à généraliser des rapports marchands ville-campagne en élevant les prix d'achat aux producteurs. Elle s'oppose également à toute démarche individuelle d'entreprise, lui préférant une démarche collective de tous les travailleurs de la région. C'est la seule qui permet de garantir une égalité dans l'approvisionnement des travailleurs, indépendamment de ce que produit leur entreprise et en conséquence de préserver leur unité.

3. Continuer les activités ayant pour but la remise en ordre du rationnement alimentaire dans la région. En particulier :

a) en vue d'obtenir le contrôle sur l'émission, la distribution et la comptabilité des tickets de rationnement ;

b) en exigeant des organes de l'administration étatique que la distribution de tous les articles rares se fasse uniquement par le réseau commercial général, et donc l'arrêt de toute distribution privilégiée ;

c) la direction régionale rappelle sa position négative en ce qui concerne le troc réalisé par certaines commissions d'entreprise. Nous considérons qu'il s'agit-là d'une activité tendant à détruire l'unité du syndicat au moment où l'unité nous est particulièrement nécessaire. ■

Direction régionale de Solidarité de Lodz
15 octobre 1981.

« Notre pays a été conduit dans une situation critique... »

Un appel du chantier naval « Lénine » de Gdansk

Notre pays a été conduit par les autorités dans une situation critique. Les produits alimentaires de base, les médicaments, les produits hygiéniques, manquent. Les autorités sont impuissantes face à la crise qui s'amplifie. Nous, travailleurs, qui avons donné l'exemple d'une attitude patriotique en juin 1976, en décembre 1970 et en août 1980, et dont les prises de position ont obligé maintes fois les autorités à changer leur politique intérieure, nous nous sentons obligés — cette fois encore — de mettre le pouvoir en garde : la patience humaine a une limite.

Vous prétendez être nos représentants, mais vous l'oubliez facilement en prenant des décisions contraires à nos exigences. Il ne devrait pas y avoir de négociations entre le pouvoir et les ouvriers. Les autorités doivent mettre en pratique ce que veulent les ouvriers, car nous sommes dans un pays socialiste où le pouvoir

appartient au peuple travailleur des villes et des campagnes.

Nous, travailleurs des chantiers navals et représentants d'autres entreprises du littoral de la Baltique, au nom de tous les travailleurs de Pologne, exigeons :

— des élections démocratiques à la Diète ;

— la nomination par la Diète — qui sera dès lors le représentant réel de la Nation — d'un gouvernement capable avec nous de sortir la Pologne du marasme ;

— l'arrêt immédiat de l'exportation des médicaments, de nourriture et de charbon, et leur transfert au profit de nos familles ;

— l'accès immédiat aux mass media.

Nous appelons à soutenir les initiatives du syndicat qui visent à garantir à la société les conditions minimales de travail et de vie. La création d'un Conseil natio-

nal de l'économie nationale est un acte d'autodéfense de la société face à l'incapacité des autorités et au danger qui menace la survie même de la nation.

Nous rappelons notre résolution du 7 octobre 1981, qui stipule qu'en cas d'échec des pourparlers avec le gouvernement, nous entamerons des actions de protestation.

Toute la responsabilité pour la non-satisfaction de ces revendications, et donc pour les troubles sociaux qui pourraient s'en suivre retombera sur le gouvernement, qui a toutes les chances de s'inscrire dans le livre noir de notre histoire. ■

Wiadomosci Dnia (Nouvelles du jour)
bulletin quotidien du
Centre de recherches sociales et du
Bureau d'informations de Solidarité
de la région de Varsovie,
numéro 218 du 23 octobre 1981.

La valse des généraux ne suffit pas à résoudre les problèmes de la dictature

LA crise actuelle est plus grave que celle de 1976. Il y a cinq ans, en effet, l'appareil de production n'était pas détérioré et le désordre financier n'était pas ce qu'il est aujourd'hui. Le régime a eu pourtant tous les atouts en main : pas de grève, pas d'opposition, un peuple prêt à accepter les directives officielles, sans oublier quatre excellentes récoltes en cinq ans. » C'est en ces termes peu flatteurs qu'Alvaro Alsogaray a tiré le bilan de la dictature en mars dernier, au moment où le général Roberto Viola prenait la succession du général Jorge Rafael Videla.

Alvaro Alsogaray n'est pas le premier venu. Déjà ministre des Finances dans l'administration d'Arturo Frondizi (1958-1962), il est aujourd'hui l'un des principaux conseillers officiels du général Roberto Viola. Et le fait est que la situation économique et politique se détériore à vue d'œil.

Le 6 novembre 1975, Maria Estela « Isabelita » Peron avait décrété l'état de siège qui est toujours en vigueur. Le 24 mars, le coup d'Etat militaire donnait le pouvoir à la junte dirigée par Jorge Rafael Videla. Elle prétendait en finir avec la subversion, redresser l'économie et créer ainsi les conditions d'un retour à l'« institutionnalisation démocratique ».

L'amiral Emilio Massera, commandant en chef de la marine et membre du triumvirat au moment du coup d'Etat de 1976, reconnaissait récemment que la junte militaire n'avait — en cinq ans — atteint aucun de ses objectifs, « si ce n'est la victoire armée sur le terrorisme ».

Les indices de cet échec sont partout. L'une des dernières enquêtes de l'Université argentine de presse (UADE) démontre qu'un ouvrier avait besoin de 30 minutes de travail pour acheter un kilo de pain en 1980, et qu'il lui faut aujourd'hui pas moins de 52 minutes. L'achat des produits de consommation courants (pain, pâtes, sucre, café ...) qui absorbait il y a un an 48 % du salaire d'un ouvrier, en engloutit aujourd'hui 60 % ...

Une partie du patronat industriel est exaspérée par la situation. Fin septembre, on a vu plusieurs grèves patronales ou *lock-out* à Rosario, Santa Fe, Bahia Blanca, pour protester contre « l'échec politique par rapport aux prétentions de 1976 » et exiger des « mesures d'urgence qui remettent le pays sur le chemin du progrès ».

Parmi les nombreux signes de délabrement, il faut mentionner une étude récente de la revue *Somos* sur l'émigration. Alors qu'il y avait, en 1960, 4 500 Argentins disséminés de par le monde, il y en a aujourd'hui 2 150 000 (sur une population totale de quelque 28 millions) : ils se composent pour 48 % de main-d'œuvre qualifiée, 25 % de techniciens, 5 % de professions libérales, 20 % de commerçants et 2 % d'industriels. Le Centre argentin des ingénieurs calcule que, sur 50 000 ingénieurs, 10 000 ont déjà quitté le pays et 3 200 du reste (soit 8 %) sont sans emploi. Sur les 70 000 médecins argentins, 10 % sont sans travail et 4 000 se sont déjà établis aux seuls Etats-Unis. La presse argentine estime que 2 millions de personnes souhaitent rejoindre les cohortes de l'émigration, soit 8 % de la population active et l'équivalent de villes comme Rosario et Cordoba, les deux plus grandes concentrations urbaines après la capitale.

Dans ce contexte, les six mois d'exercice du pouvoir par Roberto Viola ont vu se développer les tensions au sein même du régime, tandis que l'opposition politique et sociale donnait des signes de réactivation. Le même Alvaro Alsogaray déclarait récemment qu'une bataille était en cours entre deux secteurs des forces armées, et qu'on y verrait plus clair d'ici deux ou trois mois ... Lui-même partisan d'un capitalisme libéral sauvage, il propose un Plan sur cinq ans, jusqu'à 1986, qui dépasse le terme du mandat de Roberto Viola et la date prévue pour les élections présidentielles (1984). Ce Plan impliquerait la prolongation d'un pouvoir d'exception.

Au cours du mois de septembre, l'ancien ministre de l'Intérieur, le général Harguindeguy, a déclaré que la junte militaire choisirait elle-même en 1984 le successeur de Roberto Viola. Cette déclaration a soulevé un tollé du côté des partis politiques et jusque dans les rangs du régime. Elle n'en est pas moins significative d'un rappel à l'ordre de l'actuel gouvernement par la junte militaire, qui a ni plus ni moins convoqué Roberto Viola et ses ministres pour s'informer directement des projets gouvernementaux trop osés à ses yeux.

Pourtant, l'actuel ministre de l'Intérieur n'envisageait pas la publication d'une loi sur le fonctionnement des partis politiques avant la fin 1982 ... Ce durcissement sur la voie de l'ouverture au compte-gouttes a obligé la coordination existante des partis politiques civils, la *multipartidaria*, à émettre une protestation plus ferme qu'à l'accoutumée : « Des porte-parole non habilités du gouvernement se permettent d'agresser impunément les citoyens avec des déclarations et des pronostics qui dépassent de beaucoup la capacité de résistance de la modération et du bon sens argentins. » Le style ampoulé de cette déclaration solennelle exprime le dépit de ceux qui entendent négocier avec Roberto Viola la transition jusqu'à 1984, c'est-à-dire apporter à la dictature la légitimité de leur caution en échange de la promesse d'élections ... dans deux ans.

Le fait est que la hiérarchie militaire tend à rompre le dialogue avec l'opposition respectueuse que tentait de nouer le ministre de l'Intérieur Liendo. Dépitée et inquiète de perdre le contrôle du mouvement social, l'opposition bourgeoise ne trouve rien de mieux, dans sa déclaration, que de pleurnicher en mettant en garde les militaires contre les effets de la situation économique qui pourraient « constituer un facteur de croissante déstabilisation économique, tant par les tensions sociales qu'elle engendre, que par le risque d'explosions incontrôlables et la détérioration de l'autorité gouvernementale paralysée devant les revendications de la communauté nationale ».

Pour éclairer le sens de ces contradictions et l'évolution de la politique argentine, six mois après l'investiture de Roberto Viola et deux mois après l'appel à la grève générale du 22 juillet dernier par la CGT, nous avons rencontré un camarade marxiste révolutionnaire argentin qui milite dans le pays. Son interview, réalisée en septembre, permet de mieux comprendre les principaux enjeux de la situation.

Daniel JEBRAC
20 octobre 1981.

Entretien avec un militant marxiste-révolutionnaire argentin

« INPRECOR » : — Tout d'abord, peux-tu revenir synthétiquement sur le développement de la crise économique ces derniers mois ?

— La récession s'est accentuée à partir de décembre 1980. La politique économique développée depuis cinq ans par la dictature visait à une restructuration de l'économie dans le cadre d'un nouveau mode d'insertion de l'Argentine dans le marché mondial. C'est cette politique qui s'est heurtée de front à l'approfondissement de la crise.

Le Plan économique de Martínez de Hoz (1) consistait en une réorganisation du système afin de prendre place dans l'actuelle division internationale du travail. Il cherchait prioritairement à freiner le terrible processus inflationniste.

Au début, il a existé un accord général de la bourgeoisie dans son ensemble en faveur d'un abaissement brutal du salaire réel et d'une remise en cause des principales conquêtes du mouvement ouvrier depuis trente ans. Les mesures de ce Plan étaient rendues possibles par la première défaite réelle subie par la classe ouvrière depuis trente ans (1955). Dans les années 1950 et 1960, il y a bien eu d'autres reculs et moments difficiles, mais rien de comparable à ce qui s'est produit après le coup d'Etat du 29 mars 1976.

La bourgeoisie s'est attelée à relever le taux de profit. De mars 1976 à la fin de l'année, la part des salaires dans le revenu national a chuté brutalement de 42 % à 30 %.

Le plan économique de la bourgeoisie s'est développé en deux étapes. La première va de 1976 à 1978 (c'est-à-dire au *Mundial* de football). Jusque-là, il fallait sauver encore quelques apparences. A partir de 1978, la seconde étape est marquée par une ouverture de l'économie illustrée par deux mesures : d'une part, une modification de la parité des changes avec une surévaluation du peso argentin par rapport au dollar américain ; d'autre part, une baisse progressive des droits de douane.

Ces mesures ont entraîné une irruption massive de marchandises importées afin de parvenir à un réajustement des prix nationaux et internationaux permettant de déterminer l'efficacité respective des différents secteurs de la production. Ces mesures ont également ouvert la porte à la pénétration de capitaux flottants placés à court terme.

Pendant cinq années consécutives, l'inflation a dépassé les 100 % (2).

La spéculation financière a déterminé une impressionnante précipitation des faillites, qui s'est combinée avec une chute de la production industrielle brute de 14 % pour le premier semestre 1981.

Tous les indicateurs confirment la profondeur de la crise. Le chiffre de chômeurs oscille entre 600 000 et 1 500 000 (3), ce qui peut représenter jusqu'à 15 % de la population active, alors que le minis-



Un général peut en cacher un autre. Le nouveau président Roberto Viola au premier plan, son prédécesseur Videla dans le fond. (DR)

tre Martínez de Hoz parlait pudiquement de 2 % de chômeurs ... Pendant toute une époque, la main-d'œuvre se réorientait vers les services. En effet, si, au début de son mandat, Martínez de Hoz prétendait réduire les dépenses publiques, au fil des ans, c'est l'inverse qui s'est produit, mais pas au profit des services publics tels que l'éducation ou la santé. L'expansion des dépenses publiques a été liée à la crise structurelle qui a obligé l'Etat à éponger le coût d'innombrables faillites et à multiplier les subventions.

L'autre aspect du gonflement des dépenses publiques, c'est bien évidemment le budget militaire, avec un rééquipement massif des trois armes et la mise sur pied d'un dispositif contre-révolutionnaire pour l'Amérique latine dans son ensemble.

Au bout du compte, la dette extérieure s'élève à 30 milliards de dollars. Il est vrai que la dette brésilienne monte jusqu'à 65 milliards, mais pour une population quatre fois plus importante que celle de l'Argentine, qui doit battre les records d'endettement par habitant. De plus, dans un article de la revue *Clarín*, un économiste bourgeois disposant de quelque autorité estime que 10 de ces 30 milliards de dollars sont inexplicables. Ils sont imputés à des omissions ou à des erreurs ... En fait, ils proviennent probablement d'un surcroît de dépenses militaires inavouables, de pots-de-vins et de scandales divers.

On en est arrivé à cette situation malgré les récoltes céréalières exceptionnelles de ces dernières années et les prix des céréales tout aussi exceptionnels sur le marché mondial, en raison de l'embargo américain sur les livraisons de céréales à l'URSS après l'intervention soviétique en Afghanistan.

L'Argentine connaît donc un des plus forts endettements par tête d'habitant dans le monde, alors qu'elle est pratiquement auto-suffisante sur le plan énergétique, à la différence du Brésil. On assiste à l'effondrement de secteurs industriels entiers, comme le textile ou l'industrie automobile.

Il y a deux raisons majeures à la montée en flèche de l'endettement : d'une part, l'ouverture du marché intérieur aux importations et, d'autre part, le coût parasitaire monstrueux de la garde prétorienne de la dictature.

En février dernier, le gouvernement a annoncé une politique de dévaluation, qui s'est effectuée en trois temps : 10 %, puis 30 %, puis encore 30 %, soit une dévaluation cumulée de 56 % en valeur réelle en 8 mois, qui a eu une forte répercussion sur les prix intérieurs. Toutes les mesures prises pendant cette période de transition, de Jorge Rafael Videla à Roberto Viola, aboutissent à une fuite en avant spéculative. Le manque de sécurité se solde par des retraits des fonds d'épargne et une baisse quotidienne des réserves. On estime qu'il y a en Argentine 30 milliards de dollars placés à moins de trente jours ... C'est un niveau spéculatif sans précédent.

On peut se demander dans quelle mesure cette dynamique du système va provoquer une sorte de rupture des maillons les plus faibles de la chaîne spéculative dans ce grand jeu financier. Mais, d'ores et déjà, l'effet social est patent.

1. Ministre de l'Economie sous la dictature de Jorge Rafael Videla.

2. 347 % en 1976 ; 160 % en 1977 ; 170 % en 1978 ; 140 % en 1979 ; 87,6 % en 1980.

3. Chiffre officiel : 600 000 ; chiffre de la CGT : 1 500 000.

La paupérisation se traduit par une perte sur le salaire réel mais aussi une perte sur le salaire indirect, sur les œuvres sociales, sur la législation des loyers, sur la modification du contrat de travail. Dans certaines entreprises, un seul jour de grève entraîne la perte de 40 % du salaire mensuel. Il y a des quartiers entiers auxquels on coupe l'électricité, parce que les locataires ne peuvent plus la payer. Il y a d'autres cas où l'électricité a été coupée à la mairie et à la municipalité, ce qui veut dire à tout l'éclairage public d'une localité.

Dans le secteur du bâtiment, l'interventor militaire lui-même évalue à 74,5 % la chute du salaire réel depuis la fin du *Mundial* (1978) et à 54,5 % en moyenne entre mars 1976 et mars 1981 (4).

La désertion scolaire a atteint un niveau sans précédent dans l'éducation argentine depuis le début du siècle. La moitié des enfants de 6 à 12 ans ne vont pas à l'école ou la quittent. Il y a eu une campagne nationale d'organisée, avec des réunions d'enseignants, pour rechercher les raisons de ce phénomène, mais avec la recommandation de s'en tenir aux raisons pédagogiques, alors que les raisons économiques et sociales sautent aux yeux : chute du niveau de vie, coût du matériel scolaire, restriction du budget de l'éducation. Nombre de familles ne peuvent plus payer la cantine pour les enfants.

— Dans le contexte de la crise économique, depuis sa prise de fonction en mars dernier, Roberto Viola paraît contesté de l'intérieur même de la dictature, au nom de solutions différentes, et parfois contradictoires, à la crise du régime ...

— Roberto Viola paraît incarner la continuité naturelle de la dictature. Mais

les conditions de son élection ont déjà révélé les indices de fractures dans la hiérarchie militaire.

La précipitation de la crise économique provoque un approfondissement de ces différenciations. Les marges de manœuvres pour la politique de Roberto Viola sont des plus étroites.

Son programme, c'est d'abord la recherche d'un consensus élargi lui permettant de formuler une perspective d'« issue institutionnelle » à la situation. La proposition d'une certaine ouverture politique se combine avec la gravité de la crise qui frappe l'ensemble des secteurs de la bourgeoisie et menace de déséquilibrer le gouvernement de Roberto Viola dès ses premiers pas.

De sorte que, peu de jours après son investiture, on parlait déjà d'échéances fixées à Roberto Viola par la junte pour parvenir à une « remise en ordre économique. »

Roberto Viola essaie donc d'élargir les bases du gouvernement en incorporant à son cabinet l'un des principaux dirigeants du secteur agricole, un représentant de l'Union industrielle argentine (qui est l'association patronale de la grande entreprise), un représentant des travaux publics. Le chef de cabinet est un monétariste hétérodoxe.

Ce dosage a abouti à une paralysie de l'ensemble, du fait d'une dispute corporative pour le partage d'un gâteau qui se réduit à vue d'œil. Le comble, c'est que les maîtres à penser de la politique de Martinez de Hoz eux-mêmes soutiennent qu'on ne peut plus parler d'efficacité ou d'inefficacité d'une politique économique dans un monde baignant de plus en plus dans la crise et le protectionnisme.

Dans cette situation, Roberto Viola cherche à renouer le dialogue avec les partis les plus importants de la bourgeoisie.

C'est là qu'intervient la convocation par le Parti radical de Ricardo Balbin, par le MID de Arturo Frondizi (5), par le Parti intransigeant, par la Fédération démocrate-chrétienne et par le péronisme (justicialisme), d'une réunion pour coordonner l'action face à l'ouverture de la crise. C'est ce qu'on appelle la *multipartidaria*, dont le lancement a bénéficié de conditions spectaculaires, comme la réconciliation des vieux ennemis politiques Ricardo Balbin et Arturo Frondizi, et surtout de l'appui des médias.

Le problème, c'est que devant la gravité de la crise, il y a une recherche fébrile de solutions. Ainsi, l'ancien dictateur Juan Carlos Onganía (1966-1970) a rendu public un long document de 50 pages, dont la version intégrale n'a été diffusée qu'aux militaires. D'après ce qu'il en est paru dans la presse, Juan Carlos Onganía part de l'idée que la poursuite de la situation actuelle aboutirait à une division profonde entre fractions militaires, au point d'affaiblir les forces armées en tant qu'ultime recours de la nation. Il y aurait alors soit affrontement au sein même de l'armée, soit retraite désordonnée. Pour éviter d'en arriver là, Juan Carlos Onganía propose que l'armée retourne dans les casernes. Il se propose lui-même comme candidat bonaparte à la tête d'un gouvernement fort, pour mener la bataille des producteurs contre le secteur financier et les spéculateurs qu'il rend responsables de la dégradation économique. Il se présente ainsi comme le champion d'une politique d'industrialisation appuyée sur les grandes entreprises pour une réédition du coup d'Etat du 29 juin 1966.

D'autre part, apparaît Alvaro Alsogaray, avec un Plan économique qu'il qualifie lui-même de « libéral orthodoxe », de privatisation de l'économie (y compris des secteurs traditionnellement aux mains des militaires, comme l'industrie d'armement, l'énergie atomique). Il souhaite provoquer un véritable choc économique. Son plan prévoit un chômage encore plus important qu'actuellement. Pour l'appliquer, il devrait réunir des conditions politiques très particulières, dans lesquelles la répression s'étendrait jusqu'aux secteurs de la bourgeoisie opposés à cette perspective. Le projet n'a pas une large base d'appui au sein de la caste militaire, dans la mesure où il porterait nécessairement atteinte aux positions acquises par les militaires dans la gestion des entreprises et dans certaines branches, depuis ces dernières années.

Le but de la *multipartidaria* enfin, c'est de conforter le régime de Roberto Viola contre le danger de le voir remplacé à l'issue d'un coup d'Etat dans le coup d'Etat. Ce front apparaît donc jouer un rôle modérateur dans le cadre de la crise, plutôt que celui d'une force d'opposition.

50 000 manifestants à Buenos Aires pour « la paix, le pain et le travail ! »

A l'appel de la CGT péroniste, avec le soutien des cinq partis politiques qui composent depuis juillet dernier la *multipartidaria* et de divers mouvements — dont celui des Mères de la plaza de Mayo —, une manifestation « pour la paix, le pain et le travail » a rassemblé 50 000 personnes à Buenos Aires le 7 novembre. Malgré le côté « religieux » de cette procession en direction de l'église de la paroisse de San Cayetano, cette manifestation — qui s'est déroulée au milieu d'un imposant dispositif policier — est la plus grande mobilisation anti-gouvernementale depuis le coup d'Etat militaire de 1976.

L'appel de la *multipartidaria* précisait qu'il s'agissait du « début de la mobilisation civile du pays pour que le gouvernement comprenne que son temps est terminé et qu'il fixe la date des élections ». Comme le remarquait le *Monde* du 10 novembre : « En fait, la grande majorité de ceux qui ont participé au défilé sont d'abord venus protester contre le pouvoir. »

Malgré la présence des forces de la police et de l'armée, et les mises en garde répétées des généraux au pouvoir pour que cette manifestation ne soit pas « dénaturée », les premiers cris des manifestants proclamaient « Peron, Peron ! » et « Libertad ! ». D'autres slogans comme « Elle va finir, elle va finir, la dictature militaire ! » et « Le peuple uni jamais ne sera vaincu ! » marquèrent aussi ce rassemblement d'un caractère nouveau. Des manifestants ont également exigé que toute la lumière soit faite sur les disparus. Les forces de répression ont interpellé une vingtaine de personnes.

INPRECOR

4. Après le coup d'Etat du 29 mars 1976, des entreprises et des branches entières ont été placées sous le contrôle d'un *interventor* militaire.

5. MID : Mouvement indépendant pour le développement.

Il fait bien des propositions déclamatoires sur la nécessité d'une solution démocratique, mais fait le dos rond devant la dictature, refuse de s'élargir aux secteurs syndicaux et socialistes, ne conteste même pas la légitimité de la dictature, et propose un accord aux militaires pour respecter les délais établis jusqu'aux élections prévues pour 1984.

L'existence même de la *multipartidaria*, comme produit et indice de la crise de la dictature, peut servir de canal ou de prétexte à l'expression d'un mécontentement qui la dépasse. C'est ce qui s'est produit en août dernier, lors de la mort de Ricardo Balbin. Les militaires ont com-

cord avec le gouvernement militaire sur des points que les composantes du front s'engagent à ne pas outrepasser :

— Tout d'abord, l'abandon de la question de la répression et des disparus (qu'on estime à 30 000). C'est un point non négociable pour les militaires ...

— Le refus d'intégrer d'autres secteurs, comme la CGT. La *multipartidaria* se propose donc de maintenir des relations avec tous ces secteurs, mais sans modifier son caractère propre et en respectant la préoccupation permanente de la dictature de ne pas mélanger l'activité politique et l'activité syndicale ...

ceinture industrielle du Grand Buenos Aires. Dans certains cas, elle s'est élargie à la fermeture du petit commerce, en solidarité avec les travailleurs contre les effets de la crise. Dans les villes de province, malgré des résultats localement, la grève n'a pas eu la même ampleur.

La principale conclusion de la grève, c'est que l'écrasante majorité était pour, et qu'elle a eu lieu là où existait un minimum d'organisation, y compris dans des secteurs contrôlés par la branche syndicale CNT qui agit comme un véritable agent de la dictature au sein du mouvement ouvrier. L'une des caractéristiques de la grève, c'est qu'elle n'a pas provoqué, comme



L'armée ratissant un quartier de Buenos Aires aux heures sombres de la lutte « anti-terroriste ». (DR)

mencé par vouloir lui rendre hommage et faire porter des fleurs à son domicile, pour illustrer le dialogue avec ce type d'opposition civile. Mais il y avait déjà des gens massés devant sa maison, qui ont hué les représentants de la dictature et les ont obligés à faire machine arrière. Finalement, les obsèques se sont transformées en une manifestation massive d'opposition à la dictature, avec des dizaines de milliers de personnes dans la rue. On ne peut cependant penser que la *multipartidaria* soit un réel front de mobilisation contre la dictature. Dans aucun de ses rares documents n'apparaît, même embryonnairement, la proposition d'une solution à la situation très grave qui existe aujourd'hui même, sans attendre 1984 ou 1985.

Face à la paralysie totale de l'activité productive, elle ne pourrait devenir un front de lutte et de mobilisation que si elle incorporait l'ensemble des secteurs populaires, dont elle a peur et dont elle se méfie.

— Parallèlement, la classe ouvrière manifeste une reprise d'activité. Quel est ton jugement sur le sens de la grève générale du 22 juillet dernier ?

— Différents secteurs de la gauche voient la possibilité de développer, à travers la *multipartidaria*, un large front d'opposition à la dictature. Nous croyons que c'est impossible à cause de l'origine même de la *multipartidaria*, née d'un ac-

cord avec le gouvernement militaire sur des points que les composantes du front s'engagent à ne pas outrepasser :

Le problème de la « démocratisation » qui préoccupe l'ensemble de la population, peut difficilement être résolu par ce type de compromis sur le terrain du dialogue. La démocratie ne peut être arrachée que dans la lutte concrète, qui est à l'ordre du jour sur tous les terrains, à court comme à moyen terme.

Sans aller jusqu'à un optimisme exagéré, on peut en effet estimer que nous assistons à un début de changement, dans le cadre de la crise qui secoue le gouvernement de Roberto Viola, initié par le processus de mobilisation : occupation de l'usine Borwar (Diesel) en mai-juin, puis mobilisation et grève chez Mercedes contre les licenciements. C'est ce qui a poussé la direction de SMATA (6) à lancer la première grève active depuis le coup d'Etat de 1976.

A l'occasion de cette grève, 1 500 travailleurs ont été arrêtés au siège de SMATA. La CGT a alors convoqué une grève nationale pour le 22 juillet. Cette grève fut négociée jusqu'au dernier moment avec la dictature. Une partie de la bureaucratie, suivant la méthode habituelle, fit de son mieux pour ne pas organiser véritablement la grève, alors qu'il existait une pression et une disponibilité à la base. L'état d'esprit général était au débrayage, malgré les conditions objectives et subjectives assez défavorables (situation de l'emploi, absence de véritable préparation par la bureaucratie).

Même dans ces conditions, la grève a été massive dans une grande partie de la

ce fut le cas en d'autres temps, de division de la classe ouvrière entre ceux qui ont débrayé et ceux qui ne l'ont pas fait. Il y avait en effet une aspiration généralisée, même si la réalisation effective de la grève s'est limitée aux endroits où le rapport des forces était plus favorable.

C'est important pour comprendre que, y compris dans des conditions où la classe ouvrière argentine a souffert énormément, il y a désorganisation mais non pas démoralisation totale.

Après la grève, les mesures répressives ont continué de la part du patronat avec le licenciement des militants qui sont apparus comme les organisateurs de la grève. Les licenciements massifs et les mises au chômage partiel ont également continué à se multiplier. La Ford, dont les 12 000 ouvriers ont fait grève, n'a pas travaillé pendant tout le mois de septembre. Mercedes ne travaille que trois jours par semaine en horaires réduits. Peugeot menace de se retirer purement et simplement du marché argentin. A Cordoba, Renault annonce des arrêts temporaires de la production et des licenciements, avec à la clef une proposition de 6 mois de salaire payés à 75 % en échange du renoncement à l'emploi. Même proposition chez Volkswagen.

En août, la chute de la production automobile a été de 40 % par rapport à août 1980. C'est le mois où la production

6. SMATA : syndicat des travailleurs de l'industrie automobile.

automobile a été la plus faible depuis 1966, au début de l'essor de l'industrie automobile dans notre pays. En circulant dans les trains de banlieue aux alentours de Buenos Aires, on voit des plages couvertes d'automobiles à perte de vue : ils ne savent plus où mettre les stocks. Récemment, le président de Mercedes s'est rendu à Cuba pour essayer d'y vendre des camions. Pour négocier, il était accompagné du champion automobile Juan Manuel Fangio, l'ancien otage du Mouvement du 26 juillet, en 1958 !

— Tu as mentionné comment la division syndicale et l'attitude des directions bureaucratiques a saboté la préparation de la grève. Quelle est la situation du mouvement syndical ?

— Après le coup d'Etat, la plupart des syndicats ont été placés sous « intervention » militaire. Pourtant, grâce à une bureaucratie docile, certains ont pu continuer à fonctionner. Dans la plupart des usines importantes, toute forme d'organisation indépendante (délégués, commissions internes) a été désarticulée. Depuis, il y a eu un processus constant de réorganisation de l'activité syndicale dans les entreprises. Dans certains cas, cette activité a été soutenue par la bureaucratie syndicale, dans d'autres, elle est partie de la base pour reconquérir le terrain perdu dans l'usine.

Nationalement, la bureaucratie est divisée en deux tendances fondamentales : la CNT 20 (Confédération nationale des travailleurs) et la CGT.

La première représente la bureaucratie prête à tout type d'accord avec la dictature militaire. Elle cherche un espace pour un accord stable avec la dictature. Il faut rappeler qu'elle a été la principale collaboratrice des forces armées dans la lutte contre la « subversion ».

L'autre, la CGT, représente le péronisme « justicialiste ». Son principal dirigeant est Lorenzo Miguel. Ce secteur de la bureaucratie n'est pas disposé à n'importe quel accord avec la dictature. Il cherche à s'affirmer dans une dynamique qui, sans être de franche opposition, tend à le faire apparaître comme le plus combatif, afin d'imposer de meilleures conditions de négociation face aux militaires.

Il y a d'autre part divers courants qui s'organisent de façon indépendante par rapport à tous les secteurs de la bureaucratie et qui forment — dans la majorité des cas clandestinement — une résistance plus organisée : c'est le cas de l'inter-réseau des cheminots, de certaines commissions internes de SMATA, de certains secteurs des banques, de l'énergie ...

Le chemin de l'organisation d'une résistance plus organisée et centralisée sera sûrement long. A cause des conditions difficiles qui résultent de la conjoncture économique et sociale actuelle. Pourtant, il me semble que le cours vers une meilleure organisation au sein des entreprises est déjà en marche. Cela exige des militants révolutionnaires et de l'avant-garde un bilan lucide de l'expérience antérieure

jusqu'au coup d'Etat, tirant toutes les leçons de la défaite, pour préparer et organiser en conséquence les combats futurs, qui connaîtront des avancées et des reculs, et dans lesquels l'appareil répressif, qui n'a pas été désarticulé, fera tout pour briser les pôles de résistance et la généralisation des luttes.

— La dictature a-t-elle pris des mesures susceptibles de briser pour la première fois la base matérielle de la bureaucratie syndicale ?

— Il y a eu, au début de 1980, une loi qui retirait aux syndicats la gestion des œuvres sociales. Aujourd'hui, il y a une nouvelle offensive pour mettre en pratique un système comparable au système brésilien, c'est-à-dire qui centralise les cotisations dans les mains de l'Etat et retire leur autonomie relative aux syndicats de branches.

En réalité, la situation n'a pas beaucoup changé car, dans nombre de cas, la gestion des œuvres sociales est, depuis le coup d'Etat, dans les mains des *interventores* militaires. Ils ont supprimé la contribution patronale à la caisse de prévoyance. Il en résulte une baisse des fonds disponibles et la menace d'une situation où les caisses ne pourraient même plus payer les retraites, etc.

— Dans ces conditions, quel est l'avenir du péronisme et quel rôle peut-il jouer dans la crise de la dictature ?

— On peut difficilement imaginer que le péronisme puisse retrouver le niveau de représentativité et le degré de cohésion qu'il a connus dans le passé. La crise des fondements mêmes du populisme est profonde et durable.

Elle s'est déjà exprimée dans la désarticulation du mouvement après la mort de Juan Domingo Peron, et lui-même ne parvenait plus à la contenir. La tendance à la dispersion en d'innombrables courants est inévitable.

D'un côté apparaît la tendance de Bittel, qui représente formellement la continuité de la direction légale du Parti justicialiste, et cherche un accord avec les autres courants politiques de la bourgeoisie au sein de la *multipartidaria*. Ce courant manifeste un penchant en faveur d'une coalition électorale principalement avec le radicalisme. L'autre secteur du péronisme cherche un accord avec l'amiral Emilio Massera.

Du côté de la gauche péroniste se profilent d'innombrables tendances, encore mal définies.

La bureaucratie syndicale reste péroniste et essaie de remettre sur pied ce que fut la coalition des 62 organisations syndicales qui ont mené la « résistance péroniste » à partir de 1955. A une différence près, c'est que la bureaucratie ne coordonne plus aujourd'hui, et difficilement, que 25 organisations au lieu de 62. Il n'est guère pensable qu'elle puisse retrouver facilement le degré de contrôle qu'elle a exercé dans le passé sur le mouvement ouvrier.

L'idée d'un parti ouvrier de masse, d'un parti des travailleurs, est dans la tête de pas mal de gens depuis longtemps, y compris chez des secteurs péronistes qui peuvent difficilement prétendre en être le centre organisateur. Mais, pour avancer dans cette voie, les conditions sont beaucoup plus compliquées qu'au Brésil. D'une part, parce que la tradition d'organisation et de politisation du mouvement ouvrier est déjà beaucoup plus forte. D'autre part, parce que nous ne pouvons pas inventer un « Lula » et la couche de dirigeants syndicaux qu'il symbolise, et qui sont avant tout le produit d'une expérience de luttes dans un contexte de remontée ...

— Pour terminer, quels sont, à tes yeux, les axes d'intervention dans la situation actuelle ?

— La remobilisation de la classe ouvrière passe nécessairement par la bataille pour la récupération de toutes ses conquêtes. Face à la crise, la bourgeoisie demande un report de la dette extérieure. Le mouvement ouvrier, lui, ne peut compter que sur ses propres luttes en remettant à l'ordre du jour des mots d'ordre qui ont pratiquement disparu, même de la propagande générale, tels que l'échelle mobile des salaires et des heures de travail, le contrôle des livres de compte ... Il faut comprendre que, dans certains cas, les travailleurs, confrontés à une menace de licenciement, ont accepté de travailler six mois pour la moitié de leur salaire. Dans d'autres cas, on assiste, dans les petites entreprises, à un bloc entre les travailleurs et le patronat pour la sauvegarde de l'emploi. En revanche, à Mercedes Benz, la lutte pour la défense des 300 licenciés a éclaté à partir de la publication d'un document sur les bénéfices et les spéculations de l'entreprise.

L'autre axe de mobilisation est bien évidemment celui des revendications démocratiques. Toutes les luttes sur ces revendications (amnistie, liberté de la presse, responsabilité de la dictature dans la question des disparus) contribuent à élargir la brèche. Mais on peut difficilement se battre sérieusement pour ces droits et les élargir en se mettant à la remorque de partis bourgeois qui s'offrent docilement pour donner un ballon d'oxygène à la dictature. Ce qui sera décisif pour la reconquête des libertés démocratiques, c'est d'abord l'avancée sur le chemin de l'indépendance politique et organisationnelle de la classe ouvrière, à partir des meilleures expériences du passé récent (SITRAC-SITRAM, Villa Constitución ...). Dans ces secteurs d'avant-garde, il y a une préoccupation et un intérêt permanents pour les expériences du Nicaragua, de Pologne et du Brésil. Tout cela contribue à un mûrissement de la conscience et du besoin d'unité dans l'action pour la reconquête du terrain perdu sur la voie d'une organisation indépendante du prolétariat. ■

Propos recueillis par Daniel JEBRAC
Septembre 1981.

Le lourd héritage d'Anouar El Sadate

Son successeur veut poursuivre la répression et l' « Infitah »

L'ASSASSINAT, le 6 octobre dernier, du président de la République égyptienne Anouar El Sadate a révélé la fragilité et l'instabilité de son régime pro-impérialiste. Aussi, nombre de représentants impérialistes sont venus s'inquiéter — à l'occasion de ses obsèques — de l'avenir de ce qu'ils considéraient comme un élément important de leur dispositif contre-révolutionnaire au Moyen-Orient.

Rapidement, les Etats-Unis ont mis en état d'alerte leurs 72 000 hommes et les 36 navires de guerre de leur VIe Flotte en Méditerranée. La mort de Sadate leur a aussi servi de prétexte pour une nouvelle escalade de propagande contre la Libye. Dans ce concert, la palme revient sans doute au dirigeant soudanais Mohammed Jaafar Nemeiry qui a déclaré : « *Khaddafi doit être liquidé physiquement à tout prix, même s'il faut le*

noyer dans l'océan ou le jeter depuis un avion ! » (Afrique-Asie, 26 octobre 1981). Cette escalade verbale, certes dissuasive, recouvre une escalade militaire de l'impérialisme qui vient d'envoyer des avions de surveillance AWACS en Arabie Saoudite et en Egypte et qui continue à armer de plus belle le régime instable de Nemeiry au Soudan. Toutefois, ce qui continue à maintenir un caractère explosif à la situation sociale en Egypte, c'est le bilan de la politique économique et sociale de Sadate connue sous le nom d'*Infitah* (ouverture économique). Les premières déclarations rassurantes de son successeur, Hosni Moubarak, sur le maintien de la politique antérieure, tout comme la poursuite des mesures répressives engagées par Sadate, ne seront sans doute pas de nature à en atténuer les contradictions.

Vincent KERMEL

Lorsqu'à la mort de Gamal Abdel Nasser, le 28 septembre 1970, Anouar el Sadate prend sa succession à la tête de l'Etat égyptien, rien ne laisse supposer qu'il ne s'inscrira pas dans la droite ligne de la politique de son prédécesseur. Pourtant, très rapidement, et notamment avec la « Révolution rectificative » qui évince le 15 mai 1971 le groupe nassérien du vice-président Ali Sabri dénoncé comme pro-soviétique, et l'expulsion des 21 000 conseillers militaires soviétiques le 18 juillet 1972, il apparaît qu'un tournant politique est amorcé. Ce tournant qui sanctionne une rupture avec les orientations économiques et politiques de Nasser ne va toutefois se concrétiser pleinement qu'après la guerre du Kippour (3 octobre-11 novembre 1973) contre Israël. Mais, dès la fin de 1971, Sadate s'engage dans un processus de démantèlement des secteurs nationalisés et prend des décisions favorables au secteur privé, qui préfigurent sa politique d'*Infitah*.

L'*Infitah* est la réponse qu'apporte Sadate à l'impasse dans laquelle l'échec économique du projet nationaliste de Nasser a conduit l'Egypte. Pour le nouveau chef de l'Etat égyptien, il s'agit de « redresser » l'économie en donnant une impulsion au secteur privé pour relayer un secteur étatique étouffé par la gestion bureaucratique. La réorientation diplomatique en direction de l'impérialisme américain est liée à cette politique. Elle correspond à la fois à l'espoir d'obtenir les fonds nécessaires à cette *Infitah* et au constat de l'inefficacité de l'alliance militaire avec l'Union soviétique dans la lutte pour récupérer la portion du territoire national (le Sinai) occupée depuis la défaite militaire de juin 1967 par Israël.

Toutefois, la résistance des masses populaires à une remise en cause des acquis sociaux de l'époque nassérienne ex-

plique la stagnation de la mise en œuvre de cette orientation jusqu'en 1974. Sadate prend donc l'initiative de la guerre d'octobre 1973 pour tenter de débloquent la situation diplomatique de « ni guerre ni paix » avec Israël et ouvrir la voie à l'application de cette nouvelle orientation économique.

La guerre d'octobre 1973 a donc des objectifs fort limités. Aussi l'offensive militaire égyptienne s'arrête-t-elle dès après le franchissement du canal de Suez. Le 22 octobre 1973, un premier cessez-le-feu intervient après que Sadate ait rencontré le secrétaire d'Etat US Henry Kissinger.

LA GUERRE D'OCTOBRE 1973 ET L'« INFITAH »

C'est sous couvert de la popularité accumulée par son initiative guerrière contre Israël que Sadate va impulser l'*Infitah* (1). En février 1974, sont adoptés trois décrets instituant divers organismes pour canaliser les investissements impérialistes et ceux des pays arabes producteurs de pétrole vers l'Egypte, et garantissant ces investissements privés contre toute nationalisation. Des « zones franches », destinées à recevoir des entreprises étrangères exemptées d'impôts, sont créées le long du canal de Suez. Pour attirer les capitaux étrangers, en juin 1974, les secteurs anciennement nationalisés, comme l'industrie métallurgique, les banques et les assurances, sont ouverts aux capitaux privés. Le lien direct avec le capital impérialiste se fait lorsqu'il est reconnu à des citoyens égyptiens le droit de représenter des sociétés étrangères...

Cette libéralisation économique est systématisée par un Plan économique dit de « franchissement » (2) adopté en juillet 1974. Comme le résumera le ministre des Finances de l'époque, Ahmed Abu Ismail : « *Le gouvernement est lancé dans une politique de portes ouvertes.* » (3)

Mais, au-delà des promesses de « paix » et de « prospérité », les effets socio-économiques de cette politique constitueront la toile de fond des explosions sociales qui, émaillant toute cette période, vont culminer par les émeutes de 1977 (cf. encadré).

L'ALLIANCE MILITAIRE AVEC LES USA

Jusqu'en 1976, l'aide militaire américaine reste limitée, car l'engagement résolu du gouvernement Sadate dans la politique économique d'ouverture aux capitaux étrangers est une pré-condition à son augmentation. Le Caire obtient néanmoins en 1976 des avions de transport Hercules C 130.

La rupture officielle du traité d'amitié avec l'URSS le 15 mars 1976 et les émeutes du 18 janvier 1977 vont renforcer l'impérialisme américain dans sa volonté de s'appuyer sur le régime de Sadate. Le président Jimmy Carter augmenta alors son aide militaire et l'Egypte reçoit 750 millions de dollars en mai 1977. Les Emirats arabes et l'Arabie Saoudite sont appelés par Washington à participer à cet effort. En 1978, « *les Etats-Unis commenceront leurs grandes livraisons qui inclueront, entre autres, des escadrilles d'avions de combat modernes* » (4).

1. Voir sur le bilan de la politique d'*Infitah* et les émeutes de 1977, l'article de Jon Rotschild, « L'échec de l'*Infitah* », dans *Inprecor*, première série, numéro 67 du 10 février 1977.

2. En référence au « franchissement » du canal de Suez lors de la guerre d'octobre 1973.

3. *New Left Review* numéro 98, juillet-août 1976.

4. *Le Monde diplomatique*, octobre 1980, Raimo Vayrynen, « La lente construction de l'industrie militaire égyptienne ».

Le rôle attribué par l'impérialisme américain au régime de Sadate est explicité par les inquiétudes mêmes de l'ambassadeur US à l'ONU, Andrew Young, qui déclare après le voyage de Sadate en Israël, du 19 au 21 novembre 1977, que « la seule chose qui serait dangereuse pour les USA et Israël maintenant, ce serait le renversement de Sadate par ses propres forces armées. Je pense que c'est la raison pour laquelle le président américain a promis d'envoyer des avions à l'Égypte (5). »

Équipées et entraînées par l'Union soviétique sous le régime de Nasser, les forces armées égyptiennes étaient orientées vers l'action militaire contre Israël. Le renversement d'alliance militaire initié par Sadate s'est concrétisé par la mise à l'écart de la plupart des officiers ayant participé à la guerre d'octobre 1973 et leur remplacement par des cadres ayant fait des stages de formation aux USA. Ainsi, l'actuel ministre de la Défense a été attaché militaire à l'ambassade d'Égypte à Washington. Aussi, en 1978, avant que les forces de sécurité intérieures ne soient entièrement réorganisées pour devenir un pilier du régime, les représentants américains pouvaient à juste titre s'inquiéter d'une éventuelle réaction de l'armée.

Après les premiers accords de paix signés avec Israël à Camp David en octobre 1978 et la chute de la monarchie Palhavi en Iran au début 1979, une nouvelle ère de la coopération militaire s'ouvre entre l'Égypte et les USA. Étale sur 5 ans, le programme américain d'aide militaire à l'Égypte adopté en 1979 se monte à 4 milliards de dollars et comprend des avions F 15, des missiles anti-aériens Hawks et des véhicules blindés de transport. Le régime de Sadate s'insère de plus en plus ouvertement dans le dispositif contre-révolutionnaire impérialiste dans la région. L'Égypte envoie des troupes à Oman et dans les Emirats pour remplacer les forces iraniennes, car « elle est responsable de la sécurité du Golfe », comme l'affirme le ministre d'État aux Affaires étrangères Boutros Ghali. Sadate fournit des armes à Hassan II pour combattre le Front Polisario au Sahara occidental et intervient pour soutenir la fraction Hissène Habré réfugié au Soudan après la guerre civile de 1980 au Tchad. Les forces armées égyptiennes encadrent leurs homologues soudanaises et Sadate fera parvenir, par la suite, des armes aux rebelles afghans. En retour, l'impérialisme US, qui obtient la jouissance de bases militaires sur le territoire égyptien, s'engage plus avant dans l'entraînement et l'équi-

pement des forces armées égyptiennes (6).

Mais l'insistance même des dirigeants impérialistes à plaider en faveur des « besoins légitimes de défense » de l'Égypte illustre la faiblesse du régime. L'instrument réactionnaire qu'ils forgent — comme en témoignent les 10 000 policiers équipés par les USA depuis 1977 ou les 20 000 hommes de troupe d'élite stationnés au Caire — est directement orienté contre les masses populaires égyptiennes et les peuples de la région.

La fragilité du régime égyptien est fortement liée à l'alignement de Sadate sur la politique impérialiste et à l'échec de sa politique d'*Infitah*. Il en est résulté un isolement presque total au sein du monde arabe, mais aussi un effondrement de la base sociale du régime, notamment des secteurs intellectuels qui avaient pu se laisser séduire par les proclamations « démocratiques » initiales de Sadate.

ÉCHEC ÉCONOMIQUE ET DIFFÉRENCIATIONS SOCIALES

Privée des crédits des pays arabes producteurs de pétrole qui avaient atteint 17 milliards de dollars entre 1973 et 1978, la dégradation de l'économie égyptienne est momentanément tempérée par les aides massives de l'impérialisme (entre 2 et 2,5 milliards de dollars par an). Mais l'échec de la politique d'*Infitah* est toutefois patent. En 1978, le déficit budgétaire de 1,9 milliard de dollars représente 30 % du produit national brut (PNB). L'endettement est structurel. L'inflation atteint 25 %. Cherchant une nouvelle fois, en avril 1978, à « assainir » les finances de l'État égyptien, le Fonds monétaire international (FMI) sera néanmoins obligé d'accorder, fin 1979, un nouveau crédit de un milliard de dollars pour éviter la banqueroute au régime de Sadate.

L'*Infitah* est un échec car elle n'a pas permis de sortir l'Égypte de la dépendance et du sous-développement économiques. En effet, ce pays tire 80 % de ses ressources du pétrole — depuis la récupération des gisements du Sinaï le 25 janvier 1980 —, du rapatriement des salaires des travailleurs immigrés, de l'exploitation du canal de Suez et du tourisme, qui sont autant de facteurs extérieurs aléatoires. La politique de Sadate n'a pas réussi à attirer, comme il était prévu, des capitaux étrangers dans des secteurs autres que les services. Les banques étrangères, au lieu d'investir, ont en fait drainé « l'épargne nationale », c'est-à-dire l'argent de la nouvelle bourgeoisie, vers l'extérieur, vers le financement d'importation de produits de consommation rapidement écoulés.

Mais, pendant que de nombreuses firmes occidentales — comme Coca Cola, Goodyear, Du Pont de Nemours ou Mi-

Les émeutes du 18 janvier 1977

Le coup de fouet à la hausse des prix entraîné par l'*Infitah*, ajouté à la crise du logement et des transports a favorisé la spéculation et le marché noir. Des sommes fabuleuses ont été accordées par les pays arabes producteurs de pétrole, mais le déficit commercial et l'endettement se sont accrus. Du fait de la pression de la consommation de produits agricoles — conséquence des nouveaux besoins des petits bourgeois enrichis par l'*Infitah* comme de la croissance démographique — l'Égypte voit sa dépendance alimentaire augmenter. Dans les campagnes, la hausse du prix de la terre provoque des flambées spéculatives, tandis qu'en 1975 une loi modifie les contrats de fermages accentuant l'exploitation des paysans sans terre.

Toutefois, le pouvoir est encore attentif à ne pas laisser les prix des produits de première nécessité s'envoler. Et il continue pour des raisons essentiellement politiques à les subventionner. Mais, en ne cessant d'augmenter, la part des subventions dans le budget de l'État, qui passe de 188 millions de livres égyptiennes, soit 5 % en 1973, à 715 millions, soit 15 % en 1975, accroît les déséquilibres financiers.

Début 1977, le Fonds monétaire international (FMI) impose un train de mesures d'assainissement des finances de l'État qui prévoit la dévaluation de la monnaie et la suppression des subventions aux produits de première nécessité. Il en résulte une hausse des prix : 31 % pour l'essence, 63 % pour la farine, 26 % pour la viande et 16 % pour le riz. La riposte populaire est immédiate et dépasse par son ampleur tout ce que le pays avait connu depuis plusieurs années. Des milliers de personnes s'en prennent à tout ce qui symbolise le luxe insolent des nouveaux millionnaires, comme ces *nigth clubs* du Caire qui sont incendiés. « Nous avons faim ! », « Nous ferons baisser les prix même au prix de notre propre vie ! », « Nous mourrons de faim de toute manière, Sadate, alors tue-nous plutôt avec des balles ! », clament les manifestants.

Sadate fera donner l'armée, ce qui n'avait pas eu lieu depuis les émeutes anti-anglaises et le renversement du roi Farouk en 1952. Les chiffres officiels feront état de 75 morts, 800 blessés et 2 000 arrestations. Mais le gouvernement sera contraint de rétablir les subventions aux produits de première nécessité. Ce ne sera toutefois que partie remise ...

Ces émeutes ont ébranlé le régime et montré sa faiblesse. Aussi, les États-Unis vont-ils s'engager plus avant dans leur aide militaire au gouvernement égyptien. Le tournant économique et diplomatique de l'*Infitah* s'est en effet couplé d'une alliance militaire entre l'Égypte et l'impérialisme américain.

V. K.

5. Merip Report, septembre 1980.

6. Le roi affirmait récemment qu'il « accordera toutes les facilités nécessaires aux États-Unis au cas où l'Arabie Saoudite ou un État du Golfe serait menacé par l'URSS » (le Monde, 12 juillet 1980).



Un policier patrouillant dans les rues du Caire. (DR)

chelin — sont venues profiter des avantages fiscaux de la nouvelle législation égyptienne, la dépendance agricole de ce pays s'est accrue — l'Égypte doit importer 50 % de sa nourriture et 75 % de son blé — et un tiers de sa population ne dispose toujours pas du minimum vital ...

Les conséquences de cet échec économique se résument dans un accroissement de la différentiation sociale. Comme l'a précisé l'ancien ministre de la Planification, Ismail Sabri Abdallah, « l'inflation a opéré une nouvelle répartition des revenus au détriment de tous les salariés employés par le gouvernement et le secteur public. (7) » L'Égypte a ainsi produit 500 millionnaires à l'image du ministre de la Reconstruction, Osman Ahmed Osman, qui s'est enrichi en étant à la fois responsable du projet de construction des « zones franches » et propriétaire d'une des plus importantes sociétés de travaux publics du monde arabe.

Cette politique a profité à la bourgeoisie et à de petits bourgeois, spéculateurs en tout genre, commerçants, gros propriétaires terriens ou fonctionnaires enrichis sur la base des pots-de-vin. Mais les explosions régulières de mécontentement populaire comme la répression systématique du pouvoir sont là pour montrer ce qu'elle a signifié pour les masses populaires.

UNE REPRESSION INSTITUTIONNALISÉE

Si l'*Infitah* a constitué une « ouverture » sur le plan économique, elle n'a jamais connu son équivalent sur le plan politique. Certes, Sadate a bien tenté, à l'automne 1976, et plusieurs fois depuis, de mettre en place une « opposition constructive » ; il y a d'ailleurs réussi partiellement. Mais les inégalités sociales sont trop criantes et la crise économique est trop profonde pour que toute opposition,

aussi timorée soit-elle, puisse être tolérée très longtemps. La répression sélective contre les militants ouvriers et marxistes s'est doublée d'actions contre l'« opposition constructive », visant à lui signifier les limites à ne pas dépasser.

Le 24 janvier 1977, au lendemain même des émeutes populaires, Sadate précisait sa conception de la « libéralisation » politique en déclarant : « Les nouvelles expériences démocratiques ne doivent pas être altérées par des événements fomentés par de mauvais éléments cherchant à faire revenir le pays à la situation où s'exprime une seule orientation. (8) »

Après 1977, en même temps qu'il modernisait l'équipement de ses forces de sécurité, Sadate se dotait d'un arsenal législatif répressif.

Les lois issues des référendums de février 1977 et mai 1978 privaient déjà les formations politiques de toute possibilité d'action. Nombre de militants ouvriers ont été traînés devant la justice de Sadate en leur nom. Mais, en septembre 1979, une nouvelle disposition a mis une condition supplémentaire à l'activité politique : les partis doivent reconnaître leur adhésion au Traité de paix avec Israël. Aussi, lorsqu'en mai 1980 l'état d'urgence est formellement levé, « les nouvelles lois ont-elles fourni à l'exécutif la plupart des pouvoirs exceptionnels qu'il possédait déjà en vertu de la loi sur l'état d'urgence (9) ».

Cette législation a été couronnée par une loi « contre l'immoralité » d'avril 1980 qui prétend « protéger les valeurs fondamentales de la société » en mettant hors-la-loi tous les Égyptiens « appelant à la domination d'une classe sociale sur une autre ou à la disparition d'une classe sociale (le Monde, 12 avril 1981). L'amendement à la Constitution du 30 avril établit le droit islamique (*chariah*) comme source principale de la législation. Un « tribunal des valeurs » dirigé par un

« procureur général socialiste », désigné directement par le chef de l'État, est institué pour cette chasse aux sorcières. Loin de débloquer la situation politique intérieure, la paix séparée avec Israël a renforcé l'autoritarisme du pouvoir.

Du lancement par le Rassemblement national progressiste et unioniste d'un appel à « boycotter tout ce qui est israélien », signé par des dizaines de personnalités égyptiennes de tous horizons politiques, à la formation d'un Front national élargi de l'opposition, en passant par les démêlés de Sadate avec l'Ordre des avocats, le pouvoir ne s'en est trouvé que plus isolé. Et, le 3 septembre, dans une espèce de fuite en avant, Sadate lance une opération répressive sans précédent dans l'histoire de l'Égypte. Considérant que sa « démocratie est plus féroce que la dictature », il fait arrêter 1 536 opposants, destitue le pape Chenouda III, chef de l'Église copte orthodoxe, attaque de front les Frères musulmans qui font l'essentiel des personnes incarcérées, interdit sept journaux d'opposition et dissout treize associations religieuses et politiques.

Affirmant qu'il « n'aura aucune pitié pour ceux qui commettront la moindre erreur portant préjudice à l'Égypte », Sadate proclame : « L'affrontement est décisif. Nous n'acceptons plus de compromis avec l'opposition. (10) » Mais, au-delà des courants intégristes auxquels Sadate adresse ouvertement ces menaces et ces proclamations, l'ampleur des arrestations prouve que c'est toute l'opposition au régime qui est visée. Le coup de filet de Sadate touche aussi bien les confréries des Frères musulmans que des dirigeants du Parti du travail socialiste — le parti d'opposition officiel — ou l'ancien premier secrétaire de l'Union socialiste arabe — l'ancien parti unique — et compagnon de Sadate, Abdel Salam Zayate. Comme le note le *New York Times* du 7 septembre : « La liste de ceux qui sont détenus fait l'effet d'un "who's who" des Égyptiens qui ont pris la parole contre le président et sa politique. »

L'impasse est totale. Sadate expulse des correspondants de journaux étrangers et se trouve contraint d'inventer un complot soviétique dans lequel il implique l'ambassadeur soviétique Vladimir Polyakov qu'il expulse et son ancien compagnon Abdel Salam Zayate qu'il fait arrêter, pour justifier cette répression.

Le nouveau rais prend aussi prétexte des affrontements religieux qui ont eu lieu au printemps 1981 et contre lesquels il avait été assez passif à l'époque pour présenter son action répressive comme une réponse à la montée du péril intégriste islamique, alors même qu'il s'agit de décapiter toute opposition politique.

7. Cité par le *Monde diplomatique*, mars 1980, Marie-Christine Aulas, « La provocante "modernisation" de l'Égypte ».

8. Cf. Jon Rotschild, art. cit.

9. Extrait du rapport établi par l'avocat Nabil el Hilali, le *Monde diplomatique*, juillet 1981.

10. *Libération*, 7 septembre 1981.



Le Rais : Anouar El Sadate. (DR)

La résurgence des courants intégristes islamiques est en grande partie la conséquence de la propre politique de Sadate de « délaïcisation » de l'Égypte entreprise conjointement à l'*Infitah*. Dans les années 1970, Sadate a utilisé les courants islamiques intégristes pour faire pièce aux opposants nassériens et communistes. Il a notamment facilité leur implantation dans les universités après la révolte étudiante du 24 janvier 1972. Sadate a donc été tributaire de ces courants. Leur collusion avec le pouvoir leur a permis d'é-

chapper à la répression en 1977, et a favorisé leur pénétration dans l'armée. Tout cela explique la croissance de leur audience parmi la petite bourgeoisie intellectuelle puis — à la faveur de la crise économique et sociale et de la paix séparée avec Israël — dans des couches plébéiennes.

L'APRES-SADATE

C'est au milieu des larmes de crocodile des dirigeants occidentaux qui pleurent le « promoteur de la paix » et qui proclament leurs inquiétudes devant l'avenir que s'ouvre l'après-Sadate. Son successeur, Hosni Moubarak, « élu » par référendum dès le 13 octobre, s'est empressé de rassurer les dirigeants israéliens en déclarant : « Vous les Israéliens, vous pouvez être rassurés. Vous pouvez imaginer que Anouar El Sadate est toujours parmi nous. Je ne me suis jamais opposé à la politique de Sadate. Nous avons toujours été d'accord sur cette politique. Rassurez-vous, il n'y aura pas de changement » (le Monde, le 10 octobre 1981).

Les premières mesures prises par Hosni Moubarak sont sans doute de nature à rassurer aussi l'impérialisme. En effet, parallèlement à une épuration de l'armée qui a déjà touché une trentaine d'officiers et plus de cent hommes de troupe soupçonnés de sympathie pour les Frères musulmans, Hosni Moubarak a fait arrêter des centaines de personnes (environ 623 intégristes musulmans et 150 militants de la gauche laïque). Depuis septembre dernier, près de 3 000 personnes ont ainsi été incarcérées.

Mais le nouveau gouvernement a adopté un langage nouveau et démagogi-

que en promettant de « lutter contre la corruption et le népotisme ». Moubarak s'est ainsi séparé symboliquement de deux éminences grises de Sadate, les deux hommes les plus riches d'Égypte, Sayed Marei et Osman Ahmed Osman. Il s'est aussi élevé contre « ceux qui troublent l'ordre et ne respectent pas la loi ». Officier de formation, Hosni Moubarak voudrait imposer un peu de sa propre discipline militaire à la bureaucratie et à la société égyptienne.

Les masses populaires en ont déjà eu un avant-goût. Le *Christian Science Monitor* du 2 novembre notait : « La police et les militaires grouillent dans les rues du Caire... Les soldats et la police ont maintenant le droit de tirer à vue sur les agitateurs ; les universités égyptiennes sont sous bonne surveillance ; tous les rassemblements sur la voie publique sont interdits pour un an du fait de l'état d'urgence... »

Toutefois, les traits dominants de la crise économique et sociale restent entiers. L'après-Sadate ne risque donc guère de représenter pour les masses populaires égyptiennes un changement fondamental de leurs conditions de vie. Les données générales qui ont provoqué de nombreuses explosions sociales constituent toujours la toile de fond de la situation politique et sociale en Égypte. Et les travailleurs ne manqueront pas de se souvenir qu'en 1977, à Alexandrie, les dockers en colère avaient mis à sac la résidence de Hosni Moubarak, diginitaire du régime. ■

Vincent KERMEL
4 novembre 1981.

CHINE

Le Mouvement démocratique s'intéresse au trotskysme

Xing YING

Malgré plusieurs décennies de censure, de calomnies et de déformations par le Parti communiste chinois (PCC), les idées trotskystes exercent encore une influence positive en Chine, particulièrement chez les jeunes militants du Mouvement démocratique. La faillite de la Pensée Mao Zedong et le discrédit de la pratique du « socialisme » du PCC ont ouvert la voie à une recherche active de la vérité historique, d'explications théoriques et de perspectives politiques. C'est dans ce contexte que le trotskysme est redevenu un sujet d'intérêt pour les jeunes militants.

Dans l'ambiance relativement libre et franche qui a prévalu durant l'année 1980, Trotsky et ses idées ont été l'objet

de références et de discussions ouvertes. Par exemple, le 4 avril 1980, lors d'une réunion organisée par le comité de la Ligue des Jeunes de la province de Guangtong, Wang Xizhe (principal auteur du Manifeste du Mur de Li Yi en 1974) a mentionné Trotsky dans son intervention ; dans une interview de juillet 1980 avec une revue de Hong Kong, il a développé plus longuement son point de vue sur les conceptions de Trotsky : « Le trotskysme a une critique plus élaborée de la bureaucratisation stalinienne ; Trotsky soutenait que les tendances doivent exister au sein du parti pour refléter les intérêts différents de couches différentes, présentes à la fois au sein du parti et dans la classe qu'il représente. Cette affirmation mérite toute notre attention... »

A mon avis, il faut permettre des positions ouvertes... Le parti doit autoriser les opinions divergentes et même les tendances divergentes. » En revanche, Wang Xizhe s'est déclaré en divergence avec le trotskysme : « Je ne suis pas d'accord avec la conception trotskyste de la révolution permanente ; je soutiens plutôt la théorie de la révolution par étapes » (*October Review*, octobre 1981, p. 23).

Des discussions sérieuses sur le trotskysme ont également eu lieu dans les publications non officielles en Chine. On peut retenir deux articles significatifs : « Sur l'opposition trotskyste, première enquête sur les luttes idéologiques au sein du PCR(b) » par Chen Fo-shen, publié dans *Hua Xia Chun* (le Printemps de Chi-

ne) de la province de Sichuan, numéro de fondation d'octobre 1980 (reproduit dans *October Review*, mars 1981, p. 50-58), et « Abandonnons les préjugés et nous découvrirons la rationalité » par Shi Hua-

« ABANDONNONS LES PRÉJUGÉS ET NOUS DÉCOUVRONS LA RATIONALITÉ »

Alors que Wang Xizhe exprime son désaccord avec la théorie de la Révolution permanente de Trotsky, l'article de Shi Hua-shen recommande l'étude de cette théorie. Il commence son article en déclarant : « Le nom de Trotsky ne nous est pas du tout étranger, mais il en va tout autrement des études indépendantes sur lui. Trotsky signalait que, dans les notes du tome 14, deuxième partie, des Oeuvres complètes de Lénine, publié du vivant de Lénine (deuxième édition), il est écrit que "Même avant la révolution de 1905, il (Trotsky) avançait la théorie originale, et maintenant surtout remarquable, selon laquelle la révolution bourgeoise de 1905 passerait directement à la révolution socialiste et constituerait la première d'une série de révolutions nationales." »

« Le processus de la réalité sociale attire de nouveau notre attention sur cette théorie de la Révolution permanente, et les études auxquelles, nous autres jeunes, la soumettons, sont plus conséquentes parce que nous avons moins de préjugés hérités d'autres époques. Je dois expliquer que la théorie de la révolution permanente est un système remarquablement original. J'ai sous la main un livre, la Révolution permanente, qui contient Bilan et perspectives (1904-1906) et la Révolution permanente (1932) ; ce dernier, écrit par l'auteur alors qu'il se trouvait hors de l'Union soviétique, développe une réfutation globale des attaques contre la théorie de la Révolution permanente et explique les vraies "divergences" entre l'auteur et Lénine. »

Shi Hua-shen cite alors de larges extraits du livre. Il fait référence aux conceptions générales de Trotsky sur le socialisme selon lesquelles « la société socialiste doit représenter une étape plus avancée que le capitalisme du point de vue de la technique de production. L'objectif de construire une société socialiste isolée au niveau national signifie, malgré les succès éphémères, la régression des forces productives, même en comparaison avec le capitalisme. Chercher à établir une proportionnalité étanche entre tous les secteurs de l'économie dans un cadre national signifie poursuivre une utopie réactionnaire ». Shi Hua-shen donne alors sa propre opinion : « Evidemment, ici, l'auteur, comme Marx et Lénine, défend fermement la position du socialisme scientifique et ne s'incline pas devant le socialisme pragmatique. »

Shi Hua-shen exprime son désaccord avec la conception de Lénine et Trotsky selon laquelle « l'économie mondiale dans son ensemble est indéniablement mûre pour le socialisme. » Il soutient que « le capitalisme monopoliste durera peut-être longtemps avant d'atteindre son apogée, et que, pendant cette période, on ne peut pas dire que l'économie atteindra le

shen, publié dans *Ze Ren* (le Devoir), organe officiel de l'Association nationale des publications non officielles numéro 4, janvier 1981 (reproduit dans *October Review*, avril 1981, p. 27-28).

niveau de maturité nécessaire à l'édification du socialisme ; tout ce qu'on peut dire, c'est qu'il engendrera un socialisme qui mûrit. Sur ce point, la théorie de la Révolution permanente présente une faiblesse ».

Par ailleurs, l'article expose à grands traits les jugements de Trotsky sur la Révolution russe, sa conception du dépassement des étapes historiques et notamment son opposition à la théorie du « socialisme dans un seul pays ». Shi Hua-shen remarque, après avoir cité l'affirmation de Lénine de 1922 selon laquelle les efforts communs du prolétariat de plusieurs pays avancés seront nécessaires avant que le socialisme ne puisse triompher : « Trotsky nous dit que, pendant la révolution d'Octobre, il avait pris parti pour Lénine dans sa lutte contre les hésitations et l'opportunisme qui avaient cours dans l'instance centrale du Parti bolchevique. J'incline à croire ce qu'il écrit... On voit bien que Lénine et Trotsky étaient d'accord sur les théories fondamentales du socialisme. Ce n'est qu'en 1952 que Staline a déclaré que les lois économiques ne peuvent être créées ; il était déjà trop tard alors, et d'ailleurs sa formule était loin d'atteindre la profondeur des conceptions de Trotsky. »

Shi Hua-shen concluait son article ainsi : « Il y a des erreurs dans les théories de Trotsky, mais on y trouve aussi des éléments resplendissants de vérité. Il persiste à prendre en considération la totalité de l'économie mondiale, si bien que, d'une part il considère que l'économie mondiale est mûre pour la pratique du socialisme et que c'est la condition pour la croissance de la Russie arriérée ; et d'autre part, il considère que la Russie elle-même n'est pas mûre et que sa révolution doit dépendre des révolutions internationales. Il maintient que la pratique de la dictature démocratique en Russie est de nature réactionnaire et mène donc une lutte acharnée contre le représentant de cette réaction, Boukharine, et s'oppose fondamentalement à la théorie de Staline de la "construction du socialisme dans un seul pays". A mon avis, il faut étudier les idées de Trotsky de façon indépendante parce que Trotsky, comme Boukharine, fournit les bases théoriques de la lutte pour le socialisme, bien que dans des optiques différentes. »

Tandis que Shi Hua-shen établit un parallèle entre les contributions à la théorie socialiste de Trotsky et Boukharine, l'article de Chen Fo-shen révèle une nette différence entre les deux, caractérisant Trotsky et Boukharine comme étant « l'un gauchiste et l'autre droitier » dans l'Opposition.

Dans son article de 20 000 mots écrit en septembre 1980, Chen Fo-shen soulève les problèmes suivants : 1.— l'origine

des divergences ; 2.— sur la Nouvelle Politique Economique (NEP) ; 3.— la théorie de la lutte des classes de Boukharine ; 4.— la bureaucratisation ; 5.— la démocratie et les autres problèmes ; 6.— la théorie du « socialisme dans un seul pays » ; 7.— une affaire non résolue par l'histoire.

Voici l'introduction de l'article : « Pour beaucoup de Chinois, les noms de Trotsky et Boukharine ne sont pas inconnus. Presque tout le monde sait que ces deux individus étaient des chefs opportunistes et révisionnistes notoires, mais très peu de gens savent concrètement pourquoi et comment ils sont devenus des chefs opportunistes et révisionnistes. C'est compréhensible parce que la distance dans le temps et l'espace a créé une barrière de brouillard et limite notre vision, et que le dogmatisme abstrait et nocif a imposé des interdits à notre réflexion à tel point qu'elle est devenue une conscience renfermée. »

« Heureusement, j'ai eu la chance de lire récemment les Ecrits de Trotsky nouvellement publiés et, grâce à la courtoisie d'un ami, j'ai également lu une vieille édition des Ecrits de Boukharine, et des écrits d'autres opportunistes et révisionnistes notoires comme Zinoviev, Kamenev, Shlyapnikov et Osinsky. Après les avoir lus, j'ai été la proie de sentiments agités dont le plus remarquable était le suivant : en réalité, Trotsky, Boukharine et tous les autres ne sont pas des contre-révolutionnaires notoires et scandaleux ou des conspirateurs ambitieux, comme le proclament nos vieux livres d'école. Me rappelant alors la propagande qui nous avait été distillée dans le passé et la situation tragique créée par cette propagande, j'ai été soudain pris du désir de communiquer mes sentiments à d'autres personnes. Mais dès que j'en eu parlé à un ami, il m'envoya aussitôt une lettre pour m'avertir de ne pas toucher à ce grand problème parce que, selon lui, il ne s'agissait pas seulement des opinions personnelles de Trotsky, mais de la question du trotskysme dans son ensemble, de la IVe Internationale, qui a connu plusieurs changements après Trotsky, de son idéologie et de ses théories. Et c'est toutes ces choses-là que je ne peux pas et ne pourrais pas comprendre. D'ailleurs, il y a une autre raison sur laquelle mon ami ne s'est pas étendu : être trotskyste reste encore une terrible et effrayante accusation criminelle en Chine. Nous avons entendu dire qu'il y a quelques années, quand le président Tito s'est rendu en visite officielle en Chine, il a assuré certains dirigeants de notre pays que Kang Sheng était un trotskyste. On voit donc que le sujet demeure très sensible. Bien que je ne me soucie guère de cette accusation — parce que je considère que je ne fais que m'engager dans l'étude d'une certaine théorie, et qu'il n'y a "pas de région interdite dans le domaine de la science", les théories des sciences sociales étant aussi une science —, je dois reconnaître les raisons de mon ami et les difficultés qu'il soulève. Mais je ne peux pas non plus nier une autre évidence, nouvelle, en l'occur-

rence que les accusations portées par Staline contre Trotsky, Boukharine et les autres n'étaient pas fondées. Elles consistent en un mélange produit par les préjugés, la dictature, la superstition et une habile malveillance. Devant ce fait, toute personne consciente qui s'intéresse à la théorie ne peut éviter le sentiment irrésistible de son devoir, de sa responsabilité historique, c'est-à-dire le sentiment qu'elle doit chercher à rétablir la vérité et rendre à l'histoire son véritable contenu. J'ai donc estimé que, même si je ne pouvais pas faire une analyse globale et une évaluation de toute la pensée de Trotsky, Boukharine et des autres, il serait quand même bien que je décrive simplement (même si la description est superficielle et brève) comment leurs divergences avec Staline sont nées et comment eux-mêmes concevaient ces divergences. J'ai donc ajouté un sous-titre à mon article dans le but de restreindre son champ et sa pensée. J'espère qu'il servira comme point de départ pour des études plus détaillées dans ce domaine. »

ENTRE TROTSKY, BOUKHARINE ET STALINE

Dans son chapitre sur « L'origine des divergences », Chen Fo-shen rejette la conception qui fait de l'Opposition un amalgame homogène : « Au sein de l'opposition, les idées les plus représentatives sont celles de Trotsky et de Boukharine ; ensemble, l'un gauchiste et l'autre droitier, ils forment un contraste très marqué. » Après une description du développement de l'Opposition jusqu'à l'assassinat de Trotsky en 1940, Chen Fo-shen cite la Déclaration des 46 d'octobre 1923, rédigée par Trotsky pour servir de premier programme public de l'Opposition. Il note que « Trotsky a mis le doigt sur une des racines profondes de la bureaucratisation, c'est-à-dire qu'il a vu le terrible danger d'un système bureaucratique en voie d'institutionnalisation ou qui mûrissait à mesure qu'il s'institutionnalisait. Sa critique portait donc sur des problèmes fondamentaux de la direction du parti ... Mais la position de Staline substituait les phénomènes à l'essence ; et cette position devint plus tard dominante en Chine, sous la formule : "Le centre a raison et toutes les erreurs sont commises par les instances subalternes ; la ligne du parti est juste et les erreurs sont le fait de ceux qui la mettent à exécution" ... Les critiques faites par Trotsky étaient des critiques très perspicaces et précises du système totalitaire à l'état embryonnaire, plus tard à une étape plus avancée, et finalement dans sa version cristallisée. Au cœur de ses critiques, on trouve, pour parler en termes actuels, la revendication d'une direction collective du parti, les mesures à prendre contre la dictature d'une seule personne, et les moyens de garantir la vie démocratique interne du parti. Du point de vue de l'expérience des développements historiques, ces critiques venaient à point et avaient une signification profonde. »

Dans les trois chapitres suivants, Chen Fo-shen analyse les différentes positions de Trotsky et Boukharine quant au développement économique, les prises de position de Boukharine sur la lutte des classes, et la pénétrante analyse de la bureaucratisation, de la centralisation et de la dégénérescence du parti faite par Trotsky. Dans le chapitre intitulé « La démocratie et autres problèmes », Chen Fo-shen examine la revendication insistante en faveur de la démocratisation du parti faite par l'Opposition, et écrit : « En 1936, à l'étranger, Trotsky publia son livre la Révolution trahie, un livre qui explore dans une optique nouvelle les rapports entre classe et parti politique et jette les bases théoriques de la question du système bipartite ou pluripartite. » Chen Fo-shen tire ses citations de l'édition chinoise de 1963 de la Révolution trahie publiée par les Editeurs réunis, la maison d'édition appuyée par le PCC.

Dans le chapitre suivant sur la théorie du « socialisme dans un seul pays », Chen Fo-shen estime que « la question de savoir si oui ou non le socialisme peut être construit dans un seul pays est une autre différence fondamentale entre Staline et Trotsky ». Après avoir cité Staline et Trotsky sur cette question, Chen Fo-shen conclut : « Je n'ai pas l'intention de conclure ici sur qui a raison et qui a tort dans cette polémique. Staline a remporté la "victoire dans un seul pays", mais cette victoire a été annulée dans la pratique alors que la théorie de Trotsky sur les révolutions mondiales (ou dans plusieurs pays) n'a pas encore été vérifiée dans la pratique. » Mais la façon dont Chen Fo-shen présente la polémique révèle une certaine sympathie pour l'argumentation de Trotsky.

UN EXAMEN HONNÊTE DE LA POSITION DE TROTSKY

La conclusion de l'article exprime le souhait de l'auteur que la position de Trotsky soit clarifiée et les problèmes qu'elle pose résolus. Voici cette conclusion : « Dans l'Histoire du Parti communiste (bolchevique) de l'URSS de 1938, éditée à la demande de Staline, les oppositions de Trotsky et Boukharine sont traitées par des qualificatifs et des accusations ordurières. Sous la plume des rédacteurs de ce livre — c'est-à-dire des vainqueurs de la lutte que nous avons décrite —, l'Opposition ne consiste plus en prisonniers de conscience ou prisonniers politiques que le stalinisme ne peut tolérer, mais constitue un gang de "valets", "renégats" et "espions" de l'impérialisme qui trahissent leur pays et leur peuple et ourdissent un complot pour le renversement du régime soviétique, un gang d'"assassins", de "fripons" et de "gangsters" qui ont assassiné Lénine, Kirov et Gorki et projettent l'assassinat de Staline ... »

« Il y a quelques années, cette myriade d'accusations étonnantes réussissait encore à tromper bon nombre de gens honnêtes et puérils. Mais, aujourd'hui, pratiquement personne n'y croit plus. On a fait la lumière sur les crimes brutaux de

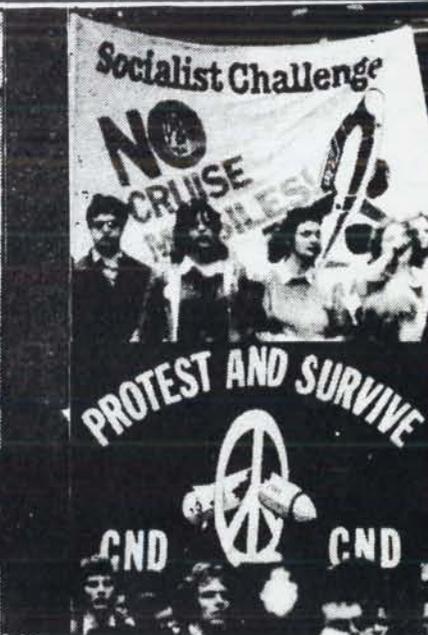
Staline, les gens en prennent graduellement conscience, et beaucoup sont déjà persuadés que l'élimination brutale et les persécutions de l'Opposition ont fait un tort grave sur la base de falsifications personnelles de Staline, et représentent une tragédie rarement égalée dans l'histoire du mouvement communiste international. Les conséquences catastrophiques sont apparues avec l'expérience pénible des partis communistes chinois, yougoslave et d'autres pays d'Europe orientale. Cependant, à cause de l'absence de preuves décisives, cette malheureuse affaire demeure en suspens, et le public reste encore dans l'impossibilité de se faire une opinion précise et honnête du contenu véritable des positions de l'Opposition, sans parler d'arriver à une conclusion juste. En Chine, cette question est même devenue l'obstacle principal aux études des théories trotskystes ... »

« Pour l'histoire, les faits sont importants. Il semble que la clarification complète de la question, l'abrogation des verdicts injustes et la résolution de cette controverse historique restée en suspens, devront attendre de nouvelles révélations et la découverte de nouveaux dossiers et matériaux. Il n'y a pas longtemps, l'université de Harvard aux Etats-Unis annonçait qu'elle allait publier un grand nombre de lettres de Trotsky et autres dossiers déposés dans cette université. Cela a suscité les espoirs et l'intérêt à travers le monde. Nous attendons avec impatience ces matériaux qui fourniront les éléments nouveaux et les bases sur lesquelles clarifier et régler cette question historique. »

Les articles comme ceux de Chen Fo-shen et Shi Hua-shen témoignent d'un nouveau phénomène dans la jeunesse chinoise en quête de la vérité. Ils n'ont lu que quelques ouvrages de Trotsky, mais ils rejettent déjà la version officielle de Staline et des partis communistes, et sympathisent avec les positions de Trotsky sur de nombreuses questions politiques, théoriques et historiques. Et, bien que la question du trotskysme reste officiellement tabou, les publications non officielles publient ces articles avec audace, s'obstinant dans la recherche de la vérité.

Ces dernières années, la presse chinoise officielle a publié plusieurs écrits de Trotsky. Bien qu'ils soient destinés à servir de « textes destinés à être critiqués » et qu'ils ne circulent que comme documents intérieurs du parti, leur publication joue souvent le rôle objectif de diffusion des idées de Trotsky et d'émancipation de la pensée des militants. La diffusion de l'analyse de Trotsky sur la bureaucratisation des États ouvriers et de ses propositions de Révolution politique contribuera à l'élaboration de la théorie révolutionnaire nécessaire à l'héroïque action révolutionnaire des masses chinoises qui luttent pour le renversement du pouvoir bureaucratique du PCC et pour la construction du socialisme authentique en Chine. ■

King YING
« October Review »,
Hong Kong, octobre 1981.



De haut en bas et de gauche à droite : une fresque murale anti-OTAN de la LCR de l'Etat espagnol ; la LRT belge lors de la manifestation du 25 octobre à Bruxelles ; des affiches de l'IKB des Pays-Bas réclamant des emplois, pas des bombes ; le cortège de la LCR et des JCR le 25 octobre à Paris ; les JCR de Catalogne contre la barbarie nucléaire et l'OTAN ; le cortège de Socialist Challenge (organe de l'IMG de Grande-Bretagne) lors d'une manifestation de la « Campaign for national disarmament ». (DR)